

Court File No.:

ONTARIO SUPERIOR
COURT OF JUSTICE

STACY AMIKW ABI, SHAWN BRENN AN, GEORGE FA Y AD,
JOSHUA ALAS-WILSON, ALISA TOJCIC, JANE DOE, JOHN DOE

Plaintiffs

-and-

POPE FRANCIS, THE HOLY SEE, THE STATE OF THE VATICAN, THE SOCIETY OF JESUS, HM QUEEN ELIZABETH II, THE ORDER OF THE GARTER, THE HOUSE OF WINDSOR (FORMERLY SAXE COBOURG GOTHA), GLOBAL VACCINE ALLIANCE (GAVI), the UN's WORLD HEALTH ORGANIZATION/PUBLIC HEALTH ORGANIZATION OF CANADA, BILL AND MELINDA GATES FOUNDATION, PRIME MINISTER JUSTIN TRUDEAU, DR. THERESA TAM, PREMIER DOUG FORD, CHRISTINE ELLIOTT, MAYOR JIM WATSON, ATTORNEY GENERAL OF CANADA, THE ATTORNEY GENERAL FOR ONTARIO

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

STATEMENT OF CLAIM

AUX DÉFENDEURS :

UNE PROCÉDURE JURIDIQUE A ÉTÉ ENTRÉE CONTRE VOUS par les Demandeurs.

La réclamation faite contre vous est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS SOUHAITEZ DÉFENDRE CETTE PROCÉDURE, vous ou un avocat ontarien agissant pour

vous devez préparer une défense sous la forme 18A prescrite par les Règles de procédure civile, la signifier à l'avocat du demandeur ou, lorsque le demandeur n'a pas d'avocat, la signifier à la

demanderesse, et déposez-la, accompagnée d'une preuve de signification à ce greffe, DANS LES VINGT JOURS suivant la signification de la présente déclaration, si vous êtes signifiée en Ontario.

Si vous êtes signifié dans une autre province ou territoire du Canada ou aux États-Unis d'Amérique, le délai pour signifier et déposer votre défense est de quarante jours. Si vous êtes signifié à l'extérieur du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Au lieu de signifier et de déposer un mémoire en défense, vous pouvez signifier et déposer un avis d'intention de défendre dans le formulaire 18B prescrit par les règles de procédure civile. Cela vous donnera droit à dix jours supplémentaires pour signifier et déposer votre mémoire en défense.

SI VOUS NE DÉFENDEZ PAS CETTE PROCÉDURE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE ET SANS AUTRE PRÉAVIS. SI VOUS SOUHAITEZ DÉFENDRE CETTE PROCÉDURE MAIS N'ÊTES PAS EN MESURE DE PAYER LES FRAIS JURIDIQUES, L'AIDE JURIDIQUE PEUT VOUS ÊTRE DISPONIBLE EN CONTACTANT UN BUREAU D'AIDE JURIDIQUE LOCAL.

ATTENTION : CETTE ACTION SERA AUTOMATIQUEMENT

RENVOYÉ s'il n'a pas été inscrit au procès ou s'il a été interrompu par quelque moyen que ce soit dans les cinq ans

après l'introduction de l'action, sauf ordonnance contraire du tribunal.

Date Issued by
Local registrar
Address of
Court office

TO POPE FRANCIS on behalf of The Holy See and The State of the Vatican Apostolic Nunciature
724 Manor Ave.,
Ottawa, Ontario K1M 0E3
Tel: (613) 746-4914
Fx: (613) 746-4786

AND TO THE SOCIETY OF JESUS, Sacred Heart House
43 Queen's Park Cres E
Toronto, Ontario M5S 2C3
Tel: (416) 962-4500
Fx: (416) 962-4501

AND TO HM QUEEN ELIZABETH II, on behalf of THE ORDER OF THE GARTER, THE HOUSE OF WINDSOR (FORMERLY SAXE COBOURG GOTHA), care of the USHER OF THE BLACK ROD
J. Greg Peters
Usher of the Black Rod
Parliament Hill Centre Block, Room 168-N
Ottawa, Ontario K1A 0A4
Tel: (613) 992-8483

AND TO GLOBAL VACCINE ALLIANCE (GAVI), 2099 Pennsylvania Ave, NW
Suite 200
Washington DC 20006
Tel: (202) 478-1050
Fx: (202) 478-1060

AND TO the UN's WORLD HEALTH ORGANIZATION Pan American Health Organization
Department on Emergency Preparedness and Disaster Relief
525 Twenty-third Street, N.W.
Washington, D.C. 20037, U.S.A.
Tel: (202) 974-3399
Fax: (202) 775-4578

AND TO PUBLIC HEALTH ORGANIZATION OF CANADA 130 Colonnade Road
A.L. 6501H
Ottawa, Ontario K1A 0K9

AND TO BILL AND MELINDA GATES FOUNDATION, 440 5th Ave N.
Seattle, WA 98109

AND TO PRIME MINISTER JUSTIN TRUDEA

Office of the Prime Minister
80 Wellington Street
Ottawa, Ontario K1A 0A2
Fx: (613) 941-6900

AND TO DR. THERESA TAM, care of the PUBLIC HEALTH AGENCY OF CANADA Chief

Public Health Officer
Tel: (613)954-8524
Email: phac.cpho-acsp.aspc@canada.ca

AND TO PREMIER DOUG FORD, Office of the Premier Legislative

Building Queen's Park
Toronto, Ontario M7 A 1A1

AND TO CHRISTINE ELLIOTT, Ministry of Health

5th Floor
777 Bay St.
Toronto, Ontario M7 A 2J3
Tel: (416) 327-4300
Fx: (416) 326-1571

AND TO MAYOR JIM WATSON,

110 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1P 1J1
Tel: (613) 580-2496
Fx: (613) 580-2509

AND TO ATTORNEY GENERAL OF CANADA Department of Justice

Canada
Constitutional, Administrative and International Law Section
Ontario Regional Office
120 Adelaide Street West, Suite #400
Toronto, Ontario M5H 1 T1
Fx: (416) 954-8982
Tel: (416) 973-0942

AND TO THE ATTORNEY GENERAL FOR ONTARIO Crown Law

office, Constitutional Law Branch 720 Bay St.
Toronto, Ontario M7 A 2S9
Tel: (416) 326-4460
Fx: (416) 326-4401

CLAIM

- a) 1. Les demandeurs et les membres du groupe réclament en leur nom et en celui d'autres personnes situées de façon similaire au Canada ;
- b) b) Une déclaration intérimaire sur la légalité des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou de leurs membres, à adopter unilatéralement les recommandations, directives et normes internationales avancées, orchestrées et approuvées par l'Organisation mondiale de la santé et ses affiliés, concernant le Covid -19 pandémie mondiale;
- c) c) Une déclaration provisoire déterminant en vertu de quel partage des pouvoirs, soit l'art. 91 ou art. 92 de la Loi constitutionnelle de 1867, la santé et le bien-être urgents de la population canadienne se trouvent. La confusion sur l'autorité constitutionnelle de suspendre et de porter atteinte aux droits et libertés fondamentaux sur la base d'une pandémie mondiale supposée, nécessite une déclaration sur l'origine de l'autorité constitutionnelle ;
- d) d) Une déclaration en vertu de l'art. 24(1) de la Charte canadienne des droits et libertés que des dommages sont survenus aux demandeurs et aux membres du groupe à la suite de la suspension et de la violation des droits et libertés fondamentaux trouvés dans les actions des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou du membre (s) dans celui-ci ;
- e) e) Une déclaration selon laquelle les protocoles Covid-19 nécessitent un contrôle judiciaire indépendant et transparent immédiat afin de rassembler, d'examiner et d'envisager une analyse des risques impartiale afin de mieux comprendre les risques inhérents à l'épidémiologie du virus Covid-19 ;

- e) e) Une déclaration en vertu de l'art. 52(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, que toute loi ou tout règlement invoqué par les gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux, ou par leurs membres, qui sont jugés incompatibles avec la Loi constitutionnelle, dans la mesure de l'incompatibilité, être déclaré sans force ni effet ;
- f) f) Une ordonnance certifiant cette procédure en tant que recours collectif en vertu de la Class Proceedings Act, 1992 et nommant les demandeurs nommés comme demandeurs représentatifs pour les groupes proposés ;
- g) g) En raison de l'urgence des problèmes, les demandeurs et les membres du groupe signifient un avis conformément à l'art. 15(1) de la Loi sur la responsabilité de la Couronne et les procédures à l'encontre de la province au moment de la délivrance de la réclamation. Les dommages-intérêts demandés seront suspendus jusqu'à ce que la disposition relative au préavis de 60 jours énoncée à l'art. 18(1) a été satisfait.
- h) h) Des dommages pécuniaires et spéciaux d'un montant de 1 000 000 \$ pour chaque membre du groupe à la suite d'un procès sur les questions de maïs;
- j)i) Dommages non pécuniaires au montant à évaluer pour chaque membre du groupe
- k) à la suite d'un procès sur les questions communes ;
- l) l) Dommages-intérêts punitifs, majorés et exemplaires d'un montant de 35 milliards de dollars;
- 1) m) les frais de distribution de tous les fonds reçus aux membres du groupe ;
- m) 2) Intérêts avant jugement d'un montant de 10 % composés annuellement ou autrement accordés par cette honorable Cour ;
- n) Les coûts sur la base d'une indemnité substantielle, plus les taxes applicables ; et
- n) Toute autre réparation que cette honorable Cour peut juger juste.

2. En intentant cette action au nom de toutes les personnes résidant au Canada dont les droits et libertés fondamentaux ont été suspendus et/ou violés par les actions douteuses et à haut risque des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux sous la rubrique d'urgence Covid-19 réponse à une pandémie mondiale déclarée par l'Organisation mondiale de la santé, les demandeurs et les membres du groupe plaident et se fondent sur les dispositions de la Class Proceedings Act, 1992, SO 1992, ch. 6, Loi sur la responsabilité civile de la Couronne et les instances procédurales, L.R.C., 1985, ch. C-50, et la Loi de 2019 sur la responsabilité civile de la Couronne et les instances procédurales de l'Ontario, L.O. 2019 C. 7.

NATURE DE L'ACTION

3. Il s'agit d'un recours collectif proposé en dommages-intérêts et en jugement déclaratoire découlant de la responsabilité du fait d'autrui des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du défendeur dans l'adoption sans équivoque des directives et recommandations internationales présentées par l'Organisation mondiale de la santé par le biais de décrets en conseil sans autorisation légale et en raison processus au nom de l'esprit, du corps et de la santé du public canadien.

4. En mettant en œuvre des lignes directrices et des recommandations internationales par le biais de la législation, les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux défendeurs, ou leurs membres, ont suspendu et enfreint les droits et libertés fondamentaux des demandeurs et des membres du groupe tels qu'énoncés dans la Charte canadienne des droits et libertés. , sans justification, entraînant des préjudices et des dommages-intérêts en vertu de l'art. 24(1).

5. Les défendeurs sont responsables du fait d'autrui pour avoir sciemment et volontairement avancé, promu, adopté et fabriqué des protocoles Covid-19, une réponse du groupe de travail et des protocoles médicaux qui violent les termes et les dispositions de la loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre,

(L.C. 2000, ch. 24) sous la rubrique d'un état d'urgence à la fois inconstitutionnel et illégal.

PARTIES

DEMANDEURS - REPRÉSENTANTS PROPOSÉS ET MEMBRES DU GROUPE

Stacy Amikwabi

6. La demanderesse, Stacy Amikwabi, est une Souveraine Anishinabe Amikwa Algonquine qui réside dans une réserve connue sous le nom de Première Nation de Henvey Inlet (1854), mais qui est en fait la réserve indienne de French River No. 13 (Proclamation Rowan 1852). Stacy Amikwabi et sa femme gagnent leur vie en exploitant un petit dépanneur dans la réserve qui a été économiquement dévasté par le verrouillage et d'autres protocoles introduits dans la réserve par le gouvernement fédéral par l'intermédiaire de son chef et de son conseil de bande. Stacy Amikwabi et sa famille seront confrontés à des vaccins obligatoires, ils ont tous été informés que des restrictions seront imposées pour ceux qui ne prennent pas le vaccin. Absence d'éducation clinique, de diagnostic et d'avis médical. Stacey Amikwabi et sa famille ne peuvent pas donner leur consentement éclairé à une "thérapie génique expérimentale", à savoir l'inoculation d'ARNm, qui aurait été développée et administrée en réponse à des cas de COVID-19 ailleurs. En l'absence d'informations médicales et scientifiques appropriées, Stacy Amikwabi et sa famille ne savent pas si les cas de COVID-19 signalés répondent aux critères de déclaration d'une pandémie. En raison d'une censure évidente et de la suppression de l'opinion, qui n'accepte pas la propagande mondiale d'une pandémie, Stacy Amikwabi ne peut pas fournir un consentement éclairé pour une "thérapie génique expérimentale". Stacy Amikwabi se présente comme la représentante de tous les peuples autochtones harcelés par l'imposition de protocoles et de mesures exagérées.

réaction à des ensembles de données produites, manipulées et distribuées dans le but d'argumenter l'existence d'une pandémie.

Shawn Brennan

7. Le demandeur, Shawn Brennan, est un entrepreneur vivant à Peterborough, en Ontario. Shawn Brennan et les entreprises ont été presque dévastés par l'impact de protocoles et de réglementations qui ne sont pas soutenus par une recherche scientifique et médicale appropriée. La cellule familiale de Shawn Brennan a été soumise à un stress incroyable en raison de la peur engendrée par l'inflation et la manipulation des statistiques de décès, dans ce pays et dans le monde entier. Shawn Brennan représente les propriétaires de petites entreprises dont les familles ont été lésées par ces protocoles et réglementations.

George Fayad

8. Le demandeur, George Fayad, est un petit propriétaire de garage qui réside à Ottawa, en Ontario.

Les affaires de George Fayad ont été affectées par les blocages, les protocoles et les réglementations. George Fayad représente tous les propriétaires d'entreprise qui ont été lésés par les protocoles et les réglementations.

Joshua Alas-Wilson

9. Le demandeur, Joshua Alas-Wilson, est un jeune adulte vivant à Balderson, en Ontario. Joshua Alas-Wilson est atteint du syndrome de Williams, une maladie génétique caractérisée par un retard cognitif, un retard de développement, de l'anxiété et une dépression intermittente. En tant que personne qui a de la difficulté à nouer des liens durables avec ses pairs en raison des caractéristiques de son syndrome, il s'en sort en assistant à des réunions sociales hebdomadaires, en socialisant dans la communauté et en faisant du bénévolat dans une maison de soins infirmiers. En raison des restrictions mises en place à cause du covid-19, il ne peut plus

assister à ses réunions hebdomadaires, marcher librement dans la communauté, socialiser et faire du bénévolat à la maison de soins infirmiers. Cela a créé des sentiments extrêmes d'isolement se manifestant par une anxiété extrême provoquant des palpitations cardiaques et une dépression périodiques. Joshua Alas-Wilson a été crié, mis mal à l'aise et interrogé en raison de son incapacité à porter un masque. Son incapacité, soutenue par un médecin, à porter un masque a sévèrement limité tous les contacts sociaux, ce qui l'a ensuite poussé à rechercher des interactions sociales via Internet, où il a ensuite été victime d'intimidation, de harcèlement et de blessures. Joshua Alas-Wilson représente toutes les personnes ayant des "besoins spéciaux" qui ont été lésées par les protocoles et réglementations de covid-19.

Alisa Tojcic

10. La demanderesse, Alisa Tojcic, est une mère célibataire de trois jeunes enfants vivant au centre-ville de Toronto et recevant de l'aide sociale. Mme Tojcic et les enfants ber ont été chez eux pendant 57 jours lors du premier confinement. Ils vivent dans un appartement sans balcon et tous les patios et terrains de jeux des bâtiments étaient fermés autour d'eux. Son ex-conjoint a livré des courses pour assurer la sécurité des enfants. Les enfants étaient terrifiés et Mme Tojcic avait des crises de panique parce qu'en tant que famille, ils étaient aux prises avec des problèmes de santé et elle avait peur qu'ils ne reçoivent pas de soins si nécessaire. Le demandeur avait également des côtes disloquées et ne pouvait pas voir son chiropraticien ou son plus jeune enfant qui allaitait encore. Son aînée a subi une commotion cérébrale le 1er mars 2020 et a été confinée dans sa chambre car la famille ne pouvait aller nulle part pour savoir si elle était stable. De plus, la famille dépend des transports en commun et a été complètement bloquée lors du premier confinement. En août et septembre, le demandeur et l'enfant du milieu ont eu des complications de santé et le stress de la « pandémie » n'a fait que les exacerber. Mme Tojcic a économisé tout l'argent du ber et a acheté une camionnette pour qu'elle et ses enfants ne soient pas piégés dans le

centre-ville pour le prochain confinement. Alisa Tojcic représente tous les parents célibataires et les enfants qui ont été harcelés par les protocoles et réglementations de covid-19.

Jane Doe

11. La demanderesse, Jane Doe, est une mère qui a accouché depuis la mise en place des protocoles et réglementations Covid-19. Son expérience s'est déroulée seule dans la salle d'accouchement et sans ber enfant après la naissance. Elle est forcée à une séparation complète depuis l'expérience de la naissance sans consentement éclairé en raison de l'imposition des protocoles et réglementations Covid-19. Jane Doe représente toutes les nouvelles mères depuis le 12 mars 2020 et leurs enfants, qui ont été harcelés par les protocoles et réglementations Covid-19.

John Doe

12. Le demandeur, John Doe, est un travailleur de la construction dans la région d'Ottawa. Le ministère du Travail commence à infliger des amendes pour violation des protocoles de sécurité Covid-19 pour non-respect de la distanciation physique ou port de couvre-visage. Un billet rédigé de 880,00 \$ a été diffusé dans l'industrie afin d'accentuer la menace. Les employés sont confrontés à la peur de recevoir une contravention substantielle pour le besoin de sécurité au travail. Dans certains cas, le revenu reçu pour la journée est inférieur ou égal au montant du billet, laissant certains se sentir comme s'ils n'avaient pas le choix. Tout comme le déclare Waming, « devenir cornplacent peut être coûteux ». John Doe représente toutes les personnes qui ont été harcelées par les protocoles et réglementations Covid-19 et leur application par l'émission de contraventions et d'amendes.

DÉFENDANTS

Le Pape de Rome

13. Le défendeur, le pape François, est le pontife romain, pasteur en chef de l'Église catholique mondiale et chef du Saint-Siège. Le pape François réside et dirige les affaires de l'État de la Cité du Vatican. Le pape François, né Jorge Mario Bergoglio, a été élu 266e pape en mars 2013. Il est jésuite, membre de la Compagnie de Jésus. Le 3 octobre 2020, le Pape a publié la lettre encyclique "Fratelli Tutti" (Frères TOUS) dans laquelle il a recommandé à toutes les nations d'abandonner leur souveraineté à un gouvernement mondial et à un Nouvel Ordre Mondial.¹ Le Pape se prévaut de la Concession du Roi. Jean de 1213 et connaît les manipulations de la Compagnie de Jésus à travers l'histoire depuis sa création en 1534 et en particulier pendant la Première Guerre mondiale, la grippe espagnole et la Seconde Guerre mondiale.

The Holy See

14. Le Saint-Siège entretient des relations diplomatiques avec les autres États souverains et les ambassades étrangères accréditées auprès du Saint-Siège, afin de permettre au Pape d'exercer l'autorité universelle dans le monde entier. Le Saint-Siège établit la diplomatie inter-civile en signant des traités et des concordats qui régissent les relations entre la papauté et les autres entités. Ces documents inter-civilisationnels sont signés par le pontife. Les représentants diplomatiques du Saint-Siège, y compris au Canada, sont les ambassadeurs du Pape appelés « nonce ».²

The State of the Vatican

Vatican City, The Holy Father Francis. Encyclical Letter *FRATELLI TUTTI* ON FRATERNITY AND SOCIAL FRIENDSHIP. THE HOLY FATHER FRANCIS. ENCYCLICAL LETTER, 3 October 2020, from: http://www.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/pa-pa-francesco_20201003_encyclica-fratelli-tutti.html.

Boris Vukiéevič, "Diplomacy of the Holy See in the Transformative Era of Pope Francis", in: *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.58 no.2, Brasília Jan. 2016; Vatican City, Holy See Press Office, "Vatican Diplomacy" in: *Vatican Information Service*, 11 April 1997, retrieved from: <http://www.catholic-pages.com/vatican/diplomacy.asp>.

15. Le défendeur, l'État du Vatican, a vu le jour le 11 février 1929 par le traité du Latran entre le Saint-Siège et l'Italie. 3 Le siège du Saint-Siège (Sancta Sedes) est l'État de la Cité du Vatican. C'est un État qui appartient au Saint-Siège et qui est le siège de la juridiction épiscopale et du gouvernement central de l'Église catholique. 4 La Cité du Vatican vaut des milliards et contient de nombreux documents qui devraient être partagés avec l'humanité. Cet État est au courant des méfaits et de la manipulation de la Compagnie de Jésus depuis sa création en 1534 jusqu'à nos jours.

La Compagnie de Jésus

16. La Compagnie de Jésus fut constituée le jour de l'Ascension de Marie (15 août) en 1534, dans la chapelle Notre-Dame de Montmartre. Les termes choisis par le Pape Paul III pour décrire ce nouvel ordre dans sa Bulle d'Autorisation, qui étaient : "Regimen Ecclesiac Militants" (Le Régime des Militaires Ecclésiastiques). 5 De l'Histoire secrète des Jésuites, Edmond Paris

REMARQUE :6

[. . En Europe, partout où l'intérêt de Rome exigeait que le peuple se soulève contre son roi, ou si ces princes temporels avaient pris des décisions embarrassantes pour l'église », la Curie savait qu'elle ne trouverait pas d'agents plus habiles, rusés ou audacieux en dehors de la Société de Jésus quand il s'agissait d'intrigues, de propagande ou même de rébellion ouverte.

Et plus loin dans le même livre :

C'est de la même manière qu'aujourd'hui, les 33 000 membres officiels de la Société fonctionnent tous ! dans le monde en qualité de[. . .] du personnel, des officiers d'une armée véritablement secrète contenant dans ses rangs des chefs de partis politiques, des hauts fonctionnaires, des généraux, des magistrats, des médecins, des professeurs de faculté etc.[. . .] Ah! d'entre eux s'efforcent toujours d'apporter

The Vatican Official Website: <https://vatican.com/The-Lateran-Treaty/>

Holy See Press Office, "Vatican Diplomacy" in: *Vatican Information Service*, 11 April 1997, retrieved from:

<http://www.catholic-pages.com/vatican/diplomacy.asp>; Vatican City, "The Lateran Treaty", published by *Vatican.com* 5/17/2018

The Jesuits in Canada Official Website: <https://jesuits.ca/about-us/who-are-the-jesuits/> ⁶ Edmond Paris, *The Secret History of the Jesuits*, 1983.

sur, dans leur propre espace, « l'Opus Dei, l'œuvre de Dieu », en réalité les plans du directeur général et de la papauté.

Reine Elizabeth II

17. Conformément à l'article 9 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, « le gouvernement exécutif et l'autorité du et sur le Canada sont par la présente déclarés être maintenus et dévolus à la reine⁷ ». Ascension royale à nos documents législatifs passés devant une Assemblée parlementaire dûment constituée. À cet égard, le Dominion du Canada n'a pas été abrogé de l'ANB de 1867 et Sa Majesté la reine Elizabeth II n'a pas renoncé à être la souveraine royale du Canada. De plus, en vertu de l'article 15 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, Sa Majesté la reine Elizabeth II est également à la tête du groupe de travail fédéral sur Covid-19 après qu'un officier militaire actif a été nommé par le gouvernement fédéral, ou membre(s)) la bride.

18. Sa Majesté la reine Elizabeth II est de la maison de Windsor, anciennement Saxe-Cobourg-Gotha.

Sa Majesté est le chef de l'Ordre royal de la Jarretière et le secrétaire au Canada est l'huissier du bâton noir.

Ordre de la Jarretière

19. L'Ordre de la Jarretière a été fondé par Edouard II, roi d'Angleterre en 1348 pour se protéger avec un groupe d'élite de propriétaires terriens contre le peuple. ⁸ Le symbole de l'Ordre comprend la devise « Honi soit qui mal y pense » - « Honte à celui qui en pense mal ». Le même symbole et la même devise se retrouvent partout au Canada sur les édifices gouvernementaux

W. H. Connell, BNA Sec. 9, in: *Commentary on The British North America Act*, in: Macmillan Canada. Toronto, 1977.
College of St. George, The Order of the Garter: <https://www.stgeorges-windsor.org/about-stgeorges/history/the-order-of-the-garter/>

et les palais de justice. Les plaignants soutiennent que l'Ordre de la Jarretière partage la responsabilité d'influencer l'agenda élitiste mondial qui continue de s'effiloche dans ces temps sans précédent. 9 En tant que membre des nations du Commonwealth de l'Empire britannique, le Canada est impliqué dans les décisions et les relations qui sont appuyées et promues par l'Ordre de la Jarretière au fur et à mesure que le programme mondial se déroule.

The House of Windsor

20. La Maison de Windsor a vu le jour en 1917, lorsque la devise a été adoptée en tant que devise officielle britannique Royal Family par une proclamation du roi George V remplaçant l'histoire de la Maison de Saxe-Cobourg-Gotha qui désigne l'ancêtre allemand de la famille. 10 Par l'intermédiaire de la Maison de Windsor, la famille royale a des liens familiaux avec la plupart des monarques d'Europe.

Global Alliance for Vaccines and Immunizations (GA VI)

21. En 2000, Bill Gates a démissionné de son poste de PDG de Microsoft et a créé la « Gates Foundation » et (avec d'autres parties) a lancé l'« Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation » [ci-après « GAVI »].¹² Au 29 juillet 2020, la Fondation Bill et Melinda Gates a versé plus de 4,1 milliards de dollars US à GA VI. 13 Le Canada est un membre de longue date de la GA VI et est membre de son conseil d'administration depuis sa création.

Les parties de l'alliance GA VI sont :

UNICEF, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale et Fondation Bill et Melinda Gates. GAVI a joué un rôle essentiel dans le développement de la facilité mondiale d'accès aux vaccins Covid-19 (Covax Facility alias GAVI Covax AMC) pour relever les « défis sans précédent »

College of St. George, St. George's House, Annual Lectures: <https://www.stgeorghouse.org/lectures/annual-lecture/previous-annual-lectures/>

<https://www.royal.uk/house-windsor>.

<https://www.gatesfoundation.org/Who-We-Are/General-Information/History>.¹²

<https://www.gavi.org/history-gavi>.

<https://www.gavi.org/operational-model/gavis-partnership-model/brief-model/brief-model>.

qui ont été créés par la décision de l'OMS de déclarer une pandémie mondiale. GAVI Covax AMC

22. parraine les fabricants qui souhaitent « investir dans des vaccins candidats avant leur homologation. »¹⁴ À ce jour, le Canada a fourni un financement de 1 milliard de dollars directement à GAVI.¹⁵
23. Le 14 décembre 2020, Karina Gould (ministre du Développement international du Canada) a annoncé que le Canada versera 255 millions de dollars canadiens supplémentaires (200 millions de dollars américains) à la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations [ci-après « CEPI »]. Cette coalition est un partenariat mondial qui a été formé entre des organisations publiques, privées, philanthropiques et de la société civile qui se sont rencontrées et organisées par le biais de GAVI pour cerner l'emprise des élites mondiales et des sociétés multinationales sur la santé publique en ciblant les citoyens sans méfiance au Canada et le monde entier.¹⁶ Fonctionnant comme un partenariat public-privé pour la santé mondiale, les objectifs ultimes de ces partenariats de réseautage sont de faire avancer l'agenda mondial des entreprises participantes.

Entreprises, en faisant pression sur les gouvernements et les organisations internationales pour mettre en œuvre des politiques en leur faveur. Cela se fait aux dépens des citoyens des pays participants, et donc aussi des Canadiens.

24. Dans ce régime, des fonds sont détournés des budgets nationaux pour financer des projets d'entreprises pharmaceutiques sous l'égide de GAVI et al., mais uniquement au profit de ces entreprises. Ces projets GAVI sont ensuite propagés dans le monde entier grâce à un partenariat spécial avec l'Organisation mondiale de la santé pour étendre l'influence et les sources de profit.

World Health Organization (WHO) and the Public Health Agency of Canada

GAVI-The Vaccine Alliance. *The GAVI COVAX AMC-An Investment Opportunity*. Prospect for potential investors from: www.gavi.org.

Official Website: <https://www.gavi.org/investing-gavi/funding/donor-profiles/canada>.

CEPI News. Canada boosts funding for CEPI's COVID-19 vaccine research. December 14, 2020.

https://cepi.net/news_cepi/canada-boosts-funding-for-cepis-covid-19-vaccine-research/.

25. La Constitution de l'Organisation mondiale de la santé [ci-après « OMS »] est entrée en vigueur le 7 avril 1948 et son rôle principal était de diriger et de coordonner la santé internationale au sein du système des Nations Unies. » En janvier 2010, Bill Gates a promis 10 \$ Des milliards de dollars de financement pour l'Organisation mondiale de la santé et a annoncé, "La décennie des vaccins". Gates et GA VI sont les deuxième et troisième plus grands fondateurs de l'OMS après le gouvernement américain, qui a récemment retiré son financement par le biais du président Trump. Conformément à la Règlement sanitaire international (RSI 2005) chaque État membre de l'Organisation mondiale de la santé doit désigner un point focal national (PFN). Le PFN est accessible à tout moment pour les communications avec l'OMS concernant les risques mondiaux pour la santé publique. Le PFN du Règlement sanitaire international pour le Canada est situé à l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC).
Organization, not the Government of Canada.
26. Sur cette base, cette agence suit les directives de la Santé mondiale

Bill and Melinda Gates Foundation

26. Les restrictions légales américaines interdisent à la Fondation Bill et Melinda Gates (« Fondation ») de s'engager explicitement dans un lobbying normatif. Par conséquent, la Fondation sert ses bénéficiaires visés en tant que plaidoyer ; d'abord en tant que catalyseur de la mobilisation des ressources, et en second lieu en tant qu'illuminateur de l'innovation scientifique.
27. Cette idée de ressource la mobilisation et l'innovation scientifique passent par la promotion de vaccins pas encore complètement développés et le test de nouveaux vaccins sur les populations, notamment les enfants et les jeunes adultes en Afrique, délivrés sous mandats des Nations Unies ou de ses organisations comme l'OMS ou l'UNICEF. La Fondation « n'était que le deuxième plus grand fondateur de l'OMS

<https://www.who.int/about/who-we-are/history>.

Michael Stevenson. *Agency Through Adaptation* (2014), pp. 236-237.

à 531 millions de dollars. C'était plus que la contribution du Royaume-Uni de 392 millions de dollars, et juste derrière les États-Unis à 873 millions de dollars".

27. Dans un article des Chroniques des Pasteurs, le titre suivant apparaît : « UN vaccins
À stériliser 500 000 femmes au Kenya".

Le milliardaire Bill Gates aime vraiment aider les gens des pays pauvres à se faire vacciner. Mais beaucoup disent que ses motivations ne sont peut-être pas toutes ! que pur. En fait, beaucoup pensent que ce mondialiste, avec les Nations Unies, mène un effort de dépeuplement massif

Comme le rapporte l'Agence de Presse Africaine du Kenya :21

Odinga a déclaré que les filles et les femmes âgées de 14 à 49 ans issues des populations à la croissance la plus rapide du pays n'auront pas d'enfants, en raison d'un exercice de stérilisation parrainé par l'État qui a été vendu au pays comme vaccin contre le tétanos.

Et dans le premier article ci-dessus :

À l'époque, l'église catholique du Kenya a affirmé que le vaccin contre le tétanos utilisé par le gouvernement du Kenya et les agences des Nations Unies était contaminé par une hormone (HCG) qui peut provoquer des fausses couches et rendre certaines femmes stériles.

La Fondation Bill et Melinda Gates soutient activement un programme de génocide et de crimes

contre l'humanité par le biais de leurs programmes d'inoculation, au Canada et à l'étranger, qui ferment les yeux sur une analyse des risques raisonnée résultant en l'assujettissement de civils innocents à des programmes expérimentaux de drogue sans autorité appropriée et sans procédure régulière.

Prime Minister Justin Trudeau

28. Le défendeur, Justin Trudeau est l'actuel premier ministre du Canada. Lors de sa dernière comparution aux Nations Unies, il a parlé du programme de la « grande réinitialisation » imposé à l'humanité par l'oligarque d'élite, les sociétés pharmaceutiques, les grandes technologies et le Forum économique mondial.
29. Le premier ministre du Canada n'agit pas dans le cadre de son autorité légale sur au nom du gouvernement fédéral en adoptant et en faisant avancer, par décrets, les recommandations d'une organisation internationale sans procédure régulière. Le premier ministre du Canada s'en remet aveuglément aux conseils et à l'orientation des organisations internationales pour suspendre les droits et libertés fondamentaux. Ceci est basé sur des données médicales et scientifiques biaisées et erronées. Le premier ministre agit en dehors de son autorité constitutionnelle et en dehors de sa

combien les États-Unis donnent-ils ? Quel est l'impact d'un financement de l'OMS ?", NPR.org, 15 avril 2020 ; Lee Harding, "Gates, OMS et vaccins contre l'avortement", dans Frontiers Center for Public Policy, 19 juillet 2020.
20 « UN Vaccines Sterilize 500.000 Women in Kenya » dans : The Pastors Chronicle, 8 décembre 2018.
21 Raila Odinga 'La vaccination contre le tétanos est une stérilisation de masse sur les femmes', 12 septembre 2017, <https://www.kenya.go.ke/kenya/article/2001254261/raila-odinga-nus-vaccination-is-a-mass-sterilization-of-women>.

29. Le premier ministre et son cabinet ont invité au Canada le World Health

Organisation et grandes entreprises pharmaceutiques dont l'éthique est directement remise en cause sur la base d'une histoire de génocide et d'eugénisme. Pfizer a versé 2,3 milliards de dollars le 2 septembre 2009 au ministère de la Justice des États-Unis, pour le plus grand règlement de fraude en matière de soins de santé de l'histoire du ministère de la Justice. 23

Dr Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada

30. La défenderesse, la Dr Theresa Tam, est l'administrateur en chef de la santé publique du Canada et, à ce titre, est titulaire d'une charge publique. Le Dr Tam est également l'un des sept membres du Comité consultatif et de surveillance indépendant du Programme d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la santé.²⁴ La relation de la défenderesse avec le gouvernement fédéral, ou ses membres, et l'Organisation mondiale de la santé suggèrent un conflit d'intérêt qui requiert transparence et contrôle à la lumière des questions soumises à la Cour.

Sustainable Development Official Website: <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/canada>
U.S. Department of Justice. Office of Public Affairs. "Justice Department Announces Largest Health Care Fraud Settlement in Its History: Pfizer to Pay \$2.3 Billion for Fraudulent Marketing". September 2, 2009.
World Health Organization Official Website: https://www.who.int/about/who_reform/emergencyca/patient-oversight-committee/the-resa-tam/en/

Le premier ministre de l'Ontario Doug Ford

31. Le défendeur Doug Ford est l'actuel premier ministre de l'Ontario et, à ce titre, est titulaire d'une charge publique. Le premier ministre de l'Ontario a adopté les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et a déclaré l'état d'urgence. Par la suite, le Premier ministre a fait avancer la mise en œuvre d'actions, de lois et de règlements, qui ont causé des préjudices au grand public sur la base d'opinions scientifiques et médicales incontestées avancées par l'Organisation mondiale de la santé et ses affiliés. Le premier ministre a la responsabilité d'adopter des principes fondés sur des organisations internationales qui suspendent et portent atteinte aux droits et libertés fondamentaux de la population canadienne. L'isolement est défini comme une torture et constitue un crime contre l'humanité.

Christine Elliott =Ministre de la Santé et des Soins de longue durée

32. La défenderesse Christine Elliott est l'actuelle ministre de la Santé et des Soins de longue durée.

Au cours d'une conversation filmée entre le Dr Barbara Yaffe, médecin hygiéniste en chef adjoint et le Dr David Williams, médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, enregistrée dans la salle de presse du Parlement de l'Ontario, l'échange suivant a eu lieu, au cours duquel Barbara Yaffe s'est exclamée : 25

Je ne sais pas pourquoi j'apporte tous ces papiers. Je ne les regarde jamais, "!" Dites simplement ce qu'ils écrivent pour moi.

Dr. David Williams, Ontario's chief medical officer of health, and Dr. Barbara Yaffe, associate chief medical officer of health, provides COVID-19 update, on: Ontario Parliament WATCH LIVE.

33. Les demandeurs soutiennent qu'en tant que ministre de la Santé et des Soins de longue durée, le défendeur a un devoir envers les demandeurs et le public canadien en général, qui requiert une diligence raisonnable dans l'exercice de ses fonctions et responsabilités publiques.

Ville d'Ottawa - Maire Jim Watson

34. Le maire de la Ville d'Ottawa, Jim Watson, supervise le Règlement municipal sur les mesures liées à la COVID-19 et est responsable des préjudices directement associés à la mise en œuvre et à l'application des protocoles et des mesures prises concernant la COVID-19.

Procureur général du Canada

35. Le défendeur, procureur général du Canada, est constitutionnellement le conseiller juridique en chef du Canada. Le procureur général du Canada est titulaire d'une charge publique et doit être désigné comme défendeur dans toute action en jugement déclaratoire. Le procureur général du Canada est légalement et constitutionnellement responsable des actes et omissions des fonctionnaires.

The Attorney General for Ontario

36. Le défendeur, procureur général de l'Ontario, est le chef des affaires juridiques de la province de l'Ontario. Le procureur général de l'Ontario est titulaire d'une charge publique et doit être désigné comme défendeur dans toute action en jugement déclaratoire. Le procureur général de l'Ontario est légalement et constitutionnellement responsable des actes et omissions des fonctionnaires.

RELIEF DÉCLARATOIRE INJONCTIF

37. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que le Canada est dans un état de crise constitutionnelle.

Les droits et libertés fondamentaux sont usurpés par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou par leurs membres, sans autorité constitutionnelle ni procédure régulière. Des actions douteuses et à haut risque concernant l'esprit, le corps et la santé du public canadien sont soutenues et avancées par tous les ordres de gouvernement, ou leurs membres, sous la rubrique d'intervention d'urgence en cas de pandémie mondiale déclarée par le monde Organisation de la santé.

38. Les implications de ces actions doivent encore être examinées sur une base constitutionnelle. À cet égard, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les droits et libertés fondamentaux protégés par la Charte canadienne des droits et libertés// sont impliqués dans cette affaire. De plus, et plus important encore, l'autorité constitutionnelle du gouvernement fédéral, ou de ses membres, d'adhérer incontestablement à la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé de déclarer une pandémie mondiale est sans autorité légale.
39. De plus, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'en vertu du droit international coutumier, auquel le Canada est lié par la jurisprudence, aucun traité, convention, pacte, principe ou loi international n'a une autorité d'adoption incontestable dans la common law nationale du Canada. 28 Si cela doit être pris en considération, une procédure régulière est requise pour la mise en œuvre formelle par la législation devant une assemblée plénière du Parlement. À la lumière de ce qui précède, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que l'autorité constitutionnelle des gouvernements actuels, ou des membres de ceux-ci, d'agir au nom du public canadien est suffisamment remise en question pour que l'affaire soit jugée d'urgence, et provisoirement base, devant cette honorable Cour pour un jugement déclaratoire injonctif.

pour les mesures provisoires

Federal Order-In-Council: P.C. Number 2020-0157 and Ontario Order-In-Council: 518/2020

Canadian *Charter of Rights and Freedoms*, s 7, Part 1 of the Constitution Act, 1982, being Schedule B to the Canada Act 1982 (UK), 1982, c 11

See *Nevsun Resources Ltd. v. Araya*, 2020 SEC 5 (S.C.C.); *R. v. Hape*, 2007 SEC 26 (S.C.C.) at para 39, 43-44; *Baker v. Canada (Minister of Citizenship & Immigration)*, 1999 SCC 699 (S.C.C.) at para 80.

40. En vertu de l'article 21 (1) de la Loi sur la responsabilité civile de la Couronne 29 et de l'article 17 de la Loi sur les Cours fédérales 30, la Cour supérieure de l'Ontario a compétence concurrente pour entendre les questions énoncées dans la réclamation. 31
41. Conformément à l'article 22(1) de la Loi sur la responsabilité civile et les procédures judiciaires [ci-après CLPA], 32 et l'article 22(3) de la Loi sur la responsabilité civile et les procédures judiciaires de l'Ontario 33, cette honorable Cour fonde le pouvoir d'accorder des droits déclaratoires provisoires aux les demandeurs et les membres du groupe contre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou le(s) membre(s) de ceux-ci. Il est allégué qu'un jugement déclaratoire provisoire est nécessaire en l'espèce, car l'administration de la justice ainsi que l'intérêt et la sécurité publics sont en jeu.
42. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cette honorable Cour a non seulement le pouvoir d'accorder la réparation demandée dans la présente³⁴, elle a également le pouvoir discrétionnaire d'interpréter, d'appliquer et de trouver une réparation basée sur les principes de justice naturelle et de common law qui sous-tendent les immunités législatives, récemment modifié ou autrement, pour intenter des poursuites contre le gouvernement ou un ou plusieurs membres de celui-ci. 35

Motifs d'un jugement déclaratoire - Crise constitutionnelle

43. Par voie de requête provisoire conformément à l'art. 22(1) de la CLPA, les demandeurs et les membres du groupe cherchent à remettre en question le pouvoir des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou de leurs membres, d'agir au nom et dans l'intérêt de la public sur la base de la déclaration de pandémie de l'Organisation mondiale de la santé, telle qu'énoncée dans le décret du 18 mars 2020. 36

R.S., 1985, c. C-50, s. 1; 1990, c. 8, s. 21. ³⁰

R.S.C., 1985, c. F-7.

Babington-Browne v Canada (Attorney General), 2016 ONCA 549 (Ont. C.A.); *Fabrikant v A.G. Canada*, 2020 ONSC 7799 (Ont. Sup. Ct.); *Canada (Attorney General) v Telone Inc.*, 2010 SCC 62 (S.C.c.)

Supra note 2.

2019, S.O. 2019, c. 7, Sched. 17.

Gumbs v Grant, 2000 CarswellOnt 2380 (Ont. Sup. Ct.) at para 26. ³⁵

Francis v Ontario, 2020 ONSC 1644 (Ont. Sup. Ct.)

44. Sur la base de la recommandation susmentionnée de l'Organisation mondiale de la santé, une pandémie a été déclarée au Canada, entraînant la mise en œuvre de la législation, des règlements, des protocoles et de la propagande d'intervention d'urgence Covid-19 qui continuent de s'étendre et de prendre de l'ampleur de jour en jour.
45. Les protocoles d'intervention d'urgence et les interventions subséquentes pour l'esprit, le corps et la santé qui se sont développés et ont évolué depuis la déclaration du 18 mars 2020 ont été imposés au public canadien sans aucun fondement juridique ou constitutionnel. Ces protocoles, l'utilisation de la propagande et le déploiement de la vaccination ont un impact direct sur les droits et libertés fondamentaux des demandeurs et des membres du groupe tels que légiférés dans la Charte canadienne des droits et libertés, et enchâssés en common law avec la Magna Carta de 1215, sa confirmation dans 1297, dans la Déclaration des droits, 1689, et ses réflexions durables dans le droit international coutumier. Les sanctions associées à la réponse des gouvernements, ou des membres de celle-ci, sont facilement établies comme des infractions ou des suspensions fondamentales

P.C. Number 2020-0157:

Attendu que le gouverneur en conseil est d'avis que

- (a) sur la base de la déclaration d'une pandémie par l'Organisation mondiale de la santé, il y a une épidémie d'une maladie transmissible, à savoir la maladie à coronavirus COVID-19, dans la majorité des pays étrangers ;
- b) l'introduction ou la propagation de la maladie poserait un risque imminent et grave pour la santé publique au Canada;
- (c) l'entrée au Canada de personnes ayant récemment séjourné dans un pays étranger peut introduire ou contribuer à la propagation de la maladie au Canada; et
- (d) aucune alternative raisonnable pour empêcher l'introduction ou la propagation de la maladie n'est disponible;

Par conséquent, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, sur la recommandation du ministre de la Santé, en vertu de l'article 58 de la Loi sur la quarantaine, prend en annexe le Décret visant à minimiser le risque d'exposition à la COVID-19 Caronavirus Disease in Canada (Interdiction d'entrer en Canada).

des demandeurs et des membres du groupe et du public canadien en général, entraînant un certain nombre de préjudices associés et énumérés ci-dessous.

46. 46. À la lumière de la gravité des droits en jeu et des préjudices subséquents allégués par les demandeurs et les membres du groupe ci-dessous, il est soumis que pour que les gouvernements, ou les membres de ceux-ci, légifèrent en dehors de ces droits et libertés, l'autorité constitutionnelle légale et une procédure régulière doivent être prises en compte et respectées.
47. Afin de bien comprendre la position des demandeurs et des membres du groupe, un bref examen de la relation constitutionnelle unique du Canada en tant que membre des nations du Commonwealth de l'Empire britannique est essentiel.

La common law anglaise et le constitutionnalisme du Canada

48. Le statut de Commonwealth du Canada en tant que sujet loyal de l'Empire britannique est inscrit dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, 30-31 Viet., c.3 (Royaume-Uni).

Le préambule dit,

Acte pour l'Union du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, et leur gouvernement; et à des fins qui y sont liées.

[29 mars 1867]

Attendu que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ont exprimé leur désir d'être unies au niveau fédéral en un seul dominion sous la Couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, avec une constitution similaire en principe à celle du Royaume-Uni :

Et considérant qu'une telle Union favoriserait le bien-être des provinces et favoriserait les intérêts de l'Empire britannique :

Et considérant que sur l'établissement de l'Union par l'autorité du Parlement, il est opportun, non seulement que la constitution de l'autorité législative dans le Dominion soit prévue, mais aussi que la nature du gouvernement exécutif y soit déclarée :

Et considérant qu'il est opportun que des dispositions soient prises pour l'admission éventuelle dans l'Union des autres parties de l'Amérique du Nord britannique :

Qu'il soit donc promulgué et déclaré par la Très Excellente Majesté de la Reine, par et avec l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, dans le présent Parlement réuni, et par l'Autorité de celui-ci, comme suit :]

49. De plus, l'article 9 de la B.NA. La loi stipule,

Le gouvernement exécutif et l'autorité du et sur le Canada sont déclarés par la présente continuer et être dévolus à la reine.

Depuis lors, les pouvoirs exécutifs de la reine ont été confirmés dans tous les documents constitutionnels du Canada. On retrouve donc exactement la même phrase :

Le gouvernement exécutif et l'autorité du et sur le Canada sont par la présente déclarés être maintenus et dévolus à la reine.

énoncé à l'article 9 de la version actuelle de la loi, et publié par le ministère de la Justice le 10 janvier 2021. 37

50. De plus, le paragraphe 52(1) de la Charte canadienne des droits et libertés, Loi constitutionnelle, 1982, énonce dans la « Clause de suprématie constitutionnelle », que :38

52. (1) La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada, et toute loi qui est incompatible avec les dispositions de la Constitution est, dans la mesure de l'incompatibilité, inopérante.

(2) La Constitution du Canada comprend

a) la Loi de 1982 sur le Canada, y compris la présente loi;

b) les lois et ordonnances visées à l'annexe; et

c) toute modification apportée à une loi ou à une ordonnance visée aux alinéas a) ou b). (3) Les modifications à la Constitution du Canada ne doivent être apportées qu'en conformité avec l'autorité contenue dans la Constitution du Canada.

51. Sur la base de ce qui précède, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la Loi constitutionnelle du Canada n'est pas en fait l'endroit où réside notre constitution souveraine ; il appartient plutôt à l'Empire britannique et aux droits et libertés accordés depuis la Magna Carta de 1215. Par constitution souveraine, les demandeurs et les membres du groupe font référence au fondement et aux principes sous-jacents, qui découlent de sa relation unique avec l'Empire britannique, sur laquelle Le Canada se construit et demeure établi.

52. La Magna Carta de 1215, accordée par le roi Jean à Runnymede, consacrait les principes sous-jacents à la common law qui avait commencé à être énoncée dans les assises de Clarendon de 1166. Sec. 14 de cette "Grande Charte" des libertés anglaises (1215) prévoyait qu'"aucune aide ou évaluation [...] ne serait accordée au roi sans convocation d'un conseil commun du royaume". Toute la teneur de la Magna Carta était que le roi ne pouvait pas gouverner arbitrairement en abusant de ses prérogatives royales, mais devait agir « conformément à la loi en devenir » à laquelle participerait le conseil commun composé des sujets du royaume³⁹. version de ce « conseil commun » législatif au sein du Commonwealth britannique, et donc du système canadien, est le Parlement.

53. À l'époque, la common law a évolué comme un moyen de surveiller la bande du roi par des décisions de justice créant des précédents permettant de s'adapter aux circonstances changeantes et à l'évolution du droit. Ce sont des violations des droits de common law qui ont amené l'Angleterre à élaborer des constitutions pour codifier certains droits de common law qui avaient été violés. » C'est la première loi connue à avoir affirmé qu'un roi n'était pas au-dessus des lois.

54. Sur cette base, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'il n'y a aucun principe juridique qui soutiendrait l'idée que les Nations Unies ou l'Organisation mondiale de la santé ont le pouvoir statutaire ou législatif d'un « conseil commun » similaire à celui du parlement au sein du système constitutionnel au Canada, ni que ces institutions sont au-dessus des lois que les « conseils communs » des parlements ont promulgué toute loi commune et procédure régulière de loi ; les mêmes droits que l'article 29 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies" tente de abolir, avec ses homologues, la Convention européenne des droits de l'homme⁴² et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

juridiction. Les chapitres 39 et 40 de la Magna Carta garantissent à jamais la liberté, la justice

McConnell, *supra note 7* at p. 4.

Magna Carta 1215/ 1216, British Library, London (UK), Chapter 39-40.

55. La Magna Carta de 1215 était un traité entre les barons et le roi. Il a ensuite été réédité en droit statutaire en 1297 par le roi Édouard Ier, proclamant dans le texte d'introduction, qui reste la loi du pays, que : « ces libertés suivantes, à conserver dans notre royaume d'Angleterre pour toujours. » Et à l'article 1 que,

Nous avons également accordé, et donné à tous les Hommes Libres de notre Royaume, pour Nous et nos Héritiers pour toujours, ces Libertés souscrites, d'avoir et de conserver pour eux et leurs Héritiers, de Nous et de nos Héritiers pour toujours.⁴⁴

56. L'article 29 (XXIX) de la Magna Carta est la loi la plus importante encore en vigueur au Royaume-Uni, car elle rend clairement illégales les fermetures arbitraires de coronavirus. La disposition énonce, l'emprisonnement, &c. contraire à la Loi. l'administration de la justice." déclare que :

AUCUN homme libre ne sera pris ou emprisonné, ni ne sera dépossédé de sa propriété franche, ni de ses libertés, ni de ses coutumes libres, ni ne sera mis hors-la-loi, ni exilé, ni aucun autre sage détruit; le condernn,] mais par le jugement légitime de ses pairs, ou par la loi du pays. Nous ne vendrons à personne, nous ne refuserons ou ne déférerons à personne la justice ou le droit.

57. L'article 29 de la Magna Carta de 1297 reste la loi du pays au Royaume-Uni et les dépendances de la Couronne et ses principes restent le fondement de tous les pays de droit commun. La Magna Carta a été confirmée par le chapitre VII de la pétition des droits anglais 1627),⁴⁵ qui reste la loi au Royaume-Uni à nos jours. En tant que membre du Commonwealth britannique, la common law anglaise, telle qu'elle est inscrite dans la Magna Carta de 1297, est le fondement de principe de la Charte canadienne des droits et libertés et constitue la loi suprême du pays. Toute dérogation à ces droits et libertés fondamentaux, ou l'exclusion arbitraire du "conseil commun" - le Parlement - dans l'élaboration de ces lois, est illégale et sans autorité si les droits et libertés sont suspendus ou enfreints en l'absence d'une procédure régulière.

.United Nations. (1998). *The Universal Declaration of Human Rights, 1948-1998*. New York: United Nations Dept. of Public Information

.Council of Europe., & Council of Europe. (1952). *The European convention on human rights*. Strasbourg: Directorate of Information

.The United Nations General Assembly. 1966. "International Covenant on Civil and Political Rights." Treaty Series 999 (December)

.*Magna Carta {1297}, 1297* CHAPTER 9 25 Edw 1 cc 19 29 at Article 1.

58. La Cour suprême du Canada, dans Renvoi relatif à la sécession du Québec⁴⁶, a longuement parlé de la démocratie et de ce qu'elle signifie au Canada. Les paragraphes suivants mettent l'accent sur les principes qui sous-tendent le système de common law au Canada et sur la façon dont ces principes sont appliqués et respectés par la démocratie et la primauté du droit;

L'évolution de notre tradition démocratique peut être retracée jusqu'à la Magna Carta (1215) et avant, à travers la longue lutte pour la suprématie parlementaire qui a culminé avec le Bill of Rights anglais en 1688, l'émergence d'institutions politiques représentatives à l'époque coloniale, le développement d'un gouvernement responsable au 19^e siècle et, finalement, l'avènement de la Confédération elle-même en 1867. 158 (C.S.C.), à la p. 186, est « celle d'une démocratie évolutive évoluant à pas inégaux vers l'objectif du suffrage universel et d'une représentation plus efficace ». Depuis la Confédération, les efforts visant à étendre le droit de vote à ceux qui sont injustement exclus de la participation à notre système politique - comme les femmes, les minorités et les peuples autochtones - se sont poursuivis, avec un certain succès, jusqu'à nos jours.

La démocratie n'est pas simplement concernée par le processus de gouvernement. Au contraire, comme le suggère *Switzman c. Elbling*, précité, à la p. 306, la démocratie est fondamentalement liée à des objectifs substantiels, le plus important, la promotion de l'autonomie gouvernementale. La démocratie tient compte des identités culturelles et de groupe : Renvoi relatif aux limites électorales provinciales, à la p. 188. En d'autres termes, un peuple souverain exerce son droit à l'autonomie gouvernementale par le biais du processus démocratique. En examinant la portée et l'objet de la Charte, la Cour, dans *R. c. Oakes*, [1986] 1 R.C.S. 103 (C.S.C.), énonce certaines des valeurs inhérentes à la notion de démocratie (à la p. 136):

La Cour doit être guidée par les valeurs et les principes essentiels à une société libre et démocratique qui, à mon avis, incarnent, pour n'en citer que quelques-uns, le respect de la dignité inhérente à la personne humaine, l'attachement à la justice sociale et à l'égalité, l'accommodement d'un large la variété des croyances, le respect de l'identité culturelle et de groupe et la foi dans les institutions sociales et politiques qui renforcent la participation des individus et des groupes à la société. 47

⁴⁶The Petition of Right [1627], 1627 CHAPTER 1 3 Cha 1. 46
1998 CarswellNat 1299 (S.C.c.).

Le consentement du gouvernement est une valeur fondamentale pour notre compréhension d'une société libre et démocratique. Pourtant, la démocratie, au vrai sens du terme, ne peut exister sans la primauté du droit. C'est la loi qui crée le cadre dans lequel la « volonté souveraine » doit être constatée et mise en œuvre. Pour se voir reconnaître une légitimité, les institutions démocratiques doivent reposer, en définitive, sur un fondement juridique. C'est-à-dire qu'ils doivent permettre la participation et la responsabilité du peuple, par le biais des institutions publiques créées en vertu de la Constitution. De même, cependant, un système de gouvernement ne peut survivre par le seul respect de la loi. Un système politique doit également posséder une légitimité, et dans notre culture politique, qui requiert une interaction entre l'état de droit et le principe démocratique. Le système doit être capable de refléter les aspirations de la population. Mais il y a plus. La prétention à la légitimité de notre droit repose également sur un appel aux valeurs morales, dont beaucoup sont ancrées dans notre structure constitutionnelle. Ce serait une grave erreur d'assimiler la légitimité à la seule « volonté souveraine » ou à la règle de la majorité, à l'exclusion d'autres valeurs constitutionnelles.

Enfin, nous soulignons qu'une démocratie qui fonctionne nécessite un processus continu de discussion. La Constitution donne mandat au gouvernement par des législatures démocratiques, et à un exécutif responsable devant elles, « reposant en dernier ressort sur l'opinion publique atteinte par la discussion et le jeu des idées » (Saumur c. Québec (Ville), précité, à la p. 330). Tant au niveau fédéral que provincial, de par sa nature même, la nécessité de constituer des majorités nécessite des compromis, des négociations et des délibérations. Personne n'a le monopole de la vérité, et notre système repose sur la conviction que sur le marché des idées, les meilleures solutions aux problèmes publics atteindront le sommet. Inévitablement, il y aura des voix dissidentes. Un système de gouvernement démocratique s'engage à prendre en compte ces voix dissidentes et à chercher à reconnaître et à répondre à ces voix dans les lois selon lesquelles tous les membres de la communauté doivent vivre.⁴⁸

Le principe du constitutionnalisme présente des similitudes considérables avec la primauté du droit, bien qu'ils ne soient pas identiques. L'essence du constitutionnalisme au Canada est énoncée à l'art. 52(1) de la Loi constitutionnelle de 1982, qui prévoit que « [l]a Constitution du Canada est la loi suprême du Canada, et toute loi qui est incompatible avec les dispositions de la Constitution est, dans la mesure de l'incompatibilité, sans force ni effet." En termes simples, le principe du constitutionnalisme exige que toute action gouvernementale soit conforme à la Constitution. Le principe de la primauté du droit exige que toute action gouvernementale soit conforme à la loi, y compris la Constitution. Notre Cour a noté à plusieurs reprises qu'avec l'adoption de la Charte, le système canadien de gouvernement s'est transformé dans une large mesure, passant d'un système de suprématie parlementaire à un système de suprématie constitutionnelle. La Constitution lie tous les gouvernements, tant fédéral que provincial, y compris le pouvoir exécutif (Operation Dismantle Inc. c. R., [1985] 1 R.C.S. 441 (C.S.C.), à la p. 455). Ils ne peuvent en transgresser les dispositions : en effet, leur seul droit à exercer l'autorité légitime réside dans les pouvoirs qui leur sont attribués par la Constitution, et ne peut provenir d'aucune autre source.

Une compréhension de la portée et de l'importance des principes de la primauté du droit et du constitutionnalisme est facilitée en reconnaissant explicitement pourquoi une constitution est enracinée au-delà de la portée de la règle de la majorité simple. Il y a trois raisons qui se chevauchent.

Premièrement, une constitution peut fournir une garantie supplémentaire pour les droits de l'homme fondamentaux et les libertés individuelles qui pourraient autrement être susceptibles d'ingérence du gouvernement. Bien que le gouvernement démocratique soit généralement soucieux de ces droits, il y a des occasions où la majorité sera tentée d'ignorer les droits fondamentaux afin d'accomplir plus facilement ou plus efficacement des objectifs collectifs. L'enchâssement constitutionnel garantit que ces droits seront dûment pris en considération et protégés. Deuxièmement, une constitution peut chercher à garantir que les groupes minoritaires vulnérables soient dotés des institutions et des droits nécessaires pour maintenir et promouvoir leur identité contre les pressions assimilatrices de la majorité. Et troisièmement, une constitution peut prévoir une division du pouvoir politique qui répartit le pouvoir politique entre les différents niveaux de gouvernement. Cet objectif serait vaincu si l'un de ces niveaux de gouvernement démocratiquement élus pouvait usurper les pouvoirs de l'autre simplement en exerçant son pouvoir législatif pour s'attribuer unilatéralement des pouvoirs politiques supplémentaires. 49

Ibid, at paras 63-64. ⁴⁸
Ibid, at paras 67-68.

On pourrait donc objecter que le constitutionnalisme est donc incompatible avec le gouvernement démocratique. Ce serait une vision erronée. Le constitutionnalisme facilite - en fait, rend possible - un système politique démocratique en créant un cadre ordonné dans lequel les gens peuvent prendre des décisions politiques. Considérés correctement, le constitutionnalisme et la primauté du droit ne sont pas en conflit avec la démocratie ; ils y sont plutôt essentiels. Sans cette relation, la volonté politique sur laquelle reposent les décisions démocratiques serait elle-même sapée. 50

59. En l'espèce, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada, ou leurs membres, ont suspendu les droits et libertés fondamentaux qui sont le fondement du système démocratique tel qu'exprimé, par l'adoption et l'imposition de normes internationales établies par l'Organisation mondiale de la santé et les Nations Unies sans autorisation légale ni procédure régulière. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cela est fondamentalement défectueux et nécessite l'intervention immédiate et la surveillance de cette honorable Cour.

Pouvoir législatif

60. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que le gouvernement fédéral, provincial et municipal, ou les membres de celui-ci, n'ont pas l'autorité légale d'utiliser et d'appliquer les recommandations et les directives de l'Organisation mondiale de la santé pour déclarer une pandémie à travers le Canada et l'Ontario, au moins deux motifs suffisants pour justifier une intervention judiciaire provisoire d'urgence ;

Ibid, at paras. 72-74. ⁵⁰

Ibid, at para 78.

1. 1. L'adoption sans équivoque de la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé de déclarer une pandémie qui inclut l'adhésion aux instruments internationaux qui justifient la suspension des droits de l'homme sans contrôle ni procédure régulière, est illégale.⁵¹

Il est bien établi en droit que l'adoption et l'application de traités, d'engagements, d'accords, de principes ou de lignes directrices internationaux n'ont aucun fondement juridique dans notre droit coutumier national s'ils n'ont pas été directement légiférés dans le cadre d'une procédure régulière ; le fondement de la common law anglaise l'interdit. ⁵²

11. Conformément à la répartition des pouvoirs en vertu des articles 91 et 92 de la Loi constitutionnelle, la question de savoir de quel chef de compétence relèvent la santé et le bien-être des Canadiens en ces temps sans précédent n'est pas claire. Les demandeurs soutiennent qu'il existe une question en suspens sur la question de la viabilité constitutionnelle des actions des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou de leurs membres. Comme la santé et le bien-être du public canadien sont une division du pouvoir qui se chevauche, les préoccupations nationales et internationales de l'intervention d'urgence de Covid-19 mettent cette question au premier plan.

Aperçu historique

61. In 1309 the Commons granted a subsidy to the King under the condition that illegal extensions of jurisdictions of the King' s officers without the "Commons " approval were

ECHR Article 15 & ICCPR Article 4- allows the suspension of human rights during an emergency- these are the basis for the Level 5 and 6 guidance and Pandemic Preparedness Publications by the WHO that set out clearly the steps that are desired for the '6-foot distancing protocol'. Article 29 of the UN Charter proposes no method for scrutiny of accountability and ICCPR Article 4.1 only has an equality clause.

Nevsun, Hape and Baker, supra note 28.

61. En 1309, les Communes accordèrent une subvention au Roi à condition qu'il soit mis fin aux extensions illégales de juridictions des officiers du Roi sans l'approbation des « Communes ». En 1322, le roi Édouard II confirma que les ordonnances devaient recevoir « l'assentiment des prélats, comtes, barons et communauté du royaume », et que désormais, toute législation sans l'assentiment parlementaire était illégale. 53
62. 62. Sous Edouard II. successeurs de , et par de multiples actes législatifs depuis, le principe fondamental de la juridiction de common law anglaise selon laquelle la "communauté du royaume" est représentée dans une commune ou un parlement, est une continuité organique dans la tradition ininterrompue de l'histoire constitutionnelle anglaise. 54
63. Après la Glorieuse Révolution de 1688, les principes énoncés dans les déclarations des droits antérieures ont été officialisés par la loi avec la promulgation de la Déclaration des droits de 1689.
64. Plus important encore, le Bill of Rights, 1689, a déclaré que la suspension du pouvoir du roi (annuler les lois) sans le consentement du parlement, était illégale ; et le pouvoir de dispense (exemptant de l'application de la loi tant que la loi est encore intacte) a été absolument aboli. 55
- Alors que le droit de présenter une pétition au roi/à la reine, le droit de porter des armes et la libre élection des membres du parlement ont été affirmés et le principe de la liberté d'expression, de débat et de procédure au parlement a été respecté, il a également été déclaré qu'aucune peine cruelle ou inusitée ne devrait être imposée. 56
66. Le Bill of Rights, 1689, « constitue toujours l'un des grands jalons définissant la relation du parlement à la Couronne »⁵⁷ dans le Commonwealth britannique à ce jour.

McConnell, *supra* note 7, at p. 5. ⁵⁴

McConnell, *supra* note 7, at p. 5. ⁵⁵

Ibid .. at para 5.

McConnell, *supra* note 7, at p. 5. ⁵⁷

Ibid .. at para 5.

67. Compte tenu des pouvoirs durables du cadre constitutionnel britannique au Canada, et reconnaissant que des lois canadiennes valides ne peuvent donc être prétendues qu'à la création du Parlement, l'adoption à elle seule des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sans débat parlementaire et législation, n'a pas d'autorité légale et est illégale en vertu des lois constitutionnelles du Canada.
68. L'Organisation mondiale de la santé n'est pas une faction du parlement canadien, une partie de la monarchie constitutionnelle au Canada ou une institution régissant les affaires statutaires ou juridiques au Canada. Ainsi, l'Organisation mondiale de la santé ne peut proposer ou adopter aucune législation au Canada.
69. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que lorsque des politiciens contournent le Parlement et la législature pour prononcer des mesures d'urgence fondées sur « une pandémie déclarée par l'Organisation mondiale de la santé », ils commettent des actes visant à exempter le débat parlementaire spécifiquement interdit par la Déclaration des droits anglaise dans 1689.

Procédure régulière

70. La question la plus troublante devant cette honorable Cour est l'absence totale de procédure régulière qui a entraîné la rupture de la confiance des demandeurs et des membres du groupe dans les gouvernements, ou les membres de ceux-ci, pour défendre leurs droits fondamentaux dans un cadre équitable, transparent et constitutionnel, comme le voulait le système démocratique de common law du Canada.

71. Une procédure régulière est le fondement de la démocratie et la base sur laquelle les libertés ont été et continuent d'être combattues. C'est le principe qui fait des tribunaux les arbitres des droits et libertés du peuple canadien par rapport au système démocratique.

72. Dans ce cas, la procédure régulière est complexe et implique une compréhension approfondie de la relation du Canada avec l'Empire britannique, non seulement en tant que nation du Commonwealth, mais aussi en tant qu'« allié économique » sur la scène mondiale.

73. Bien que les faits suivants puissent sembler incompréhensibles à cette honorable Cour, il est respectueusement soumis qu'ils ne devraient pas détourner de la véracité des faits présentés. L'histoire peut être un casse-tête, mais parfois les faits s'alignent et offrent une empreinte si claire que même si cela peut sembler intenable, la vérité ne peut être niée.

74. Les demandeurs et les membres du groupe ont présenté le résumé suivant des faits historiques afin d'aider cette honorable Cour à comprendre la complexité du système en place et en cause, afin d'évaluer les motifs à la fois du jugement déclaratoire provisoire et de l'examen des demandeurs et les membres du groupe réclament dans leur ensemble.

Aperçu historique

75. Le 15 mai 1213, le roi Jean Ier, dans une concession au pape Innocent III, a cédé la souveraineté de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, versant une allocation annuelle pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, et liant ses héritiers et successeurs à perpétuité . 58 Aujourd'hui, Sa Majesté la reine Elizabeth II relève du pape de Rome et verse l'allocation annuelle, de même que ses héritiers et successeurs.

76. En 1880, les Rothschild, une famille bancaire bien connue et très visible et prospère, ont commencé leur relation avec le Pape et le Vatican, en endossant un prêt important. Il est soumis que les demandeurs et les membres du groupe établiront sur un dossier complet que cette relation financière a souligné la politique et l'économie mondiales depuis sa création. Des preuves d'expert seront présentées devant cette honorable Cour illustrant avec fait qu'ensemble, les Rothschild et le Vatican possèdent la Bank of America et Merrill Lynch, parmi de nombreux autres avoirs partagés avec d'autres familles d'oligarques, comme les Rockefeller.

Concession of King John to Pope Innocent III, 1213, Stubb's *Charters*, p. 284, translated in Ernest F. Henderson, , *Select Historical Documents of the Middle Ages*, (London: George Bell, 1910), pp. 430-431. Online: <https://sourcebooks.fordham.edu/source/johnla.asp>.

Gerald Posner (2015). "[2] The Last Pope King". *God's Bankers: A History of Money and Power at the Vatican*. Simon and Schuster. p. 12. [ISBN 978-1416576570](https://www.amazon.com/dp/9781416576570)

77. La Compagnie de Jésus a été constituée par Ignace de Loyola en 1534 à Paris. 60 La constitution de la Compagnie de Jésus est restée secrète jusqu'en 1770, date à laquelle le Parlement français la publia après sa saisie du recteur, qui avait été expulsé par les autorités françaises

78. L'expression : « La fin justifie les moyens », émane de la constitution jésuite qui permet aux membres de mentir, tricher, adultérer, assassiner pour parvenir à leurs fins, pourvu que ce soit au nom de Jésus. 61.

78. Il ne faut pas oublier que les jésuites entretiennent une longue relation avec le Canada⁶² qui est relatée dans la jurisprudence⁶³ et, plus récemment, l'histoire de leur implication et de leur responsabilité assumée dans la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens. 64 Le livre "L'histoire secrète des jésuites"⁶⁵ d'Edmond Paris relate leurs méfaits mondiaux en formulant la Première Guerre mondiale, la grippe espagnole, la Seconde Guerre mondiale, et maintenant, comme le montreront les preuves des demandeurs et des membres du groupe, un "pandémie."

79. L'Ordre de la Jarretière⁶⁶ a été fondé en 1348 par le roi Édouard III pour établir un cercle de noblesse d'élite, pour soutenir les trésors royaux et gouverner le peuple. Avec l'Ordre, le 6 août 1348, le roi Édouard III fonda deux nouveaux collèges, symboles de son dévouement et de sa générosité envers l'Église. Le site officiel explique

<https://www.jesuits.global/about-us/our-history/>

"The Constitutions of the Society of Jesus and Their Complementary Norms: A complete English Translation of the Official Latin Texts", Institute of Jesuit Sources, (Saint Louis, 1996).

<http://archives.jesuites.ca/en/the-constitution-and-foundation-of-the-jesuit-nad/>

R. v. Bonhomme, 1917 CarswellNat 22 (Exq. Ct.) at para 5; *Brown v. Cure & Marguilliers de l'Oeuvre*, 1874, CarswellQue 13 (P.c.) para 10; *Brown v. Notre Dame de Montreal*, 1874 CarswellQue 7 (P.C.).

Indian Residential School Settlement Agreement, May 8, 2006.

Secret History, Paris at *supra* note 4.

Order of the Garter at *supra* note 6 and 7.

Ces institutions, qui étaient essentiellement des communautés de prêtres, étaient chargées de célébrer le service divin au sein des deux centres névralgiques politiques de son royaume.

Le premier d'entre eux était le collège de Saint-Étienne au palais de Westminster, siège de l'administration royale et de la justice. Et le second était le Collège de Saint-Georges au château de Windsor, le siège de son autorité dans le plus grand château royal d'Angleterre.

En choisissant Saint George, il poursuit en expliquant,

Saint-Georges n'était pas seulement un saint patron approprié pour la poursuite réussie de ses ambitions politiques en France, mais aussi pour les valeurs de la vertu chevaleresque que le roi admirait tant. Et c'est pour réaffirmer l'intérêt d'Edouard III pour ceux-ci qu'il associe au collège un groupe de chevaliers, l'Ordre de la Jarretière. Il y avait vingt-cinq chevaliers de la Jarretière avec le roi à leur tête, un nombre destiné à refléter celui du doyen, des chanoines et des vicaires du collège. D'ailleurs, de même que chaque chanoine du collège avait un député, de même chaque chevalier devait avoir le sien. Un soi-disant pauvre chevalier qui était destiné à être adjoint pour l'observance religieuse quotidienne.

80. Les deux collèges fondés par Edward III étaient parmi les plus importants et les plus prestigieux de l'Angleterre médiévale, mais leurs histoires ultérieures ont été très différentes. Le Royal College of St. George à Windsor continue de servir de siège au principal ordre de chevalerie du souverain, l'Ordre de la Jarretière. En 1911, il y eut une résurgence de l'Ordre de la Jarretière et la Jarretière tint son premier service depuis le règne de George III après l'investiture du prince de Galles (futur Édouard VIII). En 1966, la Maison Saint-Georges est ouverte par Sa Majesté la reine Elizabeth II pour un débat scientifique et une exploration sur les environnements mondiaux actuels. Plus récemment, le Royal Maundy Service est revenu à la Chapelle royale pour la première fois depuis 1959, société chevaleresque dans le monde, dont l'influence est incontestable.

Official Website <https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/>
<https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/st-georges-timeline/>⁶⁹
<https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/st-georges-timeline/>⁷⁰
<https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/st-georges-timeline/>

L'Ordre Très Noble de la Jarretière est l'un des premiers des nombreux ordres de chevalerie fondés au Moyen Âge dans les grandes cours d'Europe. Mais il se distingue de ses pairs à deux titres.

Premièrement, pour le prestige particulier qui a toujours été attaché à l'ordre, et deuxièmement pour sa survie jusqu'à nos jours. La création de l'ordre était inextricablement liée aux intérêts et aux circonstances politiques de son fondateur, Edouard III (1327-1377).⁷¹

81. En expliquant la signification du symbole et de la devise, le site officiel explique,

L'utilisation de ce qui semble - aux sensibilités modernes - un si curieux emblème a donné lieu à une légende populaire sur la fondation de l'ordre. Selon cela, la comtesse de Salisbury a perdu sa jarretière lors d'un bal à Calais et Edouard III l'a récupérée, réprimandant ceux qui s'étaient moqués de l'embarras avec les mots « Honi soit qui mal y pense » - honte à celui qui en pense mal - Mais cette phrase, la devise de l'ordre, fait en réalité référence à la revendication du roi sur le trône de France, revendication que les Chevaliers de la Jarretière ont été créés pour aider à poursuivre. Quant à l'emblème de la Jarretière, il est peut-être moins intéressant de dériver des sangles utilisées pour attacher les plaques d'armure.

Dès le début, l'Ordre avec ses vingt-six soi-disant Compagnons était internationalement constitué et cela a conduit à une distinction dans sa composition entre les Chevaliers sujets, qui étaient sujets de la Couronne anglaise, et les Chevaliers étrangers. Les femmes étaient également associées à l'Ordre au Moyen Âge et munies de ses robes, bien qu'elles ne soient pas comptées comme Compagnes. Une telle association a cessé sous le règne d'Henri VII (1485-1509) mais a été relancée en 1901, lorsque le roi Édouard VII a nommé la reine Alexandra Dame de l'Ordre de la Jarretière. La première femme à être nommée Compagnon à part entière de l'Ordre était Lavina, duchesse de Norfolk en 1990.

Outre les vingt-six Compagnons, diverses nominations surnuméraires ont été faites à l'Ordre depuis le règne de George III, tous membres immédiats de la famille royale. Depuis 1813, tous les chevaliers étrangers ont également été nommés surnuméraires. ⁷²

<https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/the-order-of-the-garter/> ⁷²
<https://www.stgeorges-windsor.org/about-st-georges/history/the-order-of-the-garter/>

82. Cet historique est soumis par les demandeurs et les membres du groupe afin d'aider cette honorable Cour à comprendre la profondeur de cette organisation en ce qui concerne l'Empire britannique et les nations du Commonwealth à travers le monde. Actuellement, la reine Elizabeth II est à la tête de l'Ordre royal de la Jarretière et supervise les événements du College of Saint George ainsi que de la Saint George's House. La nomination la plus récente de Knights Companion était le marquis de Salisbury, ancien leader de la Chambre des lords en 2019 et les membres actuels restants sont composés d'éminents hommes d'affaires, banquiers, militaires et politiciens.

83. The Order of the Garter's Saint Geo L'Ordre de la Maison Saint-Georges de l'Ordre de la Jarretière a été créé en 1966. Le site officiel explique sa création et son objectif comme suit,

St George's House, située dans le parc historique du château de Windsor, a été fondée en 1966 par S.A.R. Le duc d'Édimbourg et le doyen de Windsor, Robin Woods. C'est un endroit où les gens de toute la société qui sont en mesure de faire une différence peuvent se réunir pour s'attaquer à des problèmes pertinents à notre monde contemporain. La Chambre se nourrit du débat, de la discussion et du dialogue comme moyen de nourrir la sagesse qui peut être utilisée dans le monde entier.

Ceux qui viennent à la Maison travaillent à vue du Château et, plus près, de la Chapelle St George où trois fois par jour, chaque jour, la prière est offerte pour la nation. Cette tradition de prière, établie en 1348 par le roi Édouard III, s'étend sur plus de six cents ans. C'est précisément cette tradition qui donne à la Maison son impulsion et son contexte théologique plus large. L'offrande de prière dans la chapelle trouve une expression pratique dans les consultations, où la Maison offre un espace pour travailler vers un monde meilleur pour les personnes de toutes confessions et d'aucune. La diversité dans ses nombreuses manifestations est quelque chose que nous nous efforçons à tout moment de reconnaître et d'accueillir.

Notre travail embrasse un certain nombre de volets : consultations sur des sujets d'importance nationale et internationale; notre Society of Leadership Fellows, qui offre une formation et un développement complets en leadership ; les cours du clergé, qui cherchent, à la fois théologiquement et pragmatiquement, à rafraîchir la pratique et le développement personnel de ceux qui exercent le ministère ; et l'hospitalité pour les groupes ou les organisations qui, comprenant l'éthique et les objectifs fondamentaux de la Maison, nous apportent leurs propres consultations. Nous organisons également une série de conférences. Il s'agit notamment de la conférence annuelle de St George's House, de l'Elson Ethics

Conférence, et la conférence de théologie Finlay. Dans l'ensemble, notre programme annuel est varié, riche et stimulant intellectuellement.

Dans un monde d'actualités de vingt-quatre heures et de médias sociaux en plein essor où le titre et l'extrait sonore dominant, les occasions de réfléchir en profondeur sur des questions difficiles sont de moins en moins nombreuses. St George's House offre justement une telle opportunité. Nous demandons à nos invités d'argumenter de manière convaincante, d'écouter attentivement et d'être toujours ouverts à la possibilité de changer d'avis. Le temps passé à la Maison doit être enrichissant. Nous espérons que les personnes quittant l'enceinte du château le feront intellectuellement rafraîchies, plus profondément conscientes des nuances du sujet à orchestrer et prêtes à utiliser pleinement la sagesse qu'elles ont acquise dans notre société.

84. Un examen rapide de certains des titres et des présentateurs des offres de la Revue annuelle de la Maison une saveur des sujets et des influences que le matériel est destiné à avoir sur le public privilégié et important. Par exemple, considérons ce qui suit,

2019 Professeur Michael Ignatieff, « Quand les temps ne sont pas ensemble : les consolations de l'histoire »

2018 Sir Christopher Meyer KCMG, "La Grande-Bretagne et l'Amérique : les leçons de l'histoire"

2017 Baroness O'Neill of Bengarve CH CBE FBA, "Justice without Ethics: a Twentieth Century innovation?"

2005 Professeur Timothy Garton Ash, "L'Europe - Amie ou ennemie de la liberté ?"

2004 Air Chief Marshal Sir Brian Burridge KCB CBE ADC RAF, "Les principes et la pratique de l'intervention militaire dans le monde post-moderne"

2003 Bridget M. Ogilvie, DBE, FRS, "La science et l'espoir du progrès"

2002 F.W. De Klerk, « Le défi de la diversité : coexister dans un monde globalisé »⁷³

85. À la lumière des questions soumises à la Cour, de l'environnement mondial actuel et des faits tels qu'ils sont exposés dans la réclamation, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la preuve susmentionnée est pertinente pour comprendre la complexité des relations sous-jacentes qui sont influencer l'arène mondiale sur la santé et l'économie et la place et le rôle du Canada à cet égard.

86. La pertinence de cette preuve pour le Canada peut être mieux comprise par l'utilisation et le rôle de l'huissier du bâton noir⁷⁴, un fonctionnaire du Parlement du Canada et le secrétaire de la Reine au Canada. La verge noire est portée par l'huissier pour ouvrir le Parlement, et l'inscription sur la verge noire est « Honi soit qui mal y pense »,⁷⁵ témoignant du contrôle exercé par l'Ordre de la Jarretière au Canada encore à ce jour. De plus, ce symbole et cette devise apparaissent comme le blason de toutes les salles d'audience fédérales, provinciales et territoriales du Canada sur le mur derrière la magistrature. Il est indéniable que l'Ordre de la Jarretière est présent dans l'établissement du Canada tant sur le plan politique que juridique.

87. Le Canada demeure une colonie de l'Empire britannique, comme en témoignent, entre autres, deux articles de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 : 76

Section 9. « Le gouvernement exécutif et l'autorité sur le Canada sont par la présente déclarés continuer et être dévolus à la reine. »

88. *Article 15 : « Le commandement en chef de la milice terrestre et navale, et de toutes les forces navales et militaires du Canada et au Canada, est par la présente déclaré continué et dévolu à la reine. »*

89. Il est important de noter que le gouvernement fédéral, ou un membre de celui-ci, a nommé un membre actif de l'armée pour diriger le groupe de travail Covid-19. ⁷⁷ Une lecture simple de l'art. 15 de la loi ENA ci-dessus, indiquerait que la reine, et à son tour l'Empire britannique, est donc le chef directeur du groupe de travail Covid-19 et du déploiement de la vaccination.

Le gouvernement fédéral, ou ses membres, ont émis des décrets (décrets en conseil) pour les protocoles Covid-19 sur la base des orientations et des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et des Nations Unies. Ce qui suit est une liste des décrets qui sont spécifiquement en cause dans la demande des demandeurs et des membres du groupe. Les méfaits étant en cours, cette liste ne prétend pas être

⁷⁵ <https://senCanada.ca/en/senCanada/how-why/usher-of-the-black-rod-is-parliament-royal-attendance/>

<https://blogs.blu.k/digitisedmanuscripts/2020/04/st-george-and-the-garter.htm> 1.

BNA, at *supra* note 5.

Major General Dany Fortin, a former NATO commander in Iraq, will oversee the taskforce as per announcement November 27, 2020.

- a)CP numéro 2020-0070, daté du 2020-02-17 - invoque la loi sur la quarantaine
- b)CP n° 2020-0157, en date du 2020-03-18 - déclaration pandernic
- c)CP numéro 2020-0175, daté du 2020-03-24 - installations d'isolement
- d)CP numéro 2020-0248, en date du 2020-04-10 - amendes pour non-conformité
- e)CP numéro 2020-0260, en date du 2020-04-14 - inquisition obligatoire et rnasks
- f)CP numéro 2020-0279, en date du 2020-04-28 - transfert, location ou prêt de biens publics
 - g) Numéro CP 2020-0305, daté du 2020-05-10 - Canada Enterprise Ernergency
 - h) Numéro CP 2020-0411, daté du 2020-05-30 - essais cliniques
Funding Corporation

90. Le gouvernement provincial de l'Ontario, ou son ou ses membres, a déclaré une pandémie sur la base des directives et des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé le 17 mars 2020. 78 Cela a entraîné la rédaction et la mise en œuvre de diverses lois et règlements d'urgence couvrant sécurité, protocole de confinement et moyens d'application.

Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la législation et les règlements suivants constituent la violation la plus importante des droits fondamentaux et des libertés.

Les méfaits étant en cours, cette liste ne prétend pas être exhaustive :

- a)Loi de 2020 sur la réouverture de l'Ontario (une réponse flexible à la COVID-19)
- b) Loi de 2020 sur le soutien et la protection contre le coronavirus (COVID-19)

COVID-19 declared emergency" means the emergency declared pursuant to Order in Council 518/2020 (Ontario Regulation 50/20) on March 17, 2020 pursuant to section 7.0.1 of the *Emergency Management and Civil Protection Act*.

91. c) Appuyer la Loi de 2020 sur le rétablissement et les élections municipales de l'Ontario
92. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'une image complète ne peut être appréciée sans faire le lien avec Rome et la relation spéciale qui existe entre elle et l'Empire britannique. En tant que colonie britannique, le Canada fonde certaines obligations envers l'Empire britannique sur la scène mondiale en ce qui a trait à un programme politique mondial. À cet égard, la relation de Rome avec l'Empire britannique est un sujet de considération pour cette honorable Cour.

Le 24 mai 2015, le Pape a remis la lettre encyclique intitulée « *Laudato Si.* »⁷⁹ Le 3 octobre 2020, le Pape de Rome a publié sa lettre encyclique intitulée « *Fratelli Tutti.* »⁸⁰ La première lettre de 2015 traitait des humains et nature, et la deuxième lettre d'octobre traitait d'une nouvelle vision du monde. Au paragraphe 100 de la lettre du 3 octobre 2020, il

93. *Je ne suis certainement pas en train de proposer un universalisme autoritaire et abstrait states: conçu ou planifié par un petit groupe et présenté comme un idéal dans un souci de nivellement, de domination et de pillage, "81*

94. Bien qu'il dise le contraire, le Pape continue en recommandant que les États individuels abandonnent leur souveraineté et confient la gouvernance aux Nations Unies afin que nous puissions avoir un gouvernement mondial dans un ordre mondial sous la direction des Nations Unies.

94. Les appels à l'abandon des droits et libertés personnels et de la souveraineté nationale à l'autorité papale universelle sont un programme permanent dans la politique du Vatican. Les gens du commun doivent être soumis à cet objectif sans consultation ni représentation. Cela est également représenté par le fait que « *Fratelli Tutti* » (2020) n'est que l'expression déclaratoire la plus récente du refus perpétuel de l'État pontifical d'accepter les droits et libertés universels comme dévolus naturellement à chaque individu, ne nécessitant aucune approbation papale de leur existence. . Le 24 août 1215, le pape Innocent III (1161-1216) publia une bulle papale annulant la Magna Carta. En tant que suzerain du royaume et protecteur d'un roi qui avait fait vœu de croisé, Innocent III déclara la reconnaissance royale des droits et des libertés dans la Magna Carta nulle et non avenue, et la méprisa comme « illégale, injuste, nuisible à la royauté ». droits et préjudiciables au peuple anglais". La déclaration du Pape resta sans conséquence, mais plutôt, ce qu'il méprisait fut confirmé dans la Magna Carta de 1297 et formellement enchâssé dans la Déclaration des droits en 1689. et des droits et libertés démocratiquement garantis tout en attaquant subtilement nos ordres constitutionnels.

⁷⁹The Holy Father Francis. Encyclical Letter *Laudato Si* (2015):

http://www.vatican.va/content/francesco/en/encyclicals/documents/pa-pa-francesco_20150524_la-udato-si.html

⁸⁰The Holy Father Francis. Encyclical Letter *Fratelli Tutti.*, (October 3, 2020) at *supra* note 1. ⁸¹The Holy Father Francis. Encyclical Letter *Laudato Si* (2015) at *supra* note 34.

95. Le « Conseil pour un capitalisme inclusif avec le Vatican » a été créé le 8 décembre 2020 dans le cadre d'un nouveau partenariat historique entre certains des plus grands investisseurs et chefs d'entreprise du monde et le Vatican. La vision du Council for Inclusive Capitalism est fondamentalement de créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes - entreprises, investisseurs, employés, clients, gouvernements, communautés et planète. Cela comprend l'amélioration des mesures environnementales, sociales et de gouvernance dans leurs opérations afin d'aider à atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies. 83 Il est intéressant de noter qu'il s'agit des mêmes objectifs de développement durable des Nations Unies adoptés par le premier ministre Trudeau pour nous préparer à la grande réinitialisation.

British Library Collection, Bulla Innocentii Papae III. pro rege Johanne, contra barones. (In membr.) 1216. 151, created 24 August 1215, at Agagni, Italy, Cotton Manuscript, bound with Cotton MS Cleopatra E I Collection, ff. 155-156.

Official Website: <https://www.inclusivecapitalism.com/guiding-principles/>

96. L'associée fondatrice et directrice du Council for Inclusive Capitalism est Lady Lynn Forrester de Rothschild, qui est d'ailleurs l'épouse de Sir Evelyn de Rothschild qui est le conseiller financier personnel de Sa Majesté la reine Elizabeth II. En conseillant le pape, elle est aidée par un groupe appelé les Gardiens ; Rajiv Shah, PDG de la Fondation Rockefeller, Darren Walker, PDG de FordFoundation, directeur de Dupont, Merck, Johnson & Johnson, PDG de toutes les principales cartes de crédit, Mark Carney, conseiller spécial des Nations Unies pour l'action et la finance climatiques, avec le PDG de la Banque d'Amérique. 84 Tous conseillent pour aider à atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Aperçu factuel de la COVID-19

97. Le 12 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que le Covid-19 était une pandémie mondiale. 85

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé est le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. 86 Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a été nommé directeur général de l'Organisation mondiale de la santé en 2017.

98. Les plaignants présenteront des preuves d'experts dans le dossier complet indiquant que l'actuel directeur général est accusé d'avoir aidé au génocide en Éthiopie entre 2013 et 2015 et des rapports ont été faits selon lesquels des accusations criminelles ont été portées. 87 Dans le cadre des poursuites devant la Cour pénale internationale, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus est inculpé comme étant l'un des trois responsables des services de sécurité au cours de cette période, au cours de laquelle le « tuer » et la « torture » d'Éthiopiens ont eu lieu.

.Official Website: <https://www.inclusivecapitalism.com/our-guardians/>

.Official Website: <https://www.who.int/en/health-topics/health-emergencies/coronavirus-covid-19/news/news/2020/3/who-announces-covid-19-outbreak-a-pandemic>

.Official Website: <https://www.who.int/director-general>

.Mail Online, Rachel Bunyan, December 14, 2020

99. En 2000, Bill Gates quitte ses fonctions de PDG de Microsoft et crée la « Gates Foundation » et (avec d'autres partenaires) lance la « Global Alliance for Vaccines and Immunization (GAVI) ». 88 La Fondation Gates a donné à GAVI environ 4,1 \$ Billion Gates a également fait pression sur d'autres organisations, telles que le Forum économique mondial (« WEF ») et les gouvernements pour qu'ils fassent un don à GAVI, y compris le Canada et son actuel premier ministre, Justin Trudeau, qui a fait don de plus d'un milliard de dollars en dollars des contribuables canadiens au partenariat de GAVI et de l'Organisation mondiale de la santé, suite au lobbying continu de Gates.

100. Le 17 mars 2020 - Le Premier ministre Trudeau demande des mesures de verrouillage, en vertu de la Loi fédérale sur la quarantaine, interdisant les voyages. La même date, le premier ministre Doug Ford déclare une urgence en Ontario, en vertu de la législation provinciale.

101. Le 19 mars 2020 - Le statut de COVID-19 au Royaume-Uni est dégradé.

Le COVID-19 n'est plus considéré comme une maladie infectieuse à conséquences élevées (HCID).

89 L'Advisory Committee on Dangerous Pathogens (ACDP) au Royaume-Uni est également d'avis que le COVID-19 ne devrait plus être classé comme HCID (High Consequence Infectious Disease).

102. Le 24 mars 2020 - Des experts médicaux mondiaux ont déclaré que les efforts pour contenir le virus par des mesures d'auto-isolément auraient un impact négatif sur l'immunité de la population, maintiendraient une proportion élevée d'individus sensibles dans la population, prolongeraient l'épidémie mettant plus de vies en danger, endommageraient notre économie et la stabilité mentale et la santé des plus vulnérables. 91

WHO history, at *supra* note 14.

<https://www.gov.uk/topic/health-protection/infectious-diseases>

<https://preforthat.com/uk-officials-covid-19-no-longer-high-consequence-infectious-disease/>

103. Le 24 mars 2020 - Bill Gates annonce le financement d'une entreprise qui couvrira la Terre avec 1 milliard de dollars de satellites de vidéosurveillance. On March 26th, 2020
104. Microsoft annonce l'acquisition de « Réseaux confirmés » axés sur la 5G et l'informatique "de périphérie".
105. Le 31 mars 2020, le Dr Theresa Tarn déclare qu'"il n'est pas clair que les masques aident réellement à prévenir les infections et pourraient augmenter le risque pour ceux qui les portent".
106. Le 21 avril 2020 - Bill Gates déclare qu'un vaccin contre le coronavirus "est la seule chose qui nous permettra de revenir à la normale".
107. Le 6 avril 2020 - L'épidémiologiste allemand, Knut Wittkowski, publie un avertissement déclarant que la suppression artificielle du virus chez les personnes à faible risque comme les écoliers peut augmenter le nombre de nouvelles infections " car il maintient le virus en circulation beaucoup plus longtemps qu'il ne le ferait normalement 92
108. Le 15 avril 2020 - Bill Gates promet 150 millions de dollars supplémentaires au développement d'un vaccin contre le coronavirus et à d'autres mesures. Il déclare : « Il y a sept milliards de personnes sur la planète.

Nous allons devoir vacciner presque tout le monde."
109. Le 18 avril 2020, US News rapporte que les tests du virus corona sont inefficaces en raison d'une contamination en laboratoire à l'EDC et de la violation par le CDC de ses normes de fabrication.

<https://www.europeanloaded.com/twenty-two-experts-questioning-the-coronavirus-panic-video-scientific-commission-sense/>

Stand Up for Your Rights, says Bio-Statistician Knut M. Wittkowski, American Institute for Economic Research. April 16, 2020. <https://www.aier.org/article/stand-up-for-your-rights-says-professor-knut-wittkowski/>

110. Le 24 avril 2020 - Le gouvernement de l'Ontario a pris la « mesure extraordinaire » de publier une base de données à la police avec une liste de toutes les personnes testées positives pour COVID-19 dans la province.

111. Le 30 avril 2020 - Bill Gates écrit que "le monde pourra revenir à ce qu'il en était... quand presque chaque personne sur la planète a été vaccinée contre le coronavirus". Gates déclare également que "les gouvernements devront accélérer leurs processus habituels d'approbation des médicaments afin de fournir rapidement le vaccin à plus de 7 milliards de personnes".

112. Le 14 mai 2020, Microsoft annonce l'acquisition de « Metaswitch Networks », basé au Royaume-Uni, afin d'étendre sa stratégie Azure 5-G

113. Le 19 mai 2020 - Santé Canada approuve les essais humains d'un vaccin contre le SRAS-CoV-2 (COVID-19) sans preuve claire que des tests antérieurs sur les animaux pour identifier le risque potentiel d'amorçage pathogène (amélioration immunitaire) ont été effectués.

D'ici mai 2020 - Plus de six millions de Canadiens ont demandé des allocations de chômage et 7,8 millions de Canadiens ont eu besoin d'un soutien du revenu d'urgence de la part du gouvernement fédéral, en raison des fermetures économiques et des fermetures dictées par les mesures de Covid.

115. D'ici mai 2020 - Les estimations du déficit fédéral résultant de leur réponse au SRAS-CoV-2 (COVID-19) vont jusqu'à 400 milliards de dollars. (Cela dépasse le budget national du Canada pendant un an).

116. Le 20 mai 2020 - La Dre Teresa Tam, médecin-chef du Canada, a publiquement conseillé l'utilisation de masques non médicaux pour le grand public afin de fournir une « couche de protection supplémentaire » qui pourrait aider à prévenir le Covid-19 asymptomatique ou pré-symptomatique. patients d'infecter les autres sans le savoir. Dr, les conseils de Tam ne sont pas étayés par des preuves scientifiques.

<https://toronto.ctvnews.ca/ontario-takes-extraordinary-step-to-give-police-list-of-11-covid-19-patients-1.4910950>

117. Le 22 mai 2020 - Le Premier ministre Justin Trudeau a déclaré aux journalistes que la « recherche des contacts » devait être renforcée dans tout le comté. Trudeau a déclaré qu'il "recommandait fortement" aux provinces d'utiliser les applications pour téléphones portables lorsqu'elles seraient disponibles, et que cette utilisation serait probablement obligatoire.

118. Le ou vers le 25 mai 2020, le gouvernement fédéral a annoncé des dispositions potentielles du Code criminel, érigeant en infraction pénale la publication de « désinformations » sur le COVID-19. « Mauvaises informations » évolue rapidement pour signifier toute opinion ou déclaration, même d'experts reconnus, qui contredit ou critique les mesures prises et/ou mandatées par l'OMS, à mettre en œuvre globalement par les gouvernements nationaux et régionaux.

119. En date du 9 juin 2020, ni le premier ministre Trudeau, ni le premier ministre Ford ne sont disposés et en fait refusent de divulguer quel avis médical, et de qui, ils agissent.

120. Le 23 juin 2020, le Centre de justice pour les libertés constitutionnelles demande, dans un rapport de 69 pages, la fin des mesures de verrouillage sur la base d'une analyse du manque de preuves médicales et scientifiques de leur imposition et de violations graves et injustifiées de la Charte.

121. Le 18 juin 2020, le premier ministre Doug Ford a annoncé une prochaine étape et une accélération de la mise en œuvre de la surveillance du « traçage des contacts » via les téléphones portables.

122. Le 24 juillet 2020, le gouvernement de l'Ontario a révoqué la déclaration d'urgence ordonnée en vertu de la Loi sur la gestion des urgences et la protection civile, L.R.O. 1990, ch. E.9 et a mis en vigueur la Loi de 2020 sur la réouverture de l'Ontario (une réponse flexible à la COVID-19), L.O. 2020, ch. 17.

123. Le 27 novembre 2020, le gouvernement fédéral, ou un membre de celui-ci, a nommé un membre actif de l'armée pour diriger le groupe de travail Covid-19 pour le déploiement des vaccins.⁹⁴

WRONGDOINGS AND CONSTITUTIONAL CHALLENGES

124. Les demandeurs et les membres du groupe soumettent que les défendeurs partagent la responsabilité et la responsabilité en ce qui concerne les actes répréhensibles perpétrés contre eux en relation avec l'effort de réponse Covid-19 avancé par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou les membres de celui-ci, qui est actuellement en cours au Canada. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cet effort a été orchestré par l'Organisation mondiale de la santé et ses sociétés affiliées, ce qui a entraîné l'adoption de lignes directrices et de recommandations dans les décrets en conseil canadiens sans autorisation légale ni procédure régulière.

125. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les défendeurs sont responsables du fait d'autrui pour les méfaits suivants ;

a) Adopter sans équivoque les lignes directrices et recommandations internationales présentées par l'Organisation mondiale de la santé par le biais de décrets en conseil sans

b) Adopter sans équivoque les lignes directrices et recommandations internationales présentées par l'Organisation mondiale de la santé par le biais de décrets en conseil sans autorisation légale ni procédure régulière ; et

c) Mettre en œuvre les lignes directrices et recommandations internationales par le biais d'une législation qui suspend et enfreint les droits et libertés fondamentaux des demandeurs et des membres du groupe tels qu'énoncés dans la Charte canadienne des droits et libertés ; et

D) Faire avancer, promouvoir, adopter et fabriquer sciemment et volontairement des protocoles Covid-19, une réponse du groupe de travail et des protocoles médicaux qui violent les termes et dispositions de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (S.C. 2000,

Le général de division Dany Fortin, ancien commandant de l'OTAN en Irak, supervisera le groupe de travail conformément à l'annonce du 27 novembre 2020.

c. 24) sous la rubrique d'un état d'urgence à la fois inconstitutionnel et illégal.

A. *Unequivocally adopting inter A. Adopter sans équivoque les lignes directrices et recommandations internationales présentées par l'Organisation mondiale de la santé par*

126. Cet acte répréhensible est spécifiquement abordé ci-dessus dans la requête en jugement déclaratoire provisoire.

127. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les gouvernements fédéral, provincial et municipal, ou leurs membres, ont suspendu les droits et libertés fondamentaux qui sont le fondement du système démocratique du Canada, par l'adoption et l'imposition de normes internationales énoncées par l'Organisation mondiale de la santé et les Nations Unies sans autorité légale ni procédure régulière. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cela est fondamentalement vicié.

127. Les demandeurs et les membres du groupe s'appuient sur la common law anglaise pour interdire l'adoption unilatérale de traités, d'engagements, de lignes directrices et de recommandations internationaux, sans procédure régulière. Dans ce cas, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'une procédure régulière exige que ces recommandations et instruments internationaux soient d'abord endoctrinés dans la législation devant une assemblée plénière du Parlement, afin d'avoir l'autorité légale de suspendre, modifier ou nier les droits constitutionnels et libertés du public canadien. 95

128. 128. De plus, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cette honorable Cour est liée par la récente décision de la Cour suprême du Canada dans *Nevsun Resources Ltd. c. Araya*. 96 Les demandeurs et les membres du groupe demandent à cette honorable Cour d'examiner les premiers paragraphes de la décision de la majorité.

Nevsun, Hape and Baker, at *supra* note 28. ⁹⁶
Nevsun, at *supra* note 28.

Cet appel implique l'application du droit international moderne des droits de l'homme, le phénix qui est né des cendres de la Seconde Guerre mondiale et a déclaré la guerre mondiale contre les violations des droits de l'homme. Son mandat était de prévenir les violations des normes internationalement acceptées. Ces normes n'étaient pas censées être des aspirations théoriques ou des luxes juridiques, mais des impératifs moraux et des nécessités juridiques. Les comportements qui portaient atteinte aux normes devaient être identifiés et traités

Le processus d'identification et de traitement réactif des violations du droit international des droits de l'homme implique une variété d'acteurs. Parmi eux se trouvent les tribunaux, auxquels il peut être demandé de déterminer et de développer la portée de la loi dans un cas particulier. C'est un de ces cas. 97

129. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que l'adoption unilatérale par les gouvernements fédéral, provincial et municipal, ou par leurs membres, de lignes directrices et de recommandations internationales adoptées par l'Organisation mondiale de la santé, qui entraînent la suspension des droits et libertés fondamentaux protégés par la La Charte des droits et libertés et le droit international coutumier, illégalement et sans procédure régulière, est exactement le « comportement qui sous-tend les normes » que la Cour suprême du Canada a déclaré qu'il fallait identifier et traiter. Et c'est précisément cette conduite que les demandeurs et les membres du groupe ont demandé à cette honorable Cour d'identifier et de traiter sur une base déclaratoire provisoire.

B. Mettre en œuvre des lignes directrices et des recommandations internationales par le biais d'une législation qui suspend et enfreint les droits et libertés fondamentaux des demandeurs tels qu'énoncés dans la Charte canadienne des droits et libertés

130. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'à la suite de l'adoption unilatérale par les gouvernements fédéral, provincial et municipal, ou leurs membres, de la recommandation de déclarer une pandémie comme base sur laquelle invoquer ou légiférer les protocoles d'urgence préconisés par le L'Organisation mondiale de la santé et ses affiliés, ont fait en sorte que le caractère véritable de cette législation soit dans sa force et son effet, en dehors de son autorité constitutionnelle. Sans procédure régulière dans l'adoption des normes et directives internationales, il ne peut y avoir d'autorité légale pour légiférer ou prendre des mesures à cet égard. De plus, compte tenu des préoccupations nationales en matière de santé et de sécurité, la question de la répartition des pouvoirs est soulevée et nécessite une réflexion.

Ibid at para 1 & 2.

131. Si cette honorable Cour conclut que le gouvernement fédéral avait l'autorité légale d'adopter unilatéralement les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé pour déclarer une pandémie sans procédure régulière, il est respectueusement soumis que toute législation ou réglementation ultérieure qui découlerait de cette recommandation, par soit le gouvernement fédéral ou le gouvernement de l'Ontario, ou le ou les membres de celui-ci, doivent se soumettre à un examen de la Charte pour s'assurer que les droits et libertés des demandeurs et des membres du groupe restent protégés par la Charte canadienne des droits et libertés.

132. Les demandeurs soutiennent que ce qui suit est une liste partielle des lois et règlements qui sont pertinents à la compréhension de la suspension et de la violation des droits fondamentaux et libertés des demandeurs et des membres du groupe ;

a) Loi sur les situations d'urgence, S.R.C. 1985, ch. 22 (4e suppl.) Préambule déclare :

ET ATTENDU QUE le respect de ces obligations au Canada peut être sérieusement menacé par une situation d'urgence nationale et, afin d'assurer la sûreté et la sécurité pendant une telle situation d'urgence, le gouverneur en conseil devrait être autorisé, sous la surveillance du Parlement, à prendre des mesures temporaires spéciales des mesures qui peuvent ne pas être appropriées dans des conditions normales ;

ET ATTENDU QUE le gouverneur en conseil, en prenant de telles mesures temporaires spéciales, serait assujéti à la Charte canadienne des droits et libertés et à la Déclaration canadienne des droits et doit tenir compte du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, particulièrement en ce qui concerne ceux droits fondamentaux qui ne doivent pas être limités ou abrégés, même en cas d'urgence nationale.

b) Emergencies Management Act, S.C. 2007, c. 15

c) Quarantine Act, S.C. 2005, c. 20

Le paragraphe 5(1) stipule : Le ministre peut désigner des personnes qualifiées, ou des catégories de personnes qualifiées, à titre d'analystes, d'agents de contrôle ou d'agents d'hygiène du milieu

d) Loi sur la gestion des situations d'urgence et la protection civile, **R.S.O.** 1990, c. E.9.

L'article 7.0.1 (1) stipule

Sous réserve du paragraphe (3), le lieutenant-gouverneur en conseil ou le premier ministre, s'il est d'avis que l'urgence de la situation exige qu'un arrêté soit rendu immédiatement, peut, par arrêté, déclarer qu'une urgence existe dans tout

l'Ontario ou dans toute partie de l'Ontario

L'article 7.0.1(3) stipule

Un décret déclarant qu'une situation d'urgence existe dans tout l'Ontario ou une partie de celui-ci peut être pris en vertu du présent article si, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil ou du premier ministre, selon le cas, les critères suivants sont satisfaits :

1. Il y a une situation d'urgence qui nécessite une action immédiate pour prévenir, réduire ou atténuer un danger de proportions majeures qui pourrait entraîner des blessures graves aux personnes ou des dommages importants aux biens.

L'article 7.0.2 (1) stipule :

Le but des décrets pris en vertu du présent article est de promouvoir le bien public en protégeant la santé, la sécurité et le bien-être de la population de l'Ontario pendant les situations d'urgence déclarées d'une manière qui est assujettie à la Charte canadienne des droits et libertés.

e) Loi de 2020 sur la réouverture de l'Ontario (une réponse flexible à la COVID-19),

L.O.2020, c. 17 Le paragraphe 2(1) stipule

Les ordonnances rendues en vertu de l'article 7.0.2 ou 7.1 de la Loi sur la gestion des

urgences et la protection civile qui n'ont pas été révoquées à la date d'entrée en

vigueur du présent paragraphe sont maintenues en tant qu'ordonnances valides et

efficaces en vertu de la présente loi et cessent d'être des ordonnances en vertu de

la Loi d'urgence. Loi sur la gestion et la protection civile

Paragraphe 4(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

a) sous réserve des paragraphes (2) et (5), rendre une ordonnance prorogée à l'article 7.0.2 d'une manière qui aurait été autorisée en vertu de l'article 7.0.2 de la Loi sur la gestion des urgences et la protection civile si l'urgence déclarée de la COVID-19 avait été toujours en vigueur et les références dans cette section à l'urgence étaient des références à la pandémie de COVID-19 et à ses effets

L'article 17 stipule

À moins qu'elle n'ait été interrompue avant l'entrée en vigueur du présent article, l'urgence déclarée COVID-19 est annulée et le Règlement de l'Ontario 50/20 (Déclaration d'urgence) est abrogé.

133. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que l'effet sur des ordonnances contenues dans le

Regulations are:

- a) Ordonner la fermeture de toutes les entreprises, à l'exception des entreprises « essentielles » liées à l'alimentation, la médecine, les médecins et les hôpitaux ;
- b) Une « distanciation sociale » de deux (2) mètres ;
- c) Aucun « rassemblement public » de plus de cinq (5) personnes sans lien de parenté, avec
- d) distanciation" de deux (2) mètres, qui a ensuite été portée à dix (10) personnes ;
- e) Fermetures de restaurants et de bars, à l'exception du service de plats à emporter ;
- f) La fermeture physique de toutes les écoles, garderies et universités publiques et privées;
- g) L'usage obligatoire du masque facial, mandaté par le Ministère de la Santé, à tous les Medical Regulatory Medical Services Colleges, pour ordonner à tous leurs membres agréés d'imposer le contrôle obligatoire de tous les patients, employés et membres du personnel, sur leur lieu de travail ;
- g) g) La fermeture de toutes les commodités du parc, y compris toutes les aires de jeux et installations pour les enfants ;
- h) h) L'élimination des programmes individuels et de tous les autres programmes pour les enfants ayant des besoins spéciaux et ceux souffrant de handicaps neurologiques et physiques ;

- i) Interdiction de tous les rassemblements publics de plus de cinq (5) personnes, nonobstant une distance sociale de deux (2) mètres, y compris l'interdiction des services religieux, y compris une restriction sur les mariages, les funérailles et autres actions religieuses et rituels et rites.

c) La disposition relative aux infractions, au dépôt d'accusations et à l'imposition de lourdes amendes pour violation des ordonnances, avec une impossibilité de contester ces amendes car la Cour des infractions provinciales était (et pourrait à nouveau) être physiquement fermée et les contraventions de la Loi sur les infractions provinciales indiquer clairement que l'accusation et la ligne ne peuvent pas être « postées », mais que la personne doit se présenter, physiquement, à la Cour des infractions provinciales pour déposer une défense des accusations, seulement pour trouver un palais de justice fermé.

d)

e) 134. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les droits et libertés suivants ont été soit suspendus soit enfreints par les actes législatifs des gouvernements fédéral et de l'Ontario, ou des membres de ceux-ci. Comme les méfaits se poursuivent à cet égard, cette liste ne prétend pas être exhaustive.

f) L'article 2 protège nos droits fondamentaux à :

g) Liberté de conscience et de religion ;

h) La liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication ;

i) Liberté de réunion pacifique ; et

j) Liberté d'association

135. les droits ont été à première vue suspendus et enfreints par la mise en œuvre de la Loi sur la réouverture de l'Ontario (une réponse flexible à la COVID-19) du gouvernement de l'Ontario⁹⁸ et des règlements subséquents, qui établissent le protocole et l'application de la restriction de mouvement et de rassemblement des demandeurs et les Membres du Groupe sur la base modifiée de « la pandémie de Covid-19 et ses effets » sans autorité légale et procédure régulière. ⁹⁹

136. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent également que leurs droits en vertu de l'article 2 (b) ont été violés par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou par leurs membres, en utilisant le système de diffusion pour l'avancement d'une campagne de propagande diffusant un- information déformée visant à promouvoir les lignes directrices et recommandations internationales de l'Organisation mondiale de la santé et de ses affiliés, contrairement aux principes énoncés à l'art. 2b) de la Charte, dont la violation nécessite un examen et une surveillance plus approfondis.

Section 6(1). Tout citoyen du Canada a le droit d'entrer, de rester et de quitter le Canada

137. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que leur droit en vertu de l'article 6(1) d'entrer, de rester et de quitter le Canada a été prima facie suspendu et enfreint avec l'invocation de la loi d'urgence¹⁰⁰ et de la loi sur la quarantaine¹⁰¹ par le gouvernement fédéral, ou le(s) membre(s) dans celui-ci, sur la base de la déclaration d'une pandémie sans autorité légale et procédure régulière qui ne peut être justifiée en vertu de l'art. 1.

Article 7 Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne et à n'en être porté atteinte qu'en conformité avec les principes de la justice fondamentale

138. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que leur droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne en vertu de l'article 7 a été suspendu et enfreint avec l'invocation de la législation susmentionnée, tant fédérale que provinciale, basée sur l'adoption unilatérale de la recommandation de déclarer une pandémie par l'Organisation mondiale de la santé. Depuis ce temps, les droits des demandeurs et des membres du groupe demeurent suspendus et enfreints malgré la révocation de l'état d'urgence, ce qui ne peut être justifié en vertu de l'art. 1.

Section 8 Toute personne a le droit d'être protégée contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives

139. Conformément à la législation du gouvernement de l'Ontario, la Loi sur la réouverture de l'Ontario (une réponse flexible à la COVID-19)¹⁰² et les règlements subséquents, les dossiers de santé des plaignants et des membres du groupe sont suivis et divulgués à des tiers ¹⁰³ sans qu'une procédure régulière ou un consentement éclairé ne soit rendu. cet acte est illégal et injustifié en vertu de l'art. 1, notamment à la lumière de la révocation de la déclaration d'urgence.

140. Section 12. Chacun a le droit de ne pas être soumis à des peines ou traitements cruels et inusités

Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que toute disposition d'exécution sommaire, ou autre, qui a été mise en œuvre, maintenue et continue d'être appliquée en vertu de la législation et des règlements susmentionnés suspend et enfreint les droits des demandeurs et des membres du groupe. 12 et ne peut être justifié en vertu de l'art. 1 à la lumière du manque d'autorité et d'une procédure régulière.

Article 25. La garantie dans leur charte de certains droits et libertés ne doit pas être interprétée de manière à abroger ou à déroger à tout droit autochtone, traité ou autre de liberté qui se rapporte aux peuples autochtones du Canada.

141. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la relation des peuples autochtones avec le Canada nécessite un examen et une considération dans ce cas en ce qui concerne l'intervention d'urgence de Covid-19. Des preuves suggèrent que la relation sui generis des peuples autochtones avec la Couronne leur donne la priorité dans le déploiement du vaccin, ce qui pourrait avoir des effets désastreux sur l'esprit, le corps et la santé de tout un groupe de personnes. Tout cela est entrepris sans autorisation légale ni procédure régulière et ne peut être justifié en vertu de l'art. 1.

Section 26. La garantie dans leur charte de certains droits et libertés ne doit pas être interprétée comme niant l'existence de tout autre droit ou liberté qui existe au Canada.

142. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cet article reconnaît les principes sous-jacents de justice naturelle qui soutiennent et protègent nos droits et libertés individuels qui sont encapsulés dans la common law anglaise, la Magna Carta de 1297, le Bill of Rights, 1689 et le droit international coutumier qui sous-tend les fondements du système démocratique canadien. Par les gouvernements fédéral et provinciaux, ou leurs membres, adoptant unilatéralement les recommandations et les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé, sans autorisation ni procédure régulière, les droits et libertés qui sous-tendent le tissu même du système démocratique canadien ont été indûment suspendus et violés.

143. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'à la suite de la déclaration illégale d'une pandémie par les gouvernements fédéral et provincial, ou par le ou les membres de ceux-ci, des lois et des règlements ont été invoqués pour suspendre et porter atteinte aux droits et libertés des demandeurs sans justification ni procédure régulière. Les demandeurs et les membres du groupe demandent que cette honorable Cour entreprenne une enquête sur la constitutionnalité des protocoles légiférés de Covid-19 et de l'intervention d'urgence.

C. Faire avancer, promouvoir, adopter et fabriquer sciemment et volontairement des protocoles Covid-19, une réponse du groupe de travail et des protocoles médicaux qui violent les termes et dispositions de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (LC 2000, c. 24) sous la rubrique de un état d'urgence à la fois inconstitutionnel et illégal

144. Les demandeurs et les membres du groupe soumettent que, au fur et à mesure que la réponse de Covid-19 a évolué vers un déploiement de vaccin, toute action prise par les gouvernements ou les membres du groupe, concernant l'esprit, le corps et la santé des demandeurs et des membres du groupe, ou le public canadien en général, invoquera les dispositions de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, à la lumière des risques inhérents à une inoculation massive d'une population sans procédure régulière de l'organe directeur ou de la communauté scientifique.

145. Conformément à l'article 4(3) de la loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, la définition du crime contre l'humanité comprend :

meurtre, extermination, réduction en esclavage, déportation, emprisonnement, torture, violence sexuelle, persécution ou tout autre acte ou omission inhumain qui est commis contre toute population civile ou tout groupe identifiable et qui, au moment et sur le lieu de sa commission, constitue un crime contre l'humanité selon le droit international coutumier ou le droit international conventionnel ou du fait qu'il est criminel selon les principes généraux du droit reconnus par la communauté des nations, qu'il constitue ou non une violation du droit en vigueur à l'époque et dans le lieu de sa commission.

146. À cet égard, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la promotion et l'avancement du déploiement du vaccin sans procédure régulière est un acte ou une omission inhumain de la part du gouvernement qui relève de la définition d'un crime contre l'humanité. Les législateurs n'ont pas les connaissances spécialisées requises pour effectuer l'analyse risque-bénéfice nécessaire de l'individu. Tous les vaccins comportent des risques. La vaccination obligatoire constitue une violation flagrante du droit au consentement éclairé.

147. La Déclaration d'Helsinki stipule que chaque projet de recherche,

[...] doit être précédé d'une évaluation minutieuse des risques et des charges prévisibles ... par rapport aux avantages prévisibles » (article 18). Il ajoute que la recherche doit être arrêtée lorsque les risques l'emportent sur les avantages potentiels (article 20). Les chercheurs doivent s'assurer de l'équilibre entre les risques et les avantages potentiels de la recherche et que les risques ont été minimisés (ligne directrice 8)."104

148. En outre, la Déclaration d'Helsinki et le Conseil des organisations internationale des sciences médicales (CIOMS) exige que :

[...] les personnes vulnérables ne devraient pas être incluses dans la recherche à moins que la recherche ne soit indispensable à l'amélioration de leur santé et qu'elle ne puisse pas être effectuée avec des personnes qui ne sont pas capables de donner leur consentement + "En l'occurrence, la vaccination de masse prévue non seulement manque de consentement éclairé, elle est aussi spécifiquement destinée aux personnes vulnérables, en premier lieu les enfants et les peuples autochtones.

149. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que selon les essais américains Pfizer et BioNTech, le risque d'infection est réduit de 0,39%. 106 De plus, le test PCR inefficace ne peut pas établir que les personnes ne sont pas déjà passées de manière asymptomatique à une infection par le SRAS-CoV-2. Les demandeurs et les membres du groupe ont l'intention de présenter un dossier complet de preuves scientifiques d'experts où il sera démontré que l'utilisation du test de réaction en chaîne par polymérase afin de suivre l'infection est hautement discutable au sein de la communauté scientifique.

150. De plus, il y aura des preuves scientifiques crédibles avancées par les demandeurs et les membres du groupe des risques inhérents associés au programme de vaccination par l'ARNm, de la rapidité avec laquelle il a été mis aux enchères et des effets à long terme des risques associés. Les vaccins Covid sont des vaccins à ARNm. L'ARNm n'a jamais été utilisé comme vaccin. Aucune séquence d'ARNm n'a jamais été autorisée pour un usage humain auparavant. En substance, nous n'avons absolument aucune idée à quoi s'attendre de ce matériel qui est vendu au public en tant que "vaccin". Le devoir que les fabricants ont envers les organismes de réglementation et le public que les vaccins seront sûrs et efficaces fait tout simplement défaut.

.Conseil des organisations internationales des sciences médicales (CIOMS) et Organisation mondiale de la santé.
Lignes directrices éthiques internationales pour la recherche biomédicale impliquant des sujets humains. Genève :
CIOMS ; 2002. Julie Samuël, Thérapie génique, section VI du livre
105 Idem. <https://www.clinicaltrials.gov/BioNTech-Pfizer>.

151. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'il est important de comprendre que les vaccins traditionnels introduisent simplement des morceaux d'un virus pour stimuler une réaction immunitaire. Le nouveau vaccin à ARNm est complètement différent. Il injecte (transfecte) en fait des molécules de matériel génétique synthétique provenant de sources non humaines dans nos cellules. Une fois dans les cellules, le matériel génétique interagit avec notre ARN de transfert (ARNt) pour produire une protéine étrangère censée apprendre au corps à détruire le virus pour lequel il est codé. Plus récemment, des études de Zhang L et al., publiées le 13 décembre 2020, ont fourni la preuve que le génome SARS-Co V-2 transcédé dans le corps humain avait déclenché une réponse du corps humain d'intégration du SARS-Co V-2 génome dans les séquences d'ADN humain. Mais pas seulement cela, d'autres observations ont montré que ces nouveaux complexes génome SARS-Co V-2/ADN humain faciliteront la reproduction de l'ARNm chimérique en copiant à partir de la construction non naturelle intégrée génome/ADN SARS-CoV-2. Des études menées dès 2003, ont montré que cela sera probablement facilité dans les testicules et les ovaires parmi d'autres organes. Par conséquent, des preuves claires de la manipulation et de la mutation du génome humain pourraient déjà être établies.

152. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que forcer les gens à accepter une transvection avec du matériel d'ARNm qui changera leur génome constitue en fin de compte un programme eugénique imposé par le gouvernement. La molécule d'ARNm est vulnérable à la destruction. Ainsi, afin de protéger les brins d'ARNm fragiles lors de leur insertion dans notre ADN, ils sont recouverts de nanoparticules lipidiques pégylées. Ce revêtement protège l'ARNm de notre système immunitaire qui normalement tuerait tout corps étranger injecté dans le corps. Il a été démontré que les nanoparticules lipidiques pégylées déclenchent leurs propres réactions immunitaires et endommagent le foie. 108

153. En outre, étant donné que les virus mutent fréquemment, il est peu probable qu'un vaccin fonctionne pendant plus d'un an. C'est pourquoi le vaccin contre la grippe change chaque année. Au 13 décembre 2020, le GISAID (Global Initiative for Sharing Influenza Virus Data)¹⁰⁹ avait déjà enregistré 3 422 variations du SARS-CoV-2. Nous sommes maintenant dans le 11 e mois de l'épidémie du virus SARS-Co V-2. Laisser entendre au public canadien que le vaccin développé sans utiliser de matériel viral isolé et cultivé le protégera du virus actuel et de ses nouveaux volets est tout simplement frauduleux. De plus, aucune étude d'innocuité à long terme n'aura été réalisée pour garantir qu'aucun de ces vaccins ne provoquera le cancer, les convulsions, les maladies cardiaques, les allergies et les maladies auto-immunes observés avec d'autres vaccins.
154. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que l'analyse scientifique susmentionnée est nécessaire et n'a pas encore fait l'objet d'une discussion significative malgré l'élan pour déployer des inoculations non testées.
155. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que bien qu'il existe un certain nombre de problèmes juridiques graves entourant l'urgence du déploiement du vaccin, la plus grande préoccupation du grand public est le manque correspondant de consentement significatif et éclairé. Il est banal de suggérer que les gens ont besoin d'un consentement pleinement éclairé lorsqu'il s'agit d'entreprendre un programme d'inoculation expérimental. En conséquence, le principe du consentement éclairé, tel qu'il a été établi pour la première fois lors du procès des médecins de Nuremberg, inclut le droit fondamental et la liberté de déclarer son désaccord en connaissance de cause à une procédure médicale ou à de tels traitements affectant la santé ou l'intégrité corporelle du patient. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que le consentement éclairé est l'un de ces droits et libertés fondamentaux qui sous-tendent le système colonial démocratique sur lequel le Canada est construit.

.Ibid.

<https://www.gisaid.org/>.

156. Des preuves seront présentées à cette honorable Cour mettant directement en question les préoccupations éthiques qui restent en suspens en ce qui concerne les principaux acteurs de l'Organisation mondiale de la santé, tels que son directeur, Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui a été accusé devant la Cour pénale internationale, de étant l'un des trois responsables qui étaient en charge des services de sécurité entre 2013 et 2015, où ont eu lieu les « tueries » et les « tortures » d'Éthiopiens. Tedros a été nommé directeur de l'Organisation mondiale de la santé en 2017. L'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF sont impliqués dans la stérilisation de masse frauduleuse qui a eu lieu après la campagne de vaccination contre le tétanos de 2014 au Kenya.¹¹¹

157. Construire la confiance d'un public à un degré tel que l'estampille « croyez en la science » suffise à renoncer à l'obligation de divulguer et d'entreprendre des normes et des tests appropriés permettant de développer et de distribuer une vaccination, semble contraire aux droits fondamentaux qui imprègnent le droit anglais et le droit international coutumier.

158. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que toute enquête sur les principes des droits et libertés fondamentaux est éclairée, non seulement par l'expérience et la jurisprudence canadiennes, mais aussi par le droit international, y compris le principe du « jus cogens ». droit, il existe un sous-ensemble de normes connues sous le nom de jus cogens, ou normes impératives, qui ont été acceptées et reconnues par la communauté internationale des États dans son ensemble, auxquelles aucune dérogation n'est autorisée et qui ne peuvent être modifiées que par une norme ultérieure de droit général droit international ayant le même caractère. Les normes impératives ont également été acceptées comme fondamentales pour l'ordre juridique international. 112 Cela prend en compte les obligations internationales du Canada de protéger et de défendre les droits et libertés fondamentaux qui ont été consacrés dans diverses sources de droits de la personne internationaux droit - déclarations, pactes, conventions, décisions judiciaires et quasi judiciaires des tribunaux internationaux et coutumes normes aires. Les demandeurs et les membres du groupe déclarent que les crimes contre l'humanité et le génocide ont été acceptés comme normes impératives au sein de la communauté juridique internationale. 113

Official Website: <https://www.afro.who.int/news/statement-who-and-unicef-tetanus-vaccine-kenya>¹¹¹
Nevsun, at *supra* note 28 paras 81-83.

159. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que cette honorable Cour a le devoir d'intervenir lorsqu'un crime contre l'humanité ou un génocide a été commis ou est sur le point d'être commis. Les demandeurs et les membres du groupe demandent que la gravité des préoccupations scientifiques à la disposition de cette Cour soit suffisamment équitable pour entreprendre une discussion significative sur les dangers et les risques associés aux campagnes modernes d'inoculation de masse ; à laquelle il existe un certain nombre d'exemples et l'Organisation mondiale de la santé les facilite tous. 114

160. En outre, conformément à l'article 5(2) de la loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, un « supérieur » commet un acte criminel si,

(a) le supérieur

(i) des faits pour exercer correctement un contrôle sur une personne sous son autorité et son contrôle effectifs et, par conséquent, la personne commet une infraction en vertu de l'article 4, ou

Ibid at para 84.

Procès militaires de Nuremberg (IMT suivants procès aka NMTs) Eugénisme, politiques génocidaires, "Procès des médecins", Convention sur le génocide - Nations Unies, Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, Code criminel du Canada - le génocide est défini.

114<https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-announces-largest-health-care-fraud-settlement-its-history> La vaccination de masse contre le tétanos par l'OMS a sonné l'alarme quand il a été découvert, il était associé à un médicament de stérilité.

(ii) omet, après l'entrée en vigueur du présent article, d'exercer correctement son contrôle sur une personne sous son autorité et son contrôle effectifs et, par conséquent, la personne commet une infraction en vertu de l'article 6 ;

(b) le supérieur sait que la personne est sur le point de commettre ou est en train de commettre une telle infraction, ou ignore consciemment les informations qui indiquent clairement qu'une telle infraction est sur le point d'être commise ou est en train d'être commise par la personne ;

(c) l'infraction se rapporte à des activités pour lesquelles le supérieur exerce une autorité et un contrôle effectifs ; et

(d) le supérieur par la suite

(i) omet de prendre, dès que possible, toutes les mesures nécessaires et raisonnables en son pouvoir pour empêcher ou réprimer la commission de l'infraction, ou la commission de nouvelles infractions en vertu de l'article 4 ou 6, ou

(ii) ne prend pas, dès que possible, toutes les mesures nécessaires et raisonnables en son pouvoir pour soumettre l'affaire aux autorités compétentes pour enquête et poursuites.

supérieur désigne une personne en situation d'autorité, autre qu'un commandant militaire

161. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que si les gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux sont à l'abri de poursuites à quelque titre que ce soit, les membres individuels du gouvernement peuvent être tenus responsables dans le cadre de leurs rôles de « supérieurs » pour les préjudices associés aux la réponse d'urgence Covid-19 et le déploiement du vaccin. Ces personnes au Canada incluraient, sans s'y limiter,

- I. Justin Trudeau
- II. Dr. Theresa Tarn
- III. Doug Ford
- IV. Christine Elliott

162. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que le gouvernement, ou les membres de celui-ci, sont responsables d'avoir sciemment et volontairement avancé, promu, adopté et fabriqué des protocoles Covid-19, des plans d'intervention du groupe de travail et des protocoles médicaux qui violent les termes et dispositions de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre (LC 2000, ch. 24) sous la rubrique d'un état d'urgence à la fois inconstitutionnel et illégal. Alors que les gouvernements, ou leurs membres, continuent d'entreprendre le déploiement de la vaccination de masse sur une base urgente, les actions et les conséquences n'ont pas à être réparées. Au fur et à mesure que les pertes et les préjudices commencent à s'accumuler, la question de l'aveuglement volontaire se fait jour de plus en plus, ce qui oblige cette honorable Cour à intervenir davantage.

164. Les demandeurs et les membres du groupe déclarent que depuis le 3 mars 2020, les conditions imposées au public canadien depuis l'attaque du virus Covid-19, correspondent également à la deuxième définition du génocide dans laquelle, la convention des Nations Unies sur le génocide stipule :

165. « Des conditions de vie impressionnantes conçues pour causer des dommages mentaux ou physiques ». Dans ce cas, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les protocoles d'urgence, qui se sont littéralement étendus au-delà du point d'urgence, sont sans fondement ni procédure régulière, ce qui entraîne des conditions de vie arbitraires conçues pour causer des dommages mentaux et physiques.

166. En outre, les demandeurs et les membres du groupe déclarent que le crime d'apartheid se trouve dans les protocoles et les règlements adoptés par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou le(s) membre(s) y figurant. Le crime d'apartheid est défini comme des actes inhumains infligés à un peuple commis dans le contexte d'un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématique d'un groupe sur tout autre groupe et commis avec l'intention de maintenir ce régime. Les plaignants et les membres du groupe demandent à cet honorable d'examiner l'application du crime d'apartheid en ce qui concerne l'imposition des protocoles Covid-19 par le biais de restrictions, de privilèges et d'exemptions.

HARMS

165. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'en raison des actes répréhensibles susmentionnés, il existe un certain nombre de préjudices associés. Il est important de noter que les problèmes se poursuivent alors que les protocoles Covid-19 restent en place et que le déploiement de la vaccination ne fait que commencer. Par facilité de référence, les demandeurs et les membres du groupe ont divisé les préjudices en préjudices inhérents et préjudices réels.

PROBLÈMES COMMUNS ENTRE LES MEMBRES DE LA CLASSE - Inherent Harms

166. Une caractéristique des sociétés égalitaires est que les puissants ne peuvent pas avoir plus de droits que les plus ordinaires. La démocratie repose sur le principe directeur de l'individu responsable et autodéterminé. Imposer des mesures qui suppriment le processus décisionnel individuel et tentent plutôt de manipuler le public en mettant en œuvre des scénarios d'anxiété et d'horreur pour amener les Canadiens à penser, à décider et à vivre d'une certaine manière, sape les principes démocratiques de base sur lesquels la société canadienne est fondée. a prospéré à l'époque pré-Covid-19.

167. Dans ce cas, les demandeurs et les membres du groupe ont défini les « préjudices inhérents » comme des préjudices découlant directement du gouvernement fédéral et provincial, ou de ses membres, agissant unilatéralement en réponse à la recommandation de déclarer une pandémie par le World Health Organisation sans considération de l'autorité légale et d'une procédure régulière.

168. Cette usurpation de pouvoir constitue une menace réelle pour l'ordre constitutionnel au Canada. Nous sommes dans un état de crise constitutionnelle. Ne pas intervenir saperait le système juridique, politique et social du Canada de façon permanente. Les tribunaux demeurent l'arbitre nécessaire de ces processus sans précédent dans lesquels l'usurpation du pouvoir par des sociétés multinationales non élues et des institutions internationales n'ont aucune fonction légale dans le cadre constitutionnel du Canada, et la portée excessive des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ou des membres (s) qui y agissent, qui agissent sur eux.

169. Les gouvernements fédéral et provinciaux, ou leurs membres, continuent de légiférer sur la base des recommandations et des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé et de ses affiliés. En conséquence, le public canadien subit un confinement massif et aveugle de citoyens restreignant l'accès à notre économie, nos tribunaux, notre parlement et nos moyens de subsistance, les soins médicaux et thérapeutiques, ainsi que l'imposition de distanciation physique et d'autres restrictions et mesures qui n'ont jamais été mises en œuvre auparavant. ni testé, ni avoir une base scientifique ou médicale claire et testée. C'est tout simplement inédit.

170. Les demandeurs et les membres du groupe joignent en annexe « A » une lettre ouverte au Bureau fédéral d'investigation, avec copie au Service canadien du renseignement de sécurité, intitulée « The Chinese Communist's Global Lockdown Fraud : request for accélérée d'enquête fédérale sur la fraude scientifique dans le COVID -19 politiques de santé publique." Cette lettre s'ouvre sur le paragraphe suivant ;

Nous écrivons cette lettre pour demander qu'une enquête fédérale soit ouverte et/ou accélérée concernant le débat scientifique sur les décisions politiques majeures pendant la crise du COVID-19. Au cours de notre travail, nous avons identifié des problèmes de nature potentiellement criminelle et pensons que cette enquête est nécessaire pour garantir que les intérêts du public ont été correctement représentés par ceux qui promeuvent certaines politiques en cas de pandémie.

[...]

Cette lettre est destinée à attirer l'attention des autorités fédérales d'Australie, du Canada, d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis (les « Nations ») sur de multiples éléments de preuve concernant l'origine et le précédent historique des blocages ; la littérature scientifique et le débat qui les sous-tend ; la provenance et la qualité des protocoles et modèles de test COVID-19 prédominants ; les motivations, les préjugés et les qualifications de certains éminents partisans du verrouillage ; et la source des communications destinées au public concernant ces politiques.¹¹⁵

Cette lettre expose de manière claire et concise les préjudices inhérents et l'ordre du jour apparent qui sont imposé au public canadien sans autorisation ni procédure régulière.

171. Sur la base de ce qui précède, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'il existe un certain nombre de préjudices inhérents résultant des actions unilatérales de nos gouvernements ou de nos membres, tels que a) la suspension des droits et libertés fondamentaux,

b) la perte de confiance dans le gouvernement,

c) l'incapacité de faire valoir les droits et préoccupations individuels,

d) perte d'autonomie corporelle, et

e) la rupture de la communication entre le gouvernement et le peuple,

Tout cela touche au tissu même de notre système démocratique et aux droits et libertés fondamentaux qui y sont inhérents. Cette rupture de la cohésion sociale durera tant que cette usurpation de pouvoir restera incontrôlée.

Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que

172. cette honorable Cour ne peut plus nier l'importance ni le poids des préjudices infligés au public canadien alors que nous nous approchons de ce domaine extrêmement sensible de contrôle et de gouvernance. La surveillance, la diligence raisonnable, la procédure régulière et le débat public sont les exigences minimales nécessaires pour atténuer les préjudices inhérents associés à cette situation sans précédent ; auquel actuellement il n'y en a pas eu. Cela laisse la responsabilité à nos tribunaux. Bien qu'indubitablement intimidante, les Demandeurs et Membres du Groupe peuvent vous assurer que le dépôt de cette réclamation n'était pas un petit pas, cependant cela ne rend pas la discussion moins importante ou nécessaire face aux droits et libertés fondamentaux en jeu et au risque potentiel pour le l'esprit, le corps et la santé du public canadien qui demande à être traité de manière juste et objective. Les demandeurs et les membres du groupe demandent à cette honorable Cour de saisir cette opportunité et d'entamer cette discussion difficile vers la transparence et la compréhension.

Specific Harms

173. Les demandeurs et les membres du groupe fourniront une analyse détaillée des préjudices réels qui se sont produits, et continuent de se produire, par les actes répréhensibles énoncés dans la demande pour le dossier complet de la procédure. Dans l'intervalle, les dommages spécifiques suivants peuvent être identifiés.

1. Stacy Amikwabi, en tant que propriétaire d'une petite entreprise résidant dans la réserve de la Première Nation de Henvey Inlet en Ontario, le demandeur a subi des dommages dus au verrouillage de son entreprise et de son gagne-pain alors que le conseil de bande a répondu aux protocoles Covid promus et avancés par le les gouvernements fédéral et provinciaux, ou leurs membres ;

11. Shawn Brennan, en tant qu'entrepreneur avec une jeune famille, a subi des dommages spécifiques dus au confinement qui ont entraîné des pertes financières ;

m. George Fayad, en tant que propriétaire d'une petite entreprise à Ottawa, a subi des dommages financiers dus au verrouillage de son entreprise et de son gagne-pain ;

1v. Joshua Alas-Wilson, un jeune adulte vivant avec le syndrome de Williams, a été affecté par le verrouillage et les protocoles de covid. Son médecin a soutenu que l'incapacité de porter un masque nuisait à sa qualité et à sa quantité de vie.

v. Alisa Tojcic, une mère célibataire de trois jeunes enfants vivant dans un appartement du centre-ville de Toronto et recevant de l'aide sociale avec des problèmes médicaux continus, a été et continue d'être affectée par les protocoles et le verrouillage à Toronto.v1.

Jane Doe représente les femmes qui ont accouché ou vont accoucher pendant les protocoles Covid-19 et le déploiement ultérieur de la vaccination. Les méfaits associés aux protocoles dans ce cas sont associés aux risques pour la santé et le bien-être de la mère et de l'enfant à la lumière de la tension et du stress physiques et mentaux supplémentaires liés à l'absence de soutien et à un manque de consentement ou de choix éclairé, fondé sur sur les protocoles illégaux ;

174. v11. John Doe, représente les employés ou les employeurs qui reçoivent des contraventions du ministère du Travail pour avoir enfreint les protocoles de sécurité de Covid-19 sur le chantier, par exemple en ne respectant pas la distance physique ou en portant des couvre-visages. Le préjudice pécuniaire pour contravention peut atteindre 100 000 \$.

Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'à mesure que les actes répréhensibles se poursuivent, les préjudices associés continuent de se dérouler et d'évoluer à mesure que d'autres recommandations et directives sont illégalement mises en œuvre. Sur cette base, les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que la question des préjudices reste ouverte jusqu'à ce que les actes répréhensibles aient cessé et que les préjudices puissent commencer à être vraiment mesurés.

CAUSES OF ACTION

175. Les demandeurs et les membres du groupe déclarent que les actes répréhensibles et les préjudices décrits dans les présentes sont en cours, il est donc urgent de régler la crise constitutionnelle décrite dans ce recours collectif. À cet égard, les demandeurs et les membres du groupe font valoir le besoin urgent d'un jugement déclaratoire provisoire.

176. Les demandeurs et les membres du groupe réclameront des dommages-intérêts pour violation de délits domestiques tels que négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, faute professionnelle, séquestration et complot. Les demandeurs et les membres du groupe demandent également des dommages-intérêts pour les violations du droit international coutumier, les interdictions de crimes contre l'humanité, les comportements cruels, inhumains ou dégradants et les délits de génocide et d'apartheid.

177. Les demandeurs et les membres du groupe sont prêts à fournir plus de détails concernant les causes d'action immédiatement après une audience sur les contestations constitutionnelles.

178. Les Demandeurs et Membres du Groupe réclament des dommages-intérêts, pécuniaires et non pécuniaires, exemplaires, spéciaux et punitifs pour les manquements énumérés dans cette demande. Les demandeurs et les membres du groupe ont été lésés par ces actes répréhensibles et ont droit à une indemnisation.

DAMAGES

179. Les demandeurs et les membres du groupe réclament des dommages-intérêts tels qu'énoncés dans la claim. Comme les dommages se poursuivent, les demandeurs ne peuvent actuellement fournir que des estimations des dommages. Les demandeurs et les membres du groupe fourniront plus de détails après une audience sur les contestations constitutionnelles.

CONCLUSION

180. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent qu'il est impératif que cette honorable Cour saisisse cette occasion pour examiner en profondeur les relations et les programmes qui semblent être aux commandes de la pandémie mondiale de Covid-19. Ces relations ont fonctionné ensemble pendant de nombreuses années pour créer un réseau complexe de fumée et de miroirs provoquant confusion et diversion tandis que des programmes plus néfastes semblent se dérouler en arrière-plan sur la scène mondiale. Bien que les réponses ne soient pas simples, cela ne veut pas dire que ce n'est pas le moment de commencer à poser des questions. Pour commencer à relier les points et à forcer les vérités bardes dans la lumière.

181. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que les paroles qui donnent à réfléchir du cardinal Raymond Leo Burke, du Wisconsin, États-Unis, cardinal de la Sainte Église catholique romaine, en prononçant un sermon aux fidèles le 13 décembre 2020, font écho à ce besoin de discussion, surveillance et intervention : 116

C'est le cœur troublé et lourd que je m'adresse à vous au moment où notre nation traverse une crise qui est une atteinte à nos institutions libres et démocratiques. "

" ... La propagation mondiale du matérialisme marxiste qui a déjà causé la destruction et la mort à tant de vies et qui a menacé les fondements de notre nation pendant des décennies et semble maintenant s'emparer du pouvoir gouvernant notre nation pour atteindre des gains économiques si que nous devenions dépendants du Parti communiste chinois une idéologie totalement opposée aux familles chrétiennes...

"Crise la plus alarmante ... le mystérieux virus de Wuhan dont la nature et la prévention les médias de masse nous donnent quotidiennement des informations contradictoires ... puis il est utilisé par certaines forces hostiles aux familles et à la liberté des nations pour faire avancer leur programme diabolique."

"Ces forces nous disent que nous sommes maintenant les sujets de la "Grande Réinitialisation", la "Nouvelle Normale" qui nous est dictée par leur manipulation des citoyens et des nations par l'ignorance et la peur.

« L'entrée de la crise dans le monde et l'église sont profondes pour tous !

d'entre nous. » Et enfin

"Les forces du monde nous isoleraient pour nous faire croire que nous sommes seuls et dépendants des forces laïques qui nous rendraient esclaves de leur programme impie et meurtrier."

182. Les demandeurs et les membres du groupe soutiennent que leurs avocats participent à une alliance mondiale avec des avocats, des médecins et des scientifiques internationaux qui expriment une alarme et un soutien collectifs afin de traiter les mesures qui ont été adoptées dans le monde entier sans être soutenus par une autorité légale et une procédure régulière. Cette Alliance mondiale est disponible pour aider cette honorable Cour à traiter ces questions très sensibles et urgentes.

<https://www.youtube.com/watch?v=fWENECMqRGU>.

183. Les demandeurs et les membres du groupe effectuent la signification à l'extérieur de l'Ontario conformément à la règle

17.04(1) et invoquer la règle 17.02(f), (g), (h) des Règles de procédure civile, R.R.O. 1990,

Règl. 194.

184. Les demandeurs et les membres du groupe proposent que l'affaire soit jugée à Ottawa.

Date: January 11, 2021

ELDERS WITHOUT BORDERS

237 Argyle Ave
Ottawa, Ontario
K2P 1B8

MICHAEL SWINWOOD/LIZA SWALE

LSO# 14587R/LSO#49683H

T: 613-563-7474

F: 613-563-9169

spiritualelders@gmail.com

SCHEDULE "A"

Le mystère du confinement dévoilé. Tant de gens devraient maintenant se tenir dans le Dock et être jugés pour des actes contre les citoyens du monde.

La fraude au confinement mondial du Parti communiste chinois

Demande d'enquête fédérale accélérée sur la fraude scientifique dans les politiques de santé publique COVID-19

The CCP's Global Lockdown Fraud

To:

Federal Bureau of Investigation
935 Pennsylvania Avenue NW
Washington, D.C. 20535

CC:

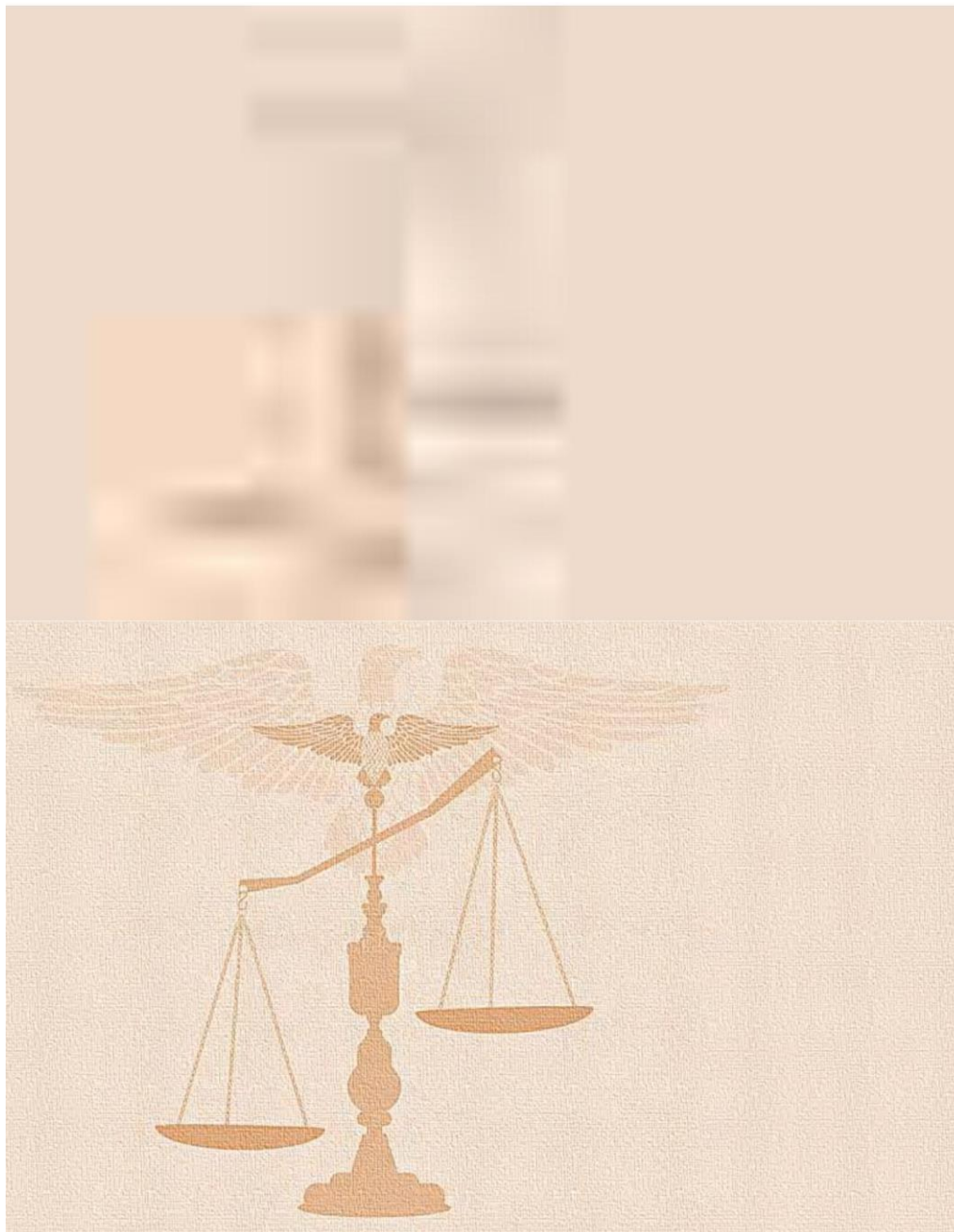
U.K. Security Service (MIS);
Australian Security Intelligence Organisation;
Canadian Security Intelligence Service;
Bundesnachrichtendienst;
U.S. Department of Justice

From:

Michael P. Senger, Attorney
Stacey A. Rudin, Attorney Dr.
Clare Craig, FRCPATH
Retired Brig. Gen. Robert Spalding
Randy Hillier, MPP Lanark, Frontenac & Kingston

Francis Hoar, avocat chez Law
Sanjeev Sabhlok, PhD
Brian O'Shea
Maajid Nawaz
Simon Dolan

Cette lettre ouverte est disponible en téléchargement au format PDF sur Scribd.



Nous écrivons cette lettre pour demander qu'une enquête fédérale soit ouverte et/ou accélérée concernant le débat scientifique sur les décisions politiques majeures pendant la crise du COVID-19. Au cours de notre travail, nous avons identifié des problèmes de nature potentiellement criminelle et pensons que cette enquête est nécessaire pour garantir que les intérêts du public ont été correctement représentés par ceux qui font la promotion de certaines politiques en matière de pandémie.

En période de crise, les citoyens se tournent naturellement vers les conseils de ceux qu'ils perçoivent comme des experts. Début 2020, le public s'est tourné vers l'avis des autorités scientifiques lorsqu'il a été confronté à une apparente épidémie virale. Peu de temps après, la plupart des pays ont suivi les conseils d'éminents scientifiques et mis en place des restrictions communément appelées « verrouillages ». Bien que les politiques variaient selon les juridictions, elles impliquaient en général des restrictions sur les rassemblements et les déplacements et la fermeture des écoles, des entreprises et des lieux publics, inspirées de celles imposées par le Parti communiste chinois (PCC) dans la province du Hubei. L'intervention des autorités fédérales dotées de pouvoirs de police peut être requise pour s'assurer que ceux qui ont promu ces politiques de verrouillage l'ont fait de bonne foi.

Cette lettre est destinée à attirer l'attention des autorités fédérales d'Australie, du Canada, d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis (les « Nations ») sur de multiples éléments de preuve concernant l'origine et le précédent historique des blocages ; la littérature scientifique et le débat qui les sous-tend ; la provenance et la qualité des protocoles et modèles de test COVID-19 prédominants ; les motivations, les préjugés et les qualifications de certains éminents partisans du verrouillage ; et la source des communications publiques entourant ces politiques.

1. Les blocages sont nés sur l'ordre de Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois, et ont été propagés dans la politique mondiale par l'Organisation mondiale de la santé avec peu d'analyse ou de logique

Les partisans du verrouillage ont souvent justifié leurs politiques en les comparant aux mesures prises pour lutter contre la pandémie de grippe espagnole un siècle auparavant. Selon les mots du juge William S. Stickrnan, statuant dans *Cnty. de Butler v. Wolf*, citant les travaux d'historiens éminents :

Bien que cette nation [les États-Unis] ait été confrontée à de nombreuses épidémies et pandémies et que les gouvernements étatiques et locaux aient utilisé une variété d'interventions en réponse, il n'y a jamais eu auparavant de confinement de populations entières - encore moins pour des périodes longues et indéfinies... Bien qu'il ne fait aucun doute que les États et les gouvernements locaux aient restreint certaines activités pendant une période limitée pour atténuer la grippe espagnole, il n'y a aucune trace d'imposition d'un confinement de la population en réponse à cette maladie ou à toute autre dans notre histoire.

Non seulement les blocages sont historiquement sans précédent en réponse à toute épidémie ou pandémie précédente de l'histoire américaine, mais ils ne sont pas autant mentionnés dans les récentes directives proposées par les Centers for Disease Control and Prevention (« CDC ») des États-Unis. Le juge Stickrnan poursuit :

En effet, même pour une pandémie de « très haute gravité » (définie comme comparable à la grippe espagnole), les directives prévoient uniquement que « le CDC recommande l'isolement volontaire à domicile des personnes malades » et « le CDC pourrait recommander la mise en quarantaine volontaire à domicile des membres du ménage exposés. dans les zones où circule la nouvelle grippe. Identifiant. à 32, tableau 10 (c'est nous qui soulignons). C'est loin, très loin d'un verrouillage à l'échelle de l'État ... HJ_

Le fait est que les blocages imposés à travers les États-Unis au début de 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19 sont sans précédent dans l'histoire de notre Commonwealth et de notre pays. Ils n'ont jamais été utilisés en réponse à aucune autre maladie dans notre histoire. Il ne s'agissait pas de recommandations formulées par le CDC. Ils étaient inconnus du peuple [de] cette nation jusqu'à cette année. Il semble que l'imposition de confinements à Wuhan et dans d'autres régions de Chine – une nation non limitée par le souci des libertés civiles et des normes constitutionnelles – ait déclenché un effet domino où un pays et un État, après l'autre, ont imposé des mesures draconiennes et jusqu'ici non essayées à leurs citoyens .

L'intuition du juge Stickrnan concernant la véritable histoire des blocages est conforme à l'opinion des plus grands spécialistes des maladies infectieuses. Donald Henderson, l'homme largement crédité de l'éradication de la variole, a écrit en 2006, « L'expérience a montré que les communautés confrontées à des épidémies ou à d'autres événements indésirables réagissent le mieux et avec le moins d'anxiété lorsque le fonctionnement social normal de la communauté est le moins perturbé. à notre connaissance, aucun scientifique n'a jamais publiquement soutenu l'imposition de confinements jusqu'à ce que Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), autorise personnellement le "verrouillage sans précédent de Wuhan et d'autres villes à partir du 23 janvier".[fil

Le secrétaire général Xi est peut-être mieux connu pour la punition de plus d'un million de fonctionnaires du PCC pour « corruption », ou l'élimination des limites des termes de la constitution chinoise.[fil. et, bien entendu, la rééducation et la "quarantaine"12.J. de plus d'un million de musulmans ouïghours et d'autres minorités « infectés par l'extrémisme ». province du Hubei.jjj] Le secrétaire général Xi a par la suite affirmé qu'il avait émis ces instructions au Comité permanent du Politburo du PCC le 7 janvier 2020,LLI.J. mais ses instructions n'ont jamais été révélées.

Le chef d'entreprise chinois Ren Zhiqiang a été condamné à 18 ans de prisonLII. pour une lettre ouverte dans laquelle il demandait que les instructions de Xi soient formulées Publique . .LI.11

Lorsque le verrouillage de la province du Hubei a commencé, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine a noté que « essayer de contenir une ville de 11 millions d'habitants est nouveau pour science... Le confinement de 11 millions de personnes est sans précédent dans l'histoire de la santé publique... "

Les observateurs des droits de l'homme ont également exprimé leurs préoccupations.Ilfil Mais ces préoccupations n'ont pas empêché l'OMS de louer avec effusion la réponse "sans précédent" du PCC jours après le début du verrouillage, et bien avant qu'il n'ait produit des résultats : "Les mesures prises par la Chine sont bonnes non seulement pour ce pays mais aussi pour le reste du monde". impressionné et encouragé par la connaissance détaillée du président [Xi Jinping] de l'épidémie » et le lendemain a félicité la Chine pour « avoir établi une nouvelle norme pour la riposte à l'épidémie ».Ilfil

En février 2020, le PCC avait commencé à signaler une baisse exponentielle des cas de COVID-19. Dans son rapport de février, l'OMS s'est emportée sur le triomphe de la Chine : Le secrétaire général Xi Jinping a personnellement dirigé et déployé les travaux de prévention et de contrôle... emphase ajoutée).

Peu de temps après, l'OMS a tenu une conférence de presse au cours de laquelle le directeur général adjoint Bruce Aylward – qui a ensuite interrompu une interview en direct lorsqu'on lui a demandé de reconnaître Taïwan[20] – a déclaré à la presse :

« Ce que la Chine a démontré, c'est que vous devez le faire. Si vous le faites, vous pouvez sauver des vies et prévenir des milliers de cas de ce qui est une maladie très difficile."12. Il (italiques ajoutés). Deux jours plus tard, dans une interview pour China Central Television (CCTV), Aylward l'a dit sans ambages : " Copiez la réponse de la Chine au COVID-19. ".[22.]. (italiques ajoutés).

Les recommandations de l'OMS sont notables pour deux raisons. Premièrement, la conclusion de l'OMS dans son rapport de février selon laquelle cette "réponse de santé publique plutôt unique et sans précédent en Chine a inversé l'escalade des cas".[2J.J. illustre le sophisme de post hoc, ergo propter hoc. S'il était possible qu'une courbe plus « plate » à Wuhan puisse être attribuée au verrouillage du PCC, il était au moins tout aussi probable que Wuhan avait simplement été témoin de l'évolution naturelle de ce « nouveau » pathogène. Il aurait dû être évident que la simple émission d'une politique "sans précédent dans l'histoire de la santé publique" ne signifiait pas automatiquement qu'elle était efficace - d'autant plus que les propres directives de l'OMS pour 2019 sur la grippe pandémique ne conseillaient pas la fermeture des frontières, la recherche de masse des contacts ou même la mise en quarantaine. des « personnes exposées » en toutes circonstances. [24]

De plus, l'OMS n'a même pas pris en compte la situation économique, la démographie ou même le nombre de cas de COVID-19 des autres pays - qui étaient très peu nombreux dans la plupart des pays - avant d'instruire le monde entier que "vous devez le faire". .[22 Cette conclusion du plus grand organisme de santé publique au monde était, au mieux, une négligence criminelle.12.fil

Les blocages sont une politique de Xi Jinping, et l'importance de ce fait ne peut pas être surestimée. L'idée de verrouiller un État ou un pays entier et de fermer de force ses entreprises et ses lieux publics n'a jamais été envisagée, jamais discutée et jamais mise en œuvre dans aucune littérature pandémique jusqu'à ce que cela soit fait par le secrétaire général Xi en janvier 2020. Les verrouillages n'ont jamais été essayés auparavant. 2020 et jamais testé avant 2020, même sur une base théorique. .[21 L'idée de « confinement » a été introduite dans l'histoire de l'humanité sur ordre du secrétaire général Xi ; autrement, il ne serait jamais entré dans l'imaginaire humain collectif. Chaque fois que quelqu'un approuve un verrouillage pour une durée quelconque, même quelques minutes, il approuve une politique de Xi Jinping. Le reste de cette lettre concerne la façon dont les blocages ont été intégrés à la politique mondiale de lutte contre les pandémies.

2. L'institution la plus influente pour les modèles Covid-19, auto-décrite comme "le meilleur partenaire académique de la Chine en Occident", a été de loin le modélisateur Covid-19 le plus alarmiste et inexact.

En février 2020, une équipe de l'Imperial College de Londres dirigée par le physicien Neil Ferguson a exécuté un modèle informatique qui a joué un rôle démesuré dans la justification des blocages dans la plupart des pays. L'Imperial College a prévu un certain nombre de résultats potentiels, notamment que, d'ici octobre 2020, plus de 500 000 personnes en Grande-Bretagne et 2,2 millions de personnes aux États-Unis mourraient des suites de COVID-19, et a recommandé des mois de mesures strictes de distanciation sociale pour empêcher ce résultat.12.fil. Le modèle prévoyait également que les États-Unis pourraient encourir jusqu'à un million de décès même avec des directives de « distanciation sociale renforcée », y compris « protéger les personnes âgées ».[2..2]. En réalité, fin octobre, selon le CDC et le National Health Service (NHS) du Royaume-Uni, environ 230 000 décès.Q.QJ. aux États-Unis et 37 000 décèsL1.II au Royaume-Uni avaient été attribués au COVID-19 (bien que les décès dus à toutes les autres causes principales - y compris les maladies cardiaques, le cancer et la grippe - aient mystérieusement diminué, Q1]. indiquant que même ces faibles les chiffres du CDC et du NHS sont largement surestimés).

Une étude menée par des chercheurs de l'UCLA et de l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME) a comparé la précision des modèles de diverses institutions prédisant la mortalité due au COVID-19. .QJJ À travers toutes les périodes, les modèles produits par l'Imperial College ont été mesurés comme ayant des taux d'erreur bien plus élevés que les autres - toujours par excès d'être trop élevés :

Les erreurs médianes en pourcentage absolu (MAPE) sur 12 semaines, reflétant les modèles produits en juillet et août, variaient de 22,4 % pour le modèle SIK-J Alpha à 79,9 % pour le modèle impérial. .. Les modèles Delphi et LANL de juillet ont sous-estimé la mortalité, avec des erreurs médianes en pourcentage de - 5,6% et -8,3% à 6 semaines respectivement, tandis que Imperial avait tendance à surestimer (+47,7%) et les modèles restants étaient relativement non biaisés ... Le modèle impérial avait des erreurs plus importantes, environ 5 fois plus élevées que les autres modèles en six semaines. Cela semble être largement attribuable à la tendance susmentionnée à surestimer la mortalité. À douze semaines, les valeurs de MAPE étaient les plus faibles pour le modèle IHME-MS-SEIR (23,7 %), tandis que le modèle impérial avait la MAPE la plus élevée (98,8 %) ... Dans les modèles les plus courants, la MAPE à 6 semaines entre les modèles était de 7,2 %.

L'imprécision d'Imperial continua sans relâche. En octobre 2020, le modèle de l'Imperial College prévoyait que le Royaume-Uni connaîtrait 2 000 décès par jour d'ici la mi-décembre..Q.11 En fait, les décès par jour au Royaume-Uni n'ont jamais atteint 400, par NHS. .Q21

Cinq ans plus tôt, le 21 octobre 2015, le secrétaire général Xi s'était personnellement rendu à l'Imperial College de Londres pour l'annonce d'une « série de nouvelles collaborations entre le Royaume-Uni et la Chine en matière d'éducation et de recherche », y compris « la nanotechnologie, la bio-ingénierie... et la santé publique ». .fil Il s'agit du seul voyage que Xi ait jamais effectué au Royaume-Uni en tant que secrétaire général ; le voyage n'a duré que quatre jours et n'a impliqué qu'une seule université : l'Imperial College de Londres. Dans un discours de bienvenue au secrétaire général Xi et à sa femme, Peng Liyuan, ambassadrice de bonne volonté auprès de l'OMS, la présidente de l'Imperial College, Alice Gast, s'est adressée au chancelier de l'Échiquier :

Chancelier, vous avez déclaré que vous visiez à faire du Royaume-Uni "le meilleur partenaire de la Chine à l'ouest". L'Imperial College London s'efforce d'être exactement cela, le meilleur partenaire académique de la Chine en Occident... En tant que premier partenaire de recherche de la Chine au Royaume-Uni, les universitaires et les étudiants de l'Imperial bénéficient d'une collaboration au quotidien.L1.fil (emphase ajoutée)

En 2019, Gast est devenu membre du Conseil de l'IA du Forum économique mondial, notamment pro-Chine.Q.21, avec l'expert chinois en IA et le capital-risqueur Kai-Fu Lee, et à ce jour, l'Imperial College continue de se présenter comme "le numéro un du Royaume-Uni collaborateur universitaire avec des institutions de recherche chinoises." [40]

En mars 2020, l'Imperial College a produit un rapport intitulé « Preuve du succès initial de la Chine sortant de la politique de distanciation sociale COVID-19 après la réalisation du confinement », concluant :

Pour la première fois depuis le début de l'épidémie, aucun nouveau cas confirmé causé par une transmission locale en Chine n'a été signalé pendant cinq jours consécutifs jusqu'au 23 mars 2020. Cela indique que les mesures de distanciation sociale adoptées en Chine ont conduit au contrôle du COVID-19 en Chine ... après une distanciation sociale très intense qui a entraîné le confinement, la Chine est sortie avec succès de sa politique stricte de distanciation sociale dans une certaine mesure.L±II

L'Imperial College n'avait aucun moyen de savoir si c'était en fait vrai - ne pas découvrir de cas ne signifie pas qu'ils n'existent pas, en particulier avec un virus qui n'est mortel que pour les plus vulnérables, et un régime avec une longue histoire de fraude - et sa conclusion contredisait directement celle de la communauté du renseignement américaine à peu près au même moment où la Chine avait intentionnellement déformé ses chiffres sur les coronavirus.[42] Dans une interview de décembre, Neil Ferguson a rappelé comment la Chine avait inspiré ses recommandations de verrouillage au Scientific Advisory Group for Emergencies (SAGE) du Royaume-Uni :

Je pense que le sentiment des gens sur ce qui est possible en termes de contrôle a changé de façon assez spectaculaire entre

Janvier et mars C'est un État à parti unique communiste, avons-nous dit. Nous ne pouvions pas nous en tirer dans

L'Europe, avons-nous pensé Et puis l'Italie l'a fait. Et on s'est rendu compte qu'on pouvait... Si la Chine n'avait pas fait

ça, l'année aurait été bien différente.H.TI

En période de panique, il est naturel que le public se concentre sur les pires résultats possibles. Ainsi, une institution prestigieuse produisant des modèles particulièrement alarmistes peut avoir un impact démesuré sur le discours politique. Dans ce cas, l'institution en question a non seulement commis une erreur constante et flagrante dans une seule direction - la "tendance à surestimer la mortalité" - mais avait également une relation particulière avec la Chine en tant que "meilleur partenaire universitaire occidental".

3. Des recommandations mortelles pour la ventilation mécanique précoce sont venues de Chine

Début mars 2020, l'OMS a publié des documents d'orientation pour les fournisseurs de COVID-19 aux travailleurs de la santé. [44] Les directives recommandaient de passer rapidement à la ventilation mécanique comme intervention précoce pour traiter les patients atteints de COVID-19, une rupture par rapport à l'expérience passée lors d'épidémies de virus respiratoires. [42 Ce faisant, ils ont cité les conseils présentés par des articles de revues chinoises, qui ont publié des articles en janvier et février affirmant que le « consensus d'experts chinois » appelait à la « ventilation mécanique invasive » comme « premier choix » pour les personnes souffrant de troubles modérés à détresse respiratoire sévère.[46] en partie pour protéger le personnel médical. Comme le Wall Street Journal l'a rapporté plus tard :

Au printemps dernier, les médecins ont mis les patients sous respirateurs en partie pour limiter la contagion à un moment où la façon dont le virus se propageait était moins claire, alors que les masques et les blouses de protection étaient rares. Les médecins auraient pu utiliser d'autres types d'appareils d'assistance respiratoire qui ne nécessitent pas de sédation risquée, mais les premiers rapports suggéraient que les patients qui les utilisaient pourraient pulvériser des quantités dangereuses de virus dans l'air, a déclaré Theodore Iwashyna, médecin de soins intensifs à l'Université du Michigan et au Département de Les hôpitaux des anciens combattants à Ann Arbor, Michigan.

À l'époque, a-t-il déclaré, les médecins et les infirmières craignaient que le virus ne se propage dans les hôpitaux. "Nous intubions les patients malades très tôt. Pas pour le bien des patients, mais pour contrer l'épidémie et sauver d'autres patients", a déclaré le Dr Iwashyna.

À New York et dans d'autres villes, l'utilisation précoce et souvent d'un respirateur est devenue un thème commun, et cela a eu des conséquences dévastatrices pour les patients. Hfil. Le 31 mars 2020, le Dr Cameron Kyle-Sidell, qui s'occupait de patients en soins intensifs parmi les hôpitaux les plus durement touchés de la ville de New York, a agi comme un premier dénonciateur, sonnait l'alarme sur le problème du ventilateur dans un communiqué largement partagé. vidéo:

Nous opérons sous un paradigme médical qui est faux... Je crains que ce traitement malavisé ne conduise à une quantité énorme de mal à un grand nombre de personnes en très peu de temps... Je ne connais pas la réponse finale à cette question. maladie, mais je suis tout à fait sûr que ce n'est pas un ventilateur... Cette méthode largement adoptée en ce moment même dans tous les hôpitaux du pays... fait en fait plus de mal que de bien. [49]

Une interview d'avril Reuters avec des dizaines de médecins spécialistes a clairement montré que la surutilisation des ventilateurs mécaniques était devenue un problème mondial : "Beaucoup ont souligné les risques d'utiliser les types les plus invasifs d'entre eux - les ventilateurs mécaniques - trop tôt ou trop fréquemment, ou de la part de non-spécialistes les utilisant sans formation appropriée dans des hôpitaux débordés. »liQJ.

En mai 2020, il était de notoriété publique dans la communauté médicale que l'utilisation précoce d'un ventilateur blessait, n'aidait pas, les patients COVID-19, et que des mesures moins invasives étaient en fait très efficaces pour aider à la récupération.jôj] Une étude de la ville de New York a trouvé un Taux de mortalité de 97,2 % parmi les personnes de plus de 65 ans qui ont reçu une ventilation mécanique.Œ2J_ Les directives sur les ventilateurs « à action précoce » que l'OMS a distribuées dans le monde ont tué des milliers de patients innocents ; l'OMS a obtenu ces conseils de la Chine.

4. Les protocoles de test PCR prédominants et extrêmement inexacts dans le monde sont basés sur des séquences de génome théoriques incomplètes fournies par la Chine

Les virologues Victor Cornnan et Christian Drosten ont dirigé la création exceptionnellement rapide du premier test PCR COVID-19 (le « protocole Cornnan-Drosten »);Œl_ c'est maintenant le protocole de test le plus couramment utilisé dans le monde pour détecter le SRAS -Virus CoV-2 qui peut, dans certains cas, conduire à la maladie COVID-19. (Comme indiqué ci-dessous, la Cour d'appel de Lisbonne a conclu que ce test PCR produisait jusqu'à 97 % de faux positifs). Corman et Drosten ont reçu les séquences génomiques in silico (théoriques) utilisées pour créer leur protocole PCR par des scientifiques chinois, dont Yong-Zhen Zhang et Shi Zhengli, directeur de l'Institut de virologie de Wuhan.li1]_ (Ces séquences génomiques ont ensuite été publiées sur le dépôt open-source Virological.org le 10 janvier 2020). Le protocole Cornnan-Drosten a été soumis à l'OMS le 13 janvierŒ.2 huit jours avant la date à laquelle il a été soumis à la revue médicale Eurosurveillance pour « examen par les pairs ».Œfil

L'OMS a publié le protocole Corran-Drosten le 21 janvier, le jour même où il a été soumis à Eurosurveillance. [60] Le protocole Corran-Drosten a été accepté par Eurosurveillance dès le lendemain, le 22 janvier (le même jour où l'OMS a confirmé la transmission interhumaine). [60] un délai d'exécution extraordinairement rapide ; L'examen par les pairs des revues scientifiques est un processus intensif nécessitant l'identification et l'intervention d'examineurs externes, ce qui prend généralement des semaines, voire des mois. Sur les 1 595 publications d'Eurosurveillance depuis 2015, aucun autre document de recherche n'a été examiné et accepté en moins de 20 jours . [60] Le processus d'examen par les pairs d'Eurosurveillance exige également une déclaration de l'auteur qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts, ce qui était, dans ce cas, une fausse déclaration. [60] Ce délai extraordinairement rapide a rendu impossible la publication de tout autre protocole PCR avant la Corran-Drosten Protocol, qui a été publié sur PubMed le 23 janvier.

Le biologiste moléculaire Pieter Borger et son équipe ont soumis une demande de rétractation pour le protocole PCR Corran-Drosten. [64] Selon le rapport de Borger, le flux de travail du test PCR de Corran-Drosten contient plusieurs erreurs fatales. Le problème le plus flagrant est le fait qu'au moment où le protocole a été soumis, il n'y avait aucune bonne raison de croire que des tests PCR à grande échelle seraient même nécessaires :

Les auteurs présentent le contexte de leur travail scientifique comme suit : « L'épidémie en cours du nouveau coronavirus récemment apparu (2019-nCoV) constitue un défi pour les laboratoires de santé publique car les isolats de virus ne sont pas disponibles alors qu'il existe de plus en plus de preuves que l'épidémie est plus répandue qu'on ne le pensait initialement, et la propagation internationale par les voyageurs se produit déjà.

Selon BBC News. [64] et Google Statistics. [64], il y a eu 6 décès dans le monde le 21 janvier 2020 - le jour où le manuscrit a été soumis. Pourquoi les auteurs ont-ils assumé un défi pour les laboratoires de santé publique alors qu'il n'y avait aucune preuve substantielle à l'époque pour indiquer que l'épidémie était plus répandue qu'on ne le pensait initialement ? (italique ajouté)

Le rapport de Borger précise ensuite dix défauts majeurs du protocole Corran-Drosten, le plus gros problème étant le fait que l'ensemble du test est basé sur des séquences *in silico* (théoriques) fournies par la Chine :

Le premier et principal problème est que le nouveau Coronavirus SARS-CoV-2 (dans la publication nommée 2019-nCoV et en février 2020 nommé SARS-CoV-2 par un consortium international d'experts en virus) est basé sur des séquences *in silico*, fournies par un laboratoire en Chine. [64] parce qu'à l'époque ni le matériel de contrôle du SRAS-CoV-2 infectieux ("vivant") ou inactivé ni l'ARN génomique isolé du virus n'étaient disponibles pour les auteurs. À ce jour, aucune validation n'a été effectuée par la paternité sur la base de virus SARS-CoV-2 isolés ou de

De plus, les amorces et les sondes du protocole de Drosten sont incomplètes et non spécifiques ; les concentrations d'amorces sont quatre à cinq fois trop élevées ; la teneur en GC (force de connexion) est beaucoup trop faible ; la différence de température de recuit dans les paires d'amorces est jusqu'à cinq fois trop élevée ; les produits PCR n'ont pas été validés au niveau moléculaire, rendant le test inutile en tant qu'outil de diagnostic spécifique pour identifier le SARS-Co V-2 ; et - étant donné que le protocole a été accepté pour publication juste un jour après sa soumission à Eurosurveillance - il n'a manifestement jamais été soumis à un examen sérieux par les pairs.

Le protocole PCR de Corran et Drosten a donc toutes les indications d'être frauduleux.

En juin, une étude évaluée par des pairs a été publiée comparant l'exactitude des protocoles de test PCR COVID-19 sur la liste restreinte recommandée par l'OMS. Le protocole PCR développé par le CDC (le N2 US CDC protocol). Il est également basé sur des séquences génomiques in silico fournies par la Chine - n'a guère mieux fait que le protocole Corran-Drosten :

Les tests E Charité [Corran-Drosten] et N2 US CDC étaient positifs pour tous les échantillons, y compris les échantillons négatifs et les contrôles négatifs (eau) . .[Q2]_

Ensemble, ces deux protocoles PCR représentent la grande majorité des tests PCR COVID-19 effectués dans les Nations. .[IQ]_ Les deux s'appuient sur des séquences in silico de Chine, et les deux produisent des résultats extrêmement inexacts, testant positifs pour tous les échantillons, y compris les échantillons négatifs et l'eau plate.

5. Les protocoles de test PCR prédominants et excessifs venaient de Chine

Conformément aux recommandations de l'OMS et d'autres autorités de santé publique, d'innombrables laboratoires se sont lancés dans des tests PCR de masse pour le virus SARS-Co V-2. Le concept de "seuils de cycle" est fondamental pour les tests PCR. Le test PCR amplifie la matière génétique d'un virus par cycles ; moins il faut de cycles, plus la quantité de virus, ou de charge virale, dans l'échantillon est élevée. Plus la charge virale est élevée, plus le patient est susceptible d'être contagieux. Ainsi, plus le seuil du cycle PCR est élevé, plus la quantité de charge virale nécessaire pour déclencher un test PCR positif est faible.

Si le seuil du cycle PCR indiquant un « positif » est réglé trop haut, un résultat positif peut même ne pas indiquer une quantité significative de particules virales vivantes. Comme le Dr Anthony Fauci l'a mentionné dans une interview de juillet 2020, un seuil de cycle de 35 ou plus ne doit pas être considéré comme un résultat positif :

chapeau est maintenant en quelque sorte en train d'évoluer en un peu une norme ... si vous obtenez un seuil de cycle de 35 ou plus ... les chances qu'il soit sûr de la répllication sont minuscules ... Donc, je pense que si quelqu'un arrive avec 37, 38, même 36, vous devez dire, vous savez, c'est juste des nucléotides morts, point final .. [12.1 (emphasis ajouté)

L'OMS a publié ses directives actuellement en suspens sur les tests de laboratoire pour le COVID-19 le 19 mars 2020. .(TIJ. Les directives de l'OMS ne contenaient que trois études sur les seuils de cycle de PCR. Les trois études[74] proviennent de Chine et utilisent des seuils de cycle de 37 à 40 : « Une valeur de seuil de cycle (valeur Ct) inférieure à 37 a été définie comme un test positif, et une valeur Ct de 40 ou plus a été définie comme un test négatif.".[12

Comme décrit par le New York Times, la plupart des laboratoires et des fabricants aux États-Unis fixent désormais leur seuil pour un test PCR positif à partir des seuils de 37 à 40 cycles : « La plupart des tests fixent la limite à 40, quelques-uns à 37. Cela signifie que vous sont positifs pour le coronavirus si le processus de test a nécessité jusqu'à 40 cycles, ou 37, pour détecter le virus. auront été amplifiés à plus de 500 milliards de dollars.

Les médecins interrogés par le New York Times ont convenu avec le Dr Fauci que tout ce qui dépasse les seuils de 35 cycles est trop sensible. "Un seuil plus raisonnable serait de 30 à 35", a déclaré Juliet Morrison, virologue à UC Riverside. Dr Michael Mina, épidémiologiste au Harvard T.H. Chan School of Public Health, a déclaré qu'il fixerait le chiffre à 30, voire moins. En utilisant les normes de test actuelles avec des seuils de 37 à 40 cycles :

Dans trois ensembles de données de test qui incluent des seuils de cycle, compilés par des responsables du Massachusetts, de New York et du Nevada, jusqu'à 90 pour cent des personnes testées positives ne portaient pratiquement aucun virus, un examen du Times a révélé ... Dans le Massachusetts, de 85 à 90% des personnes testées positives en juillet avec un seuil de cycle de 40 auraient été considérées comme négatives si le seuil était de 30 cycles, a déclaré le Dr Mina. "Je dirais qu'aucune de ces personnes ne devrait être recherchée, pas une seule", a-t-il déclaré. .[11]. (emphase ajoutée).

Dans un récent arrêt, la Cour d'appel de Lisbonne a conclu : « Au vu des preuves scientifiques actuelles, ce test se révèle incapable de déterminer au-delà de tout doute raisonnable qu'une telle positivité correspond, en fait, à l'infection d'une personne par le SRAS. -Virus CoV-2.".[Ifil Les deux raisons les plus importantes à cela, ont déclaré les juges, sont que "la fiabilité du test dépend du nombre de cycles utilisés" et que "la fiabilité du test dépend de la charge virale présente". "[12.J.

Le tribunal a cité une étude menée par « certains des plus grands spécialistes européens et mondiaux », montrant que si une personne était testée positive pour COVID-19 à un seuil de cycle de 35 ou plus, la probabilité que cette personne soit réellement infectée est inférieure à 3% , et que "la probabilité de... recevoir un faux positif est de 97 % ou plus".li.QJ.

Pour connaître, sur la base des directives publiées par l'OMS citant trois études menées en Chine, les laboratoires et les fabricants des États-Unis et de nombreux autres pays utilisent un seuil de cycle PCR de 37 à 40 pour les tests PCR COVID-19 qui ont été créés à l'aide d'in silico. séquences genome fournies par un laboratoire en Chine, en vertu desquelles le nombre de cas positifs de COVID-19 a été multiplié par dix à trente.Lfil.l

6. Des études montrant une transmission asymptomatique importante, la seule base scientifique pour le confinement des individus en bonne santé, sont venues de Chine

Le concept scientifique de « propagation asymptomatique » sous-tend la politique de « confinement ». Selon l'OMS, « les premières données en provenance de Chine suggéraient que des personnes sans symptômes pouvaient infecter d'autres. »^[1] Cette idée de propagation asymptomatique a été reflétée dans le rapport de février de l'OMS.^[2] Les "propagateurs" pourraient être responsables d'un nombre important de transmissions du SRAS-Co V-2.^[3] L'idée de tenter d'arrêter la propagation asymptomatique était un écart important par rapport aux directives et à l'expérience de santé publique en vigueur lors des précédentes pandémies de virus respiratoire.^[4]

Le concept de propagation asymptomatique importante était considéré comme une caractéristique nouvelle et unique du SRAS-Co V-2 sur la base de plusieurs études réalisées en Chine.^[5] Plusieurs études d'autres pays n'ont pu trouver aucune transmission du SRAS-Co V-2 provenant d'individus asymptomatiques.^[6]

Un article de l'Université McGill a conclu que « la transmission pendant la période asymptomatique a été documentée dans de nombreuses études », mais chacune de ces études a été menée en Chine ; là où des études en dehors de la Chine ont tenté de reproduire ces résultats, elles ont échoué. Une étude italienne a conclu que deux individus asymptomatiques testés positifs avaient été infectés par deux autres individus asymptomatiques, mais cela était basé sur 2 800 tests PCR ; étant donné le taux de faux positifs discuté ci-dessus, la conclusion est douteuse.^[7] Une étude influente du Brunei Darussalam a trouvé une propagation asymptomatique significative,^[8] mais ses conclusions sont considérablement affaiblies par une mauvaise définition des cas ; ses deux découvertes de propagation asymptomatique étaient celles d'une jeune fille sans symptômes qui aurait propagé le SRAS-CoV-2 à un enseignant qui avait "une toux légère un jour" et un père qui est resté asymptomatique mais dont la femme a brièvement eu un écoulement nez et dont le bébé a également eu une toux légère un jour.^[9]

Une étude allemande co-écrite par Christian Drosten a affirmé avoir trouvé « la transmission de l'infection au 2019-nCoV à partir d'un contact asymptomatique en Allemagne »,^[10] mais les chercheurs n'ont pas réellement parlé à la femme avant de publier l'article, et les responsables ont confirmé plus tard qu'elle a, en fait, présenté des symptômes pendant son séjour en Allemagne. ^[11]

En l'absence de ce concept de propagation asymptomatique importante, il n'y a aucun argument scientifique pour enfermer des personnes en bonne santé. Ce concept de transmission asymptomatique importante du SRAS-Co V-2, et les études qui le soutiennent, sont venus de Chine.

7. Le PCC s'est engagé dans une campagne de propagande précoce, large, systématique et mondiale pour promouvoir sa réponse au confinement

Après avoir conclu que les blocages du PCC avaient « inversé l'escalade des cas » en Chine, l'OMS n'était pas la seule à implorer le monde de « copier la réponse de la Chine au COVID-19 ». À partir du même jour où le PCC a enfermé la province du Hubei, des vidéos « divulguées » de Wuhan ont commencé à inonder les sites de médias sociaux internationaux, notamment Facebook, Twitter et YouTube – qui sont tous bloqués en Chine – prétendant montrer les horreurs de l'épidémie de Wuhan et la gravité de son verrouillage, dans des scènes assimilées à *Zombie/and* et *The Walking Dead*.^[12] Les comptes officiels chinois ont largement partagé une image d'une aile d'hôpital soi-disant construite en une journée, mais qui montrait en réalité un appartement à 600 miles de là. ^[13]

Puis, à partir de mars 2020, le monde entier a été bombardé de propagande vantant les mérites de l'approche musclée de la Chine.^[14] Les médias d'État chinois ont acheté de nombreuses publicités sur Facebook.^[15] faisant la publicité de la réponse à la pandémie de la Chine (qui s'est déroulée sans l'avertissement politique requis de Facebook), et a commencé à décrire à tort « l'immunité collective » - le point final inévitable de chaque épidémie soit par l'immunité acquise naturellement^[16] ou la vaccination - en tant que "stratégie" violant les "droits de l'homme".^[17] La Suède, dont les dirigeants ont été les seuls à éviter les blocages, est devenue une cible principale de la campagne de propagande du PCC.^[18] Selon les termes du *Global Times*, un journal d'État chinois :

Les analystes chinois et les internautes doutent de l'immunité collective et l'ont qualifié de violation des droits de l'homme, citant une mortalité élevée dans le pays par rapport aux autres pays d'Europe du Nord. "Les soi-disant droits de l'homme, la démocratie, la liberté vont dans la mauvaise direction en Suède, et les pays qui sont extrêmement irresponsables ne méritent pas d'être l'ami de la Chine... "IIQII

C'était, bien sûr, avant que l'OMS n'adopte la stratégie audacieuse et contradictoire de tenter de réécrire la définition historique de l'immunité collective. Pas plus tard qu'en juin 2020, la définition de l'immunité collective de l'OMS incluait à juste titre « l'immunité développée lors d'une infection précédente » - mais le 15 octobre 2020, l'OMS a effectivement effacé de son site Web la longue histoire de l'immunité acquise naturellement :

L'«immunité collective», également appelée «immunité de la population», est un concept utilisé pour la vaccination, dans lequel une population peut être protégée contre un certain virus si un seuil de vaccination est atteint.

L'immunité collective est obtenue en protégeant les personnes contre un virus, et non en les y exposant. [102]

(italique ajouté)

Le porte-parole officiel de la Chine, Hua Chunying, a publié une vidéo d'une fillette de 7 ans récitant l'importance d'une stricte distanciation sociale entre les enfants. [IQ}J_ Simultanément, des centaines de milliers de publications clandestines sur les réseaux sociaux, qui ont ensuite été signalées comme parrainées par l'État, ont exprimé leur admiration pour les blocages de la Chine et ont souhaité que les gouvernements du monde entier les imitent, tout en dénigrant les gouvernements et les dirigeants mondiaux qui n'ont pas réussi à emboîter le pas : [104] les gouvernements, y compris, mais sans s'y limiter : Nigeria, LI.Q21 Ghana, [IQ.fil Afrique du Sud, [I.Q1]. Namibie, ll.Qfil. Kenya, ll.Q2J. France, .LI.lQJ. Espagne, llill Colombie, .LI..Ul Brésil, .LI..LI.1 Argentine, .LI.H]. Canada, LI..LI.J. Australie, il.l.fil Inde, .LI..lll Allemagne, .LI.l.le Royaume-Uni, .LI.l2J. et les États-Unis. [120] Non seulement cette citoyenneté mondiale est très pauvre, mais surtout à la lumière de la science douteuse discutée ci-dessus, il vaut la peine de se demander si ces publications sur les réseaux sociaux étaient destinées à vulgariser les blocages comme une fin en soi.

Lorsque l'Italie est devenue le premier pays hors de Chine à se verrouiller, des experts chinois sont arrivés le 12 mars et deux jours plus tard, ils ont conseillé un verrouillage plus strict : « Il y a encore trop de gens et de comportements dans la rue pour s'améliorer. » L.lm Le 19 mars, ils ont répété que le verrouillage de l'Italie n'était "pas assez strict". "Ici à Milan, la zone la plus difficile du COVID-19, il n'y a pas de confinement très strict... Nous avons besoin que chaque citoyen s'implique dans la lutte contre COVID-19 et suive cette politique. "llm

La société chinoise DJI a fait don de drones à 22 États américains pour aider à faire respecter les règles de verrouillage.[124] Des mois plus tard, DJI a été mis sur liste noire par les États-Unis pour avoir « permis des violations des droits de l'homme à grande échelle en Chine par le biais de collectes et d'analyses génétiques abusives ou d'une surveillance de haute technologie, et/ou facilité l'exportation d'articles par la Chine qui aident les régimes répressifs... » I.Ll.2 Le 7 juillet, le directeur du FBI, Christopher Wray, a révélé que le PCC avait même spécifiquement approché des politiciens locaux pour approuver sa réponse à la pandémie :

[Nous avons entendu des responsables fédéraux, étatiques et même locaux que les diplomates chinois exhortaient de manière agressive à soutenir la gestion par la Chine de la crise du COVID-19. Oui, cela se produit à la fois au niveau fédéral et au niveau des États. Il n'y a pas si longtemps, nous avions un sénateur d'État qui a même récemment été invité à présenter une résolution soutenant la réponse de la Chine à la pandémie. .LlI.fil

La Chine détient des participations financières dans pratiquement tous les principaux médias. .fil Le PCC a façonné les récits scientifiques des médias en faisant constamment la promotion du mensonge selon lequel « la Chine contrôlait le virus », ll.2.J. qui est, bien sûr, un mensonge éhonté.ll.lQJ. Néanmoins, en encourageant les publications grand public à répéter le mensonge selon lequel « la Chine contrôlait le virus », le PCC a normalisé ce mensonge et s'est assuré que ses données falsifiées restent partie intégrante du discours scientifique.

19 . .L.LlI }

L'importance de la campagne de propagande de verrouillage mondial de la Chine est l'intention qui la sous-tend. Alors que les problèmes scientifiques décrits ci-dessus - négligence criminelle de l'OMS, modèles de mortalité alarmistes, tests PCR douteux et mauvaises études sur la transmission asymptomatique - pourraient théoriquement être attribués à l'incompétence, la propagande du PCC est une preuve de délibération. Une science bâclée peut être honteuse sur le plan professionnel, mais ce n'est ni un crime ni un défaut moral. La possibilité de corruption et de fraude, par contre, est une autre affaire.

8. De nombreux scientifiques pro-lockdown éminents montrent un biais pro-chinois évident

Non seulement les verrouillages ont été blancs dans la science avec un manque choquant de débat scientifique, mais de nombreux scientifiques ont fait preuve d'une déférence envers la Chine dans l'évaluation de la poursuite des politiques de verrouillage. Ces scientifiques ont toujours fait l'éloge de la Chine, et beaucoup semblent fonctionner sur l'hypothèse que la Chine a, en fait, éliminé les cas nationaux de COVID-19 comme le prétend le PCC, alors qu'en fait cette affirmation est un mensonge, comme l'a confirmé la communauté du renseignement. .L.LlJ.l

Inutile de dire que la prononciation de grandes décisions de politique publique sur la base de cette hypothèse erronée peut avoir des conséquences dévastatrices.

Dans une interview accordée en mai 2020 à la télévision centrale de Chine, Richard Horton, rédacteur en chef du célèbre journal médical The Lancet, a fait l'éloge des blocages de la Chine :

C'était non seulement la bonne chose à faire, mais cela montrait aussi aux autres pays comment ils devaient réagir face à une menace aussi aiguë. Donc, je pense que nous avons beaucoup à remercier la Chine pour... .L.L11J.

En juillet, Horton a réitéré sa gratitude envers la Chine, en tweetant : "En effet. La Chine ne devrait pas être 'blamée'. À notre avis, nous devrions remercier les scientifiques et les agents de santé chinois pour leur engagement incroyablement désintéressé à attaquer cette épidémie. Ils méritent notre gratitude inconditionnelle. « I.L1.2 Et en août, Horton a encore doublé dans un morceau à pleine gorge qui avait étonnamment peu à voir avec la santé :

Le "siècle d'humiliation", où la Chine était dominée par un Occident à l'esprit colonialiste et le Japon, n'a pris fin qu'avec la victoire des communistes dans la guerre civile en 1949... Tous les dirigeants chinois contemporains, y compris Xi Jinping, ont vu leur tâche de protéger la sécurité territoriale conquise par Mao et la sécurité économique réalisée par Deng.L.L1.fil

Le 8 octobre, le Lancet a publié une approbation retentissante de la réponse pandémique de la Chine :

Contra réussi de la Chine ! of COVID-19.II.111 Cet article a été très apprécié par Chen Weihua, chef du bureau du China Daily EU :

Malgré l'ignorance de nombreux occidentaux, cet article de The Lancet est un puissant soutien à la réponse pandémique réussie de la Chine. Je déteste lire les histoires de ces journalistes paparazzi qui sont des experts en filature mais qui ont peu de connaissances en science.II.Ifil

Des scientifiques chinois ont par la suite publié un article dans The Lancet affirmant que le SRAS-CoV-2 était originaire de l'Inde, au milieu des escarmouches frontalières en cours avec l'Inde. et Global Times a claironné que le coronavirus n'était pas venu d'Australie.[140]

William A. Haseltine, président du conseil d'administration de l'US-China Health Summit depuis 2015, a également réservé de grands éloges à la Chine. En octobre 2020, China Daily a diffusé une chronique de Haseltine dans laquelle il a remarqué la ligne du parti du PCC contre la Suède, réprimandant le pays pour avoir choisi de « renoncer aux blocages » et de fonder sa stratégie sur « l'immunité collective », pour laquelle il déclare faussement que la « Suède Les taux d'infection et de mortalité au COVID-19 étaient parmi les plus élevés au monde :

Mais fonder une stratégie de réponse pandémique sur l'hypothèse que l'immunité collective est inévitable - vaccin ou pas de vaccin - c'est offrir à un virus une voie de moindre résistance. Ce fut le cas en Suède, où les décideurs politiques ont décidé de renoncer aux blocages et aux fermetures d'entreprises au profit d'avis plus cléments sur le port de masques et la distanciation sociale. Sans surprise, les taux d'infection et de mortalité consécutifs au COVID-19 en Suède étaient parmi les plus élevés au monde.

Au début de la pandémie, le 25 mars, Haseltine a également salué les mesures de la Chine contrairement aux États-Unis, dont la plupart n'avaient pas encore imposé de verrouillage : « Les mesures que les États-Unis prennent pour contrôler Covid-19 sont bien inférieures à ce qui a été fait en Chine selon @JNBPage dans @WSJ - <http://ow.ly/BS5R50yVDV2>. Pour plus de détails, voir une interview en quarantaine d'un Américain à Shanghai - <http://ow.ly/nz3050yVDX0>. Haseltine a poursuivi: "Deux mois de confinement dans la province du Hubei en Chine ont été levés, bien que Wuhan reste en quarantaine jusqu'au 8 avril. C'est un moment important et témoigne de l'efficacité des mesures de confinement." Llm Haseltine a de nouveau félicité la Chine sur 20 mai : « Il est possible d'éliminer le Covid sans médicaments ni vaccins efficaces. C'est ainsi qu'ils ont fait à Wuhan, Chine." [144]

Le 4 juin, Haseltine a de nouveau comparé négativement les États-Unis à la Chine : « Les mesures prises par la Chine pour protéger sa population par le biais de tests et de suivis sont vraiment impressionnantes. Les États-Unis, de l'autre côté, échouent. 15 : « Les États-Unis ont-ils fait [sic] tout ce qu'ils pouvaient pour contrôler Covid-19 ? Le Covid-19 peut être contenu sans vaccin ni médicament. La Chine est désormais proche de zéro nouvelle infection. ACCESS Health & the @RockefellerFdn ont exploré comment ils l'ont fait avec l'utilisation des technologies numériques. <http://ow.ly/I4Ch50BrEpJ>." [146]

Torn Frieden, ancien directeur du CDC, est un autre ardent défenseur des blocages de COVID-19. En 2015, « Frieden a fait l'éloge du partenariat de santé publique entre la Chine et les États-Unis », selon Global Times.[147] En 2017, Frieden a rejoint la Chine pour soutenir Tedros Adhanom en tant que directeur de l'OMS contre David Nabarro, du Royaume-Uni, toujours qualifié : « Tedros est un excellent choix pour diriger l'OMS. Au contraire, comme cela était largement connu à l'époque, Tedros avait aidé le gouvernement éthiopien à dissimuler trois épidémies de choléra pendant son mandat en tant que ministre éthiopien de la Santé publique.[149] En tant que haut responsable du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), désigné organisation terroriste par les États-Unis dans les années 1990, Tedros « a été un décideur crucial en ce qui concerne les actions des services de sécurité qui comprenaient le meurtre, la détention arbitraire et la torture d'Éthiopiens » et était "personnellement responsable de la répression brutale du peuple Amhara, utilisant l'argent de l'aide de manière sélective pour l'affamer et lui refuser l'accès aux services de base", - des crimes de guerre pour lesquels des accusations de génocide ont récemment été déposées contre lui devant la Cour pénale internationale au La Haye.L.Ll.QJ.

Frieden a beaucoup voyagé dans toute la Chine en 2018 et 2019 pour des collaborations en santé publique, et il a fait l'éloge de la Chine depuis le début de la crise du COVID-19. Llm Frieden a salué la réponse de la Chine dès le début, écrivant pour CNN le 25 février : « L'extraordinaire cordon chinois de la province du Hubei et d'autres régions a acheté au monde au moins un quart de plomb pour se préparer. » Llm Dans une interview en avril, Frieden a déclaré China Global Television (CGTN) : "Le monde peut apprendre beaucoup de la Chine sur l'arrêt du COVID-19." Llm

Le 17 mars, Frieden a exhorté les États-Unis à augmenter l'expansion de la capacité hospitalière de la Chine : « Quand @voxdotcorn a publié ceci hier, je pensais que les hôpitaux devaient tripler leurs lits et leurs ventilateurs pour les patients atteints de #COVID19. Maintenant, les données suggèrent que nous avons besoin d'autant que 10x La Chine a construit des hôpitaux à lits LK en 8 jours, une action urgente est maintenant nécessaire aux États-Unis.

Le 1er avril, Frieden a tweeté les mêmes mots trois fois, louant la Chine et exhortant les États-Unis à intensifier leur réponse : "Je suis en colère". Amis et voisins malades et mourants. 2.9 : jours où l'action de Wuhan a acheté la Chine : <https://bit.ly/3bCxJFg>. 2.9 : nombre de MOIS gaspillés par les États-Unis sans augmenter la protection des DSS, les soins intensifs, les tests, la recherche des contacts, l'isolement, la quarantaine. Carnet de route : <https://bit.ly/2R3RtgW>. "Je.lm

En août, Frieden a fait l'éloge de la Chine à plusieurs reprises, contrastant son "succès" avec celui des États-Unis. le port est, le cas échéant, quasi universel. La semaine dernière, ils ont eu en moyenne 34 cas/jour. C'est un taux de cas inférieur à 1/5 000e de celui des États-Unis. d'un enseignement américain à Chengdu - où les blocages de Covid étaient strictement appliqués - examine les nuances de la vie en Chine et comment le pays a pu écraser la courbe. à Wuhan ! Eh bien, c'est la récompense pour avoir écrasé la courbe - vous revenez à la réalité proche de l'avant-Covid. Mais ce n'est probablement pas un objectif raisonnable pour la plupart des endroits, où le contrôle de la sirnnering est un scénario réaliste du meilleur des cas. "LLI.fil Et le 18 août : « La Chine a signalé un taux de cas inférieur à 1/5 000e des États-Unis ». Il nous est possible de contrôler Covid aussi si les Américains travaillent ensemble et soutiennent pleinement la santé publique." "LI.2.J.

Bien que ces individus soient uniques dans leur parti pris pro-Chine et pro-verrouillage, en tant que scientifiques, ils sont loin d'être seuls dans leurs liens apparents avec le PCC. En juin, les National Institutes of Health (NIH) ont révélé que 189 de leurs bénéficiaires avaient reçu des fonds non divulgués de la part de l'étranger.

gouvernements. .[IQQJ. Dans 93% des cas, y compris celui de Charles Lieber, président du département de recherche de Harvard, le financement non divulgué est venu de China.II.fil.I. membres du plan des mille talents du PCC pour coopter et inciter les scientifiques à transférer leurs recherches et leurs connaissances vers la Chine. le PCC", une "pom-pom girl pour un gouvernement responsable d'importantes crises humanitaires" à travers une série de sociétés écrans, dont la plus importante a été citée dans les Panama Papers.II.fü.I

Il n'y a rien d'immoral ou d'illégal à avoir simplement tort. Mais étant donné l'ampleur des décisions prises pendant la crise du COVID-19, si même une poignée de scientifiques influents sont incités à soutenir les blocages indépendamment de toute donnée ou résultat réel, cela peut avoir un impact démesuré sur l'opinion publique et politique.

9. De nombreux autres partisans influents du verrouillage ne sont tous deux malheureusement pas qualifiés pour conseiller les dirigeants mondiaux sur la politique de pandémie et montrent souvent un parti pris pro-chinois manifeste

En plus des nombreux scientifiques ayant des liens avec la Chine, un grand nombre d'individus terriblement non qualifiés se sont présentés au public et aux politiciens comme des experts en matière d'épidémiologie et de confinement du COVID-19, alors qu'en fait leurs antécédents révèlent qu'ils n'ont pas une telle expertise. . Beaucoup d'entre eux ont également fait preuve d'une déférence inhabituelle envers la Chine.

Le 25 janvier 2020, Eric Feigl-Ding, épidémiologiste au département de nutrition de Harvard avec peu d'expérience en maladies infectieuses, a écrit : " SAINTE MÈRE DE DIEU, le nouveau coronavirus est un 3.8 !!! Comme c'est mauvais ce R0 reproductif C'est un mauvais niveau pandémique thermonucléaire. "[164] C'était le premier d'une longue série de tweets alarmistes douteux, mais largement partagés par Ding, jusqu'alors inconnu, grâce auxquels il a gagné des centaines de milliers de Twitter adeptes et est devenu l'un des principaux défenseurs des mandats stricts de COVID-19, malgré son manque évident de qualifications.LI@

Ding est un ancien du World Economic Forum's Global Shapers, un groupe de jeunes qui considère Taiwan comme une partie de la Grande Chine. de s'adapter à une nouvelle normalité. " Il remplit son énorme Twitter après avoir irrité nombre de ses collègues, poussant l'épidémiologiste de Harvard Marc Lipsitch à le dénoncer comme un charlatan :

"OK, beaucoup de gens pensent qu'il s'agit d'un tiff intra-muros. Dans le sens où nous travaillons au @CCDD _ HSPH depuis une décennie et à @HarvardEpi depuis 25 ans pour établir l'épidémiologie ID comme domaine d'excellence et nous n'aimons pas un charlatan exploiter une connexion ténue pour l'auto-promotion, oui."LI@

La virologue de Columbia, Angela Rasmussen, est d'accord avec l'évaluation du Dr Lipsitch : "Eric Feigl-Ding est un charlatan. Si le Dr Lipsitch semble condescendant, c'est parce qu'EFD a à plusieurs reprises mis en évidence l'expertise qu'il n'a pas pour attirer l'attention. Il sensationnalise les données. et distribue carrément de l'information. Il est dangereux pour la santé publique et je le méprise aussi.".[1Q2]

Ces dénonciations des Drs. Rasmussen et Lipsitch sont remarquables en ce sens que tous deux ont soutenu des blocages limités et critiqué à la fois les scientifiques et les entrepreneurs pro et anti-confinement. Cependant, leurs dénonciations de Ding n'ont pas ralenti sa campagne Twitter, et il a continué à se présenter dans une tenue portée par un médecin, totalement inappropriée à son expérience de nutritionniste.LIIQI

Tomas Pueyo est un ingénieur et un MBA sans aucune formation en santé ou en épidémiologie qui s'est soudainement rendu compte d'un article du 10 mars sur le site d'auto-édition Medium intitulé « Coronavirus :

Pourquoi vous devez agir maintenant", dans lequel il a demandé aux dirigeants du monde entier d'instaurer des blocages sur le modèle chinois pour contrer l'augmentation des cas de COVID-19. "Le nombre total de cas a augmenté de manière exponentielle jusqu'à ce que la Chine le maîtrise. Mais ensuite, ça a coulé dehors, et maintenant c'est un pan de mie qu'aucun corps ne peut arrêter. "LIII (emphase ajoutée)

L'article de Pueyo est rapidement devenu viral et a été partagé des centaines de milliers de fois, y compris par de nombreuses célébrités. .LI12.J. Après qu'il soit devenu viral, Pueyo est parti en tournée pour conseiller les législateurs de l'État sur la mise en place des blocages.II.TI.1

Non seulement Pueyo n'était pas qualifié pour envoyer ce type de conseils épidémiologiques aux dirigeants mondiaux, mais l'article de Pueyo du 10 mars contient un certain nombre de signaux d'alarme. Premièrement, Pueyo plusieurs fois qualifie le coronavirus de « pandémique ». Cependant, au 10 mars, l'OMS n'avait pas encore déclaré le coronavirus pandémie,[174] et selon l'article, les cas représentaient moins de 0,0015% de la population mondiale. Dans l'article, Pueyo poursuit en implorant les dirigeants :

Mais dans 2 à 4 semaines, quand le monde entier sera confiné, quand les quelques précieux jours de distanciation sociale que vous aurez permis auront sauvé des vies, les gens ne vous critiqueront plus :

Ils vous remercieront d'avoir pris la bonne décision. (italique ajouté)

Non seulement le coronavirus n'était pas encore une pandémie, mais au 10 mars, il y avait moins de 200 cas dans l'ensemble du monde en développement en dehors de la Chine. Pueyo n'avait aucune bonne raison d'appeler le coronavirus une pandémie, aucune bonne raison de croire que le monde entier serait bloqué dans deux à quatre semaines et, surtout, aucune bonne raison de conseiller aux dirigeants mondiaux de se verrouiller.

Le 19 mars, Pueyo a publié un autre article de Medium intitulé "Le marteau et la danse", qui est à nouveau devenu viral, expliquant la stratégie que Pueyo a décrite comme "le marteau" - des verrouillages rapides et agressifs en cas d'épidémie - suivis de "la danse" - traçage, mesures de surveillance et de quarantaine . .L1.12

Le 22 mars, trois jours après la publication de « The Harnner and Dance » de Pueyo, un document stratégique du ministère fédéral allemand de l'Intérieur (BMI) intitulé « Comment maîtriser le COVID-19 » (plus tard surnommé « The Panic Paper ") a été secrètement distribué aux membres du parlement allemand et aux dirigeants de certains médias - ce document a joué un rôle démesuré en encourageant le gouvernement allemand à mettre en œuvre un verrouillage national en mars 2020. .L1fil Après que le BMI ait refusé de rendre public le Panic Paper en vertu de la loi sur la liberté d'information, il a été divulgué par FragDenStaat, un site de dénonciation.L111

Bien qu'il ait été publié trois jours seulement après l'article de Pueyo, le Panic Paper s'est fortement appuyé sur le travail de Pueyo, qualifiant la stratégie de verrouillage intermittent et de surveillance de « Hammer and Dance » sans citer Pueyo. Le terme "Hammer and Dance" n'a pas d'histoire en épidémiologie-Tomas Pueyo l'a inventé pour son article du 19 mars.l1fil

Depuis 2007.l1. 8.QJ. De 2005 à 2006, il a été professeur de langues à la Northwestern Polytechnical University à Xi'an, en Chine. Il dirige maintenant son propre blog appelé "rainbowbuilders.org" dans lequel il a décrit Hong Kong comme "parasite" l1.fil.1 et a loué le développement exemplaire du Tibet par la Chine. tout aspect de l'épidémiologie, de l'infectiologie ou de la santé publique, domaines dans lesquels il n'a aucune formation.

Maximilian Mayer est un autre co-auteur du Panic Paper.l1m Mayer a enseigné à l'Université de Nottingham à Ningbo en Chine et à l'Université de Tongji à Shanghai, et a été chercheur à l'Université Renmin de Pékin. LIB41 Mayer s'intéresse à la politique étrangère et énergétique de la Chine, politique climatique et relations internationales, et il a édité Rethinking the Silk-Road :

L'initiative chinoise "la Ceinture et la Route" et les relations eurasiennes émergentes.l1..8.2 Il est depuis retourné à l'Université de Bonn en tant que professeur junior de relations internationales.l1.8.fil Comme Pueyo et Kölbl, Mayer n'a aucune qualification apparente en épidémiologie, infectiologie , ou la santé publique, les domaines sur lesquels il a conseillé les dirigeants de Gernany via le Panic Paper.

Dès le plus tôt possible, le physicien Yaneer Bar-Yam a exhorté le monde entier à adopter la stratégie consistant à tenter d'éliminer entièrement le COVID-19, comme la Chine l'avait soi-disant fait en adoptant à l'échelle mondiale des mesures strictes de distanciation sociale. Le 2 février, Bar-Yam a salué la construction rapide supposée d'un hôpital par la Chine : « Un hôpital construit en quelques jours en Chine est désormais opérationnel. : « L'utilisation sans compromis et rigoureuse par la Chine de mesures non pharmaceutiques pour contenir la transmission du virus COVID-19 dans de multiples contextes fournit des leçons vitales pour la réponse mondiale. tous reconnaissent et remercient la Chine pour sa réponse agressive au coronavirus de Wuhan. Cela inclut l'arrêt de presque tous les voyages de leurs citoyens dans le monde pour éviter la contagion ailleurs. .org, qui a été bientôt traduit en 17 langues, exhortant les pays du monde entier à mettre en œuvre des blocages à la Wuhan. .L1.2.Q1

Bar-Yam a passé la majeure partie d'un an à admirer les blocages de la Chine - y compris le blocage meurtrier du PCC au Xinjiang - et à promouvoir l'utilisation des données de la Chine malgré les allégations de fraude. Le 18 juillet, Bar-Y am a fait l'éloge du confinement "en temps de guerre" de la Chine au Xinjiang : " 17 nouveaux cas, ont fermé la ville. Ne lui laissez aucune chance. Coronavirus chinois : " État de guerre " déclaré pour Urumqi au Xinjiang. « 11.2.II Ce même verrouillage a simultanément suscité une inquiétude incroyable parmi les observateurs des droits de l'homme et les militants en raison des actes de génocide concomitants du PCC au Xinjiang contre les musulmans ouïghours et d'autres minorités turques. .L1.22J.

Le 8 mars, Bar-Yam a défendu les données de la Chine, contrairement aux États-Unis : « En fait, les chiffres aux États-Unis sont sous-déclarés en raison du nombre limité de tests. C'est connu. Beaucoup ont dit que les chiffres en Chine sont sous-déclarés, personne n'a montré de preuves. Si vous l'avez, montrez-le ou asseyez-vous. » L1.2.TI Bar-Yam a réitéré ce sentiment le 14 mars : « Les spéculations sur les problèmes en Chine avec les données sont des projections. » [194] Le 29 mars, Bar-Yam a encouragé les États-Unis à imiter la Chine : « Nous avons besoin d'une restriction beaucoup plus large. Pourtant, la Chine a utilisé une telle stratégie de manière efficace. »11.22 Et, le 3 août, Bar-Yam a félicité la Chine : juillet."11.2fil

Pendant les crises, les citoyens confient aux experts les décisions politiques majeures. Que des individus se présentent devant le public et leurs dirigeants comme des experts en cas de crise alors qu'ils n'ont pas les qualifications nécessaires, c'est déjà assez grave ; s'ils sont d'une manière ou d'une autre incités à le faire, c'est bien pire.

10. Plusieurs hauts fonctionnaires nationaux de la santé parmi les nations ne sont absolument pas qualifiés et montrent un parti pris pro-chinois manifeste

La plus haute ministre de la Santé du Canada, Patty Hajdu, n'a apparemment aucune formation en infectiologie ou en épidémiologie, sa seule expérience en santé publique étant la toxicomanie et la prévention des blessures.11.21J. L'admiration de Hajdu pour la Chine remonte à un certain temps - en 2014, elle a conseillé :

"Ne croyez pas tout ce que vous lisez. Pure propagande de l'histoire du coucher de soleil chinois", partageant un article affirmant que les histoires de la Chine diffusant un coucher de soleil à Pékin étaient fausses.12.2.fil. Hajdu a d'abord reçu les éloges du porte-parole chinois à l'étranger, Hua Chunying, début février 2020 pour avoir refusé d'interdire les voyages en provenance de Chine : « Le Canada estime que l'interdiction d'entrée n'est pas fondée, ce qui contraste fortement avec les comportements américains. »12.2.J .

En avril, Hajdu a défendu les données chinoises sur les cas de COVID-19 : « Rien n'indique que les données provenant de Chine concernant leur taux de mortalité et leur taux d'infection aient été falsifiées de quelque manière que ce soit. rapport de renseignement contraire, Hajdu a réprimandé : « Je dirais que votre question alimente les théories du complot que de nombreuses personnes ont perpétrées sur Internet. » [201] Après cet échange début avril, Hajdu a été décrié dans la presse canadienne pour « pour éclairer ses propres citoyens sur la conduite d'un régime habituellement oppressif et mensonger. "[202] Mais Hajdu a ignoré cette couverture et a rapidement doublé juste un mois plus tard, louant les "efforts de confinement de l'histoire" de la Chine.[203]

Hajdu a continué en septembre, gagnant à nouveau l'aplomb de la CGTN pour avoir défendu la Chine : « très tôt, la Chine a alerté l'Organisation mondiale de la santé de l'émergence d'un nouveau coronavirus et a également partagé le séquençage du gène qui a permis aux pays de pouvoir produire rapidement des tests pour être en mesure de le détecter dans leur propre pays. » [204] Pour cela, Chen Weihua, chef du bureau du China Daily EU, a félicité Hajdu : « Le ministre canadien de la Santé Hajdu est un model. [205]

Hajdu a même obtenu un hochement de tête spécial du ministère chinois des Affaires étrangères : « Nous avons remarqué des rapports pertinents et applaudissons les remarques objectives et justes du ministre canadien de la Santé. »[206]

Comme l'a souligné le journaliste Spencer Fernando, "La propagande Patty... semble être l'une des seules personnes sur Terre à croire réellement aux chiffres officiels du virus de la Chine." :

« Monsieur le Président, savez-vous ce qui aidera la vie des Canadiens ? Si les députés d'en face et le chef de l'opposition empêchent leurs députés de partager de fausses nouvelles Canadiens au lieu de répandre des théories du complot. »[208]

Matt Hancock est un ancien économiste et fonctionnaire qui avait peu ou pas d'expérience en santé publique ou en sciences naturelles avant de devenir secrétaire à la Santé du Royaume-Uni. Avant COVID-19, Hancock aurait montré peu d'intérêt pour son rôle: "Pour lui, il s'agit de se pronoter et de l'utiliser comme un tremplin vers son prochain emploi", a déclaré un autre chef du NHS. "La technologie est le seul domaine dans lequel il a laissé sa marque... Mais sa conviction que la technologie peut résoudre bon nombre des difficultés du NHS l'a conduit à se moquer de lui par des personnes qu'il doit respecter." [209]

Hancock a été particulièrement intéressé par l'adoption de la technologie en provenance de Chine, rencontrant Kai-Fu Lee, PDG de la société chinoise de capital-risque Sinovation Ventures, en janvier 2018.12.1.Q1 (En 2019, Kai-Fu Lee a fait partie du Conseil de l'IA du World Economie Forurn avec la présidente du Collège Imperial Alice Gast).12.III En septembre 2018, Hancock a dirigé une « délégation d'entreprises britanniques parlant des technologies de la santé en Chine » : 12.ill"rn en Chine cette semaine pour envisager de collaborer avec nos homologues chinois pour exploiter la puissance de la technologie et de l'innovation dans le domaine de la santé."12.LIJ.

En avril 2020, la Commission nationale chinoise de la santé a rapporté que Hancock et son homologue chinois, Ma Xioawei, s'étaient entretenus par téléphone pour discuter d'une future collaboration pendant la crise du COVID-19 : « Hancock a fait l'éloge de l'engagement de la Chine dans la lutte contre le COVID-19. et la coopération sino-britannique pendant la pandémie, et a déclaré que le Royaume-Uni était disposé à renforcer les échanges et la collaboration avec la Chine... "[214] Trois semaines plus tard, CGTN a rapporté que Hancock et Ma avaient organisé une réunion numérique de hauts responsables de la santé. de la Chine et du Royaume-Uni dans le but d'accroître la coopération au milieu de la pandémie de COVID-19 et au-delà, notamment en discutant des « stratégies de levée du verrouillage : »

Hancock a déclaré qu'il appréciait la coopération entre les deux pays jusqu'à présent dans leur réponse commune à l'épidémie, et a exprimé que le Royaume-Uni est disposé à renforcer la coopération anti-épidémique avec la Chine et à utiliser les accords de prévention et de lutte contre l'épidémie comme une opportunité d'approfondir les accords bilatéraux. santé et coopération en santé mondiale... Ils ont tenu des discussions approfondies sur des sujets tels que les stratégies de levée du confinement et ont réitéré leur volonté de renforcer le partage d'expériences et la coopération technique pour protéger conjointement les populations des deux pays.12.1.2 (italiques ajoutés)

Pendant la crise du COVID-19, Christian Drosten a assumé le rôle du responsable de la santé le plus influent d'Allemagne, bien qu'en tant que virologue, il ait peu d'expérience en épidémiologie, infectiologie ou santé publique.12.1.fil Le rôle central de Drosten dans la création du Le test PCR COVID-19 extrêmement inexact a déjà été discuté. Lors d'une conférence de presse le 14 mai, Drosten a fait référence à: "ce concept dans la recherche pandémique de" Le marteau et la danse "", mais ce n'est pas vrai - comme discuté ci-dessus, le terme n'a pas d'histoire, il a été inventé par Tomas Pueyo le 19 mars.

Daniel Andrews, premier ministre de Victoria, en Australie, emploie plusieurs conseillers liés au PCC qui ont été impliqués dans ses politiques strictes en matière de pandémie. Danny Pearson, le député qui a dirigé les négociations d'Andrews sur la Ceinture et la Route, a salué la gestion par la Chine du coronavirus.12.111 L'employée de longue date d'Andrews, Nancy Yang, a suivi un cours de propagande dans une académie de haut niveau du PCC et a contribué à la propagation du COVID. -19 désinformation au début de la crise du COVID-19.12..1fil Le conseiller principal de Yang et Andrews pour la Chine, Marty Mei, sont membres du Conseil communautaire chinois d'Australie, la principale organisation du Front uni à Victoria.12.12J. Deux hauts responsables d'organisations liées à l'opération d'influence étrangère du Parti communiste chinois, Arthur Wu et Su Junxi, ont été choisis comme « ambassadeurs communautaires » de COVID-19 au sein du gouvernement d'Andrews. [220]

Andrews a précédemment signé l'initiative Belt and Road de Xi Jinping sans consulter le Premier ministre Scott Morrison, pour lequel il a été publiquement réprimandé. [21111 Des documents internes obtenus en vertu de la loi sur la liberté d'information montrent qu'Andrews sollicite de l'argent et de l'expertise auprès d'entreprises publiques chinoises lors de son voyage en Chine en octobre 2019, avec la promesse de « faciliter » leur accès à Victoria et de « collaborer » sur les plus grands projets de l'état. Victoria, a-t-il dit, deviendrait « la porte d'entrée de la Chine vers l'Australie ».[222]

En août 2020, la ville de Melbourne à Victoria est devenue la première ville australienne à mettre en œuvre le verrouillage de l'étape 4 – les restrictions les plus strictes, avec des couvre-feux et des amendes sévères. [223]

11. D'éminents partisans du verrouillage se sont montrés inhabituellement indifférents aux conséquences dévastatrices de leurs politiques

En plus de leur parti pris pro-chinois, les partisans du verrouillage se sont montrés étrangement obstinés dans leur soutien à ces politiques, continuant à promouvoir des mesures économiquement et socialement destructrices apparemment sans se soucier de leurs conséquences terrifiantes dans le monde réel ; tragiquement, ces conséquences ne sont que trop réelles.

Les données du site Web yelp.com ont montré que plus de 60 % des fermetures d'entreprises pendant la crise du COVID-19 sont désormais permanentes, ce qui représente plus de 97 000 entreprises perdues aux États-Unis.[224] Près de la moitié des petites entreprises détenues par des Noirs ont été anéanties.[225] Le taux de chômage aux États-Unis a atteint 14,7% et les autoroutes se sont encombrées de milliers de véhicules attendant leur tour dans les banques alimentaires.[226] Près de 5 % de la population du Royaume-Uni a eu faim au cours des trois premières semaines de confinement.[227]

Un sondage a révélé que 22 % des Canadiens éprouvaient des niveaux d'anxiété élevés, soit une multiplication par quatre par rapport à avant la crise de la COVID-19, tandis que le nombre de signalements de symptômes de dépression a doublé pour atteindre 13 %.[228] Plus de 40 États américains ont signalé une augmentation de la mortalité liée aux opioïdes.[229] Et, selon le CDC, malgré les tests PCR de masse et le nombre énorme de faux positifs, au moins 100 947 décès en excès en 2020 n'étaient pas du tout liés au COVID-19.[230]

Bien qu'ils courent peu de risques à cause du virus lui-même, les jeunes portent une part démesurée du fardeau du verrouillage. Plus de sept adultes sur dix âgés de 18 à 23 ans ont déclaré éprouver des symptômes courants de dépression.ill.1 Le CDC a révélé que les jeunes adultes de 25 à 44 ans ont connu la plus forte augmentation de décès « excédentaires » par rapport aux années précédentes, un bond étonnant de 26,5 %. [232] malgré le fait qu'il représente moins de 3% des décès dus au COVID-19. Cette augmentation a littéralement dépassé l'augmentation de la surmortalité des Américains plus âgés, qui courent un risque beaucoup plus élevé de décès par COVID-19. Étant donné que les jeunes courent un très faible risque de décès par COVID-19 - les 20-49 ans ont 99,98 % de chances de survivre au virus, selon les données du CDC - cette augmentation choquante des décès est en grande partie attribuable aux décès dus au "désespoir", en d'autres termes, des décès par confinement.[233]

Les suicides ont atteint des niveaux sans précédent dans le monde. "Nous n'avons jamais vu de tels chiffres en si peu de temps", a déclaré le Dr Mike deBoisblanc de Walnut Creek. "Je veux dire que nous avons vu une année de tentatives de suicide au cours des quatre dernières semaines. "[234] "Septembre 2020 a été le mois le plus élevé de tous les temps où nous avons vu des patients suicidaires admis dans notre centre médical", a déclaré Dr Kia Carter, directeur médical de la psychiatrie au Cook Children's Hospital.[235] Au Japon, les statistiques gouvernementales montrent que le suicide a fait plus de morts en octobre que le Covid-19 au cours de la dernière en type année à ce jour. [23 6]

Et, bien qu'ils ne courent pratiquement aucun risque de COVID-19, en raison des blocages, ce sont les enfants qui ont le plus souffert. Près d'un enfant sur quatre vivant sous le confinement du COVID-19, les restrictions sociales et les fermetures d'écoles sont aux prises avec des sentiments d'anxiété, et beaucoup risquent une détresse psychologique durable.[237] Dans des enquêtes récentes menées par Save the Children auprès d'enfants et de parents aux États-Unis, en Allemagne, en Finlande, en Espagne et au Royaume-Uni, jusqu'à 65 % des enfants ont souffert d'un sentiment d'isolement. [23 8]

La santé des enfants et leur développement intellectuel ont régressé. Certains qui étaient formés à la propreté avant le confinement sont revenus aux couches, et d'autres ont oublié les chiffres de base ou comment utiliser un couteau et une fourchette.[239] Selon l'Université du Wisconsin, pendant la crise du COVID-19, les enfants américains de plus de dix ans ont pratiqué 50 % moins d'activité physique.[240] Les écarts de réussite se sont creusés et les progrès en alphabétisation précoce ont diminué.[241] Par CDC, la proportion de visites aux urgences liées à la santé mentale pour les enfants âgés de 5 à 11 ans et de 12 à 17 ans a augmenté d'environ 24 % et 31 %, respectivement. [242] Et, le plus horrible de tous, une étude a révélé une augmentation de 1493 % de l'incidence des traumatismes crâniens abusifs chez les enfants au cours du premier mois de confinement au Royaume-Uni [243]

Ce ne sont pas des statistiques. Ce sont des amis, des voisins et des citoyens dont la vie a été inutilement détruite par les politiques gouvernementales. Mais bien que ces statistiques parmi les nations puissent être horribles, elles pâlisent en comparaison des souffrances incalculables de millions de personnes dans le monde en développement, plongées dans la famine et la pauvreté à la suite de nos blocages. Les autocraties sont devenues plus oppressives et les démocraties ont pris des caractéristiques d'autocratie.[244] En Inde, des millions de travailleurs bloqués ont perdu leurs moyens de subsistance et ont marché en exode vers des villages éloignés.[245] En Afrique du Sud, les files d'attente s'étendaient sur des kilomètres.[246] Les migrants mis en quarantaine en Arabie saoudite ont été laissés pour compte. « Les gardes jettent simplement les corps dehors comme s'il s'agissait d'ordures. » [24 7]

Les Nations Unies ont prévenu d'une "famine aux proportions bibliques" avec 265 millions de personnes "marchant littéralement au bord de la famine"[248] et ont estimé plus tard que la crise avait "poussé 150 millions d'enfants supplémentaires dans la pauvreté multidimensionnelle - privés d'éducation, la santé, le logement, la nutrition, l'assainissement ou l'eau. »[249] Tout cela pour un virus que les données évaluées par les pairs de l'OMS[250] révèlent désormais avoir un taux de mortalité par infection de 0,23 % - 0,05 % chez les moins de 70 ans - et qui, selon les estimations de l'OMS, auraient déjà infecté une personne sur dix dans le monde d'ici octobre.[211]

Selon le Fonds monétaire international, l'économie d'un seul pays du G20 a progressé en 2020 : la Chine. [252]

Le fait que les partisans du verrouillage ne veulent peut-être pas reconnaître ces faits ne les rend pas moins réels. Les souffrances causées par ces politiques ne peuvent être annulées, mais elles peuvent au moins être évitées à l'avenir, et justice peut être obtenue si ces politiques ont été imposées de mauvaise foi.

En vertu du Pacte des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques, il incombe à tout gouvernement imposant des mesures de contrôle des maladies d'utiliser les «moyens les moins restrictifs» disponibles pour atteindre efficacement l'objectif de santé publique. [253] Avec les exemples de la Suède, de la Floride, du Dakota du Sud, de la Biélorussie et d'autres qui déploient avec succès des moyens beaucoup moins restrictifs que les blocages de la Chine pour gérer le COVID-19 - sans encourir de surmortalité ou de résultats pires que les zones de blocage - il est difficile à comprendre comment n'importe quel leader mondial peut continuer à imposer ces mesures de bonne foi.

CONCLUSION

Au 20e siècle, le terme totalitaire est né pour décrire certains régimes qui utilisaient la technologie moderne pour contrôler tous les aspects de la vie des citoyens, les liant à l'État en brisant tous les liens sociaux préexistants. L'Union soviétique était l'un de ces régimes, et les experts s'accordent de plus en plus à dire que la Chine d'aujourd'hui est également totalitaire.[254] Les régimes totalitaires utilisent tous les moyens de monopolisation pathologique du pouvoir. Bien qu'ils offrent une qualité de vie exceptionnellement faible à leurs citoyens, les États totalitaires sont des organismes politiques avancés, dépassant leur poids en géopolitique avec leur capacité inégalée à garder des secrets et à exécuter des opérations complexes - l'exemple archétypal étant le réarmement clandestin de l'Allemagne dans les années 1930 . Dans la nature sauvage de la géopolitique, le lion sous-estime le serpent à ses risques et périls, et avec les blocages, le PCC semble avoir livré au monde une forte dose d'huile de serpent.

Les agences de renseignement et les scientifiques peuvent être pardonnés d'avoir ignoré la fraude au verrouillage du PCC. Les concepts scientifiques impliqués sont suffisamment complexes pour échapper aux responsables de la défense.[255] tandis que les implications géopolitiques du tournant de la Chine vers le totalitarisme sont certainement suffisamment alambiquées pour avoir trompé les scientifiques.

Tout au long de 2020, les mesures de verrouillage ont été assez populaires, mais cette popularité est trompeuse. Pour le grand public, l'idée que n'importe qui puisse accepter une incitation extérieure pour soutenir ces politiques dévastatrices tout en sachant qu'elles sont inefficaces - mettant inutilement en faillite des millions de familles et privant des millions d'enfants d'éducation et de nourriture - est tout simplement trop sombre. Ainsi, le public soutient les blocages parce que l'alternative - qu'ils aient pu être mis en œuvre sans motif valable - est une possibilité trop mauvaise pour la plupart à envisager. Mais ceux qui connaissent l'histoire savent que d'autres avec des références superficielles excellentes ont fait encore pire pour encore moins.

De plus, la plupart du public pense que s'il y avait quelque chose de fâcheux dans la science derrière les blocages, les agences de renseignement les arrêteraient. Pour des raisons évidentes, ceux qui travaillent dans les agences de renseignement n'ont pas le luxe d'une telle complaisance. Compte tenu de la gravité des décisions prises, nous ne pouvons ignorer la possibilité que toute la "science" des blocages du COVID-19 ait été une fraude d'une proportion sans précédent, délibérément promulguée par le Parti communiste chinois et ses collaborateurs pour appauvrir les nations qui l'ont mis en œuvre. .

ill Par exemple, Emily Badger et Quoc Trung Bui, les villes qui ont mis Ali dans la distanciation sociale en 1918 sont devenues plus fortes pour cela, N.Y. Times, 3 avril 2020,

<https://www.nytimes.com/interactive/2020/04/03/upshot/coronavirus-cities-social-distancing-better-employment.html>.

ill Action civile N22:20-cv-677 (W.D. Pa. 28 mai 2020), <https://casetext.com/case/cnty-of-butler-v-wolf-1>.

iii Citant Howard Markel et al., Interventions non pharmaceutiques mises en œuvre par les villes américaines pendant la pandémie de grippe de 1918-1919, 298 JAMA 644, 647 (2007). La durée totale des interventions non pharmaceutiques imposées par l'État et le mandat local pour Philadelphie et Pittsburgh était de 51 et 53 jours, respectivement. Identifiant. à 64 7, tableau 1. Cette durée était, en général, représentative de la durée des interventions dans la plupart des villes. Identifiant. Seattle a connu la plus longue période de restrictions, à l'échelle nationale, avec 168 jours du début à la fin. Voir aussi Greg Ip, New Thinking on

Blocages de Covid : ils sont trop émoûsés et coûteux, WALL ST. J., 24 août 2020 ("Avant Covid-19, les fermetures ne faisaient pas partie de la trousse à outils standard pour les épidémies, qui était principalement conçue pour la grippe. Pendant la pandémie de grippe de 1918-1919, certaines villes américaines ont fermé des écoles, les églises et les théâtres, interdit les grands rassemblements et les funérailles et restreint les heures d'ouverture des magasins. Mais aucun n'a imposé d'ordre de séjour à domicile ou fermé toutes les entreprises non essentielles. Aucune mesure de ce type n'a été imposée pendant la pandémie de grippe de 1957, la prochaine plus meurtrière ; même les écoles sont restées ouvert.").

HI citant Noreen Quails et al., Community Mitigation Guidelines to Prevent Pandemic Influenza, États-Unis, 2017 (Sonja A. Rasmussen et al. eds., 2017).

II Thomas V. Inglesby, Jennifer B. Nuzzo, Tara O'toole et D. A. Henderson, Disease Mitigation Measures in the Contrai of Pandemic Influenza, Biosecurity and Bioterrorism:

Stratégie, pratique et science de la biodéfense Vol. 4 N24, 2006.
<http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.552.1109&rep=rep1&type=pdf>.

IIII Amy Qin, leader chinois, Under Fire, dit qu'il a mené la lutte contre le coronavirus dès le début, NY Times, 15 février 2020, <https://www.nytimes.com/2020/02/15/world/asia/xi-china-coronavirus.html>.

IIII Choi Chi-yuk, Xi Jinping 's anti-graft drive has caught so many officiais that Beijing 's elite prison is running out of cells, Feb. 14, 2018, South China Morning Post, <https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2133251/xi-jinpings-anti-graft-drive-has-caught-so-many>.

IIII Tom Phillips, 'Dictator for life ': Xi Jinping 's power grab condemned as step towards tyranny, Feb. 26, 2018, The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/26/xi-jinping-china-presidential-limit-scrap-dictator-for-life>.

IIII Austin Ramzy and Chris Buckley, 'Absolutely No Mercy': Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims, N.Y. Times, Nov. 16, 2019, <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html>.

IIII Tanner Greer, China 's Plans to Win Contrai of the Global Order, Tablet Magazine, May 17, 2020, <https://www.tabletmag.com/sections/news/articles/china-plans-global-order>.

IIII Sheena Chestnut Greitens and Julian Gewirtz, China 's Troubling Vision for the Future of Public Health, Foreign Affairs, Jul. 10, 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2020-07-10/chinas-troubling-vision-future-publichealth>.

IIII Amy Qin, China 's Leader, Under Fire, Says He Led Coronavirus Fight Early On, N.Y. Times, Feb. 15, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/02/15/world/asia/xi-chinacoronavirus.htm> 1.

[11] Chris Buckley, *China 's 'Big Cannon' Blasted Xi. Now He 's Been Jailed for 18 Years*, N.Y. Times, Sep. 22, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/09/22/world/asia/china-ren-zhiqiangtycoon.html>.

[12] Josh Rudolph, *Translation: Essay by Missing Property Tycoon Ren Zhiqiang*, China Digital Times, Mar. 13, 2020, <https://chinadigitaltimes.net/2020/03/translation-essay-by-missingproperty-tycoon-ren-zhiqiang/>.

[13] Sinéad Baker, *China extended its Wuhan coronavirus quarantine to 2 more cities, cutting off 19 million people in an unprecedented effort to stop the outbreak*, Business Insider, Jan. 23, 2020, <https://www.businessinsider.com/china-wuhan-coronavirus-quarantine-extended-cities-cut-off-2020-1>.

[14] E.g., Frances Eve, *China 's reaction to the coronavirus outbreak violates human rights*, The Guardian, Feb. 2, 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/feb/02/chinas-reaction-to-the-coronavirus-outbreak-violates-human-rights>; Michael Levenson, *Scale of China's Wuhan Shutdown Is Believed to Be Without Precedent*, N.Y. Times, Jan. 22, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/22/world/asia/coronavirus-quarantines-history.html>.

[15] World Health Organization, *Statement on the second meeting of the International Health Regulations (2005) Emergency Committee regarding the outbreak of novel coronavirus (2019-nCoV)*, Jan. 30, 2020, [https://www.who.int/news/item/30-01-2020-statement-on-the-second-meeting-of-the-international-health-regulations-\(2005\)-emergency-committee-regarding-the-outbreak-of-novel-coronavirus-\(2019-ncov\)](https://www.who.int/news/item/30-01-2020-statement-on-the-second-meeting-of-the-international-health-regulations-(2005)-emergency-committee-regarding-the-outbreak-of-novel-coronavirus-(2019-ncov)).

[16] World Health Organization, *WHO Director-General's statement on IHR Emergency Committee on Novel Coronavirus (2019-nCoV)*, Jan. 30, 2020, [https://www.who.int/dg/speeches/detail/who-director-general-s-statement-on-ihremergency-committee-on-novel-coronavirus-\(2019-ncov\)](https://www.who.int/dg/speeches/detail/who-director-general-s-statement-on-ihremergency-committee-on-novel-coronavirus-(2019-ncov)).

[17] World Health Organization, *Report of the WHO-China Joint Mission on Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*, Feb. 16-24, 2020, <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/who-china-joint-mission-on-covid-19-final-report.pdf>.

[18] Tom Grundy, *Video: Top WHO doctor Bruce Aylward ends video call! after journalist asks about Taiwan 's status*, Hong Kong Free Press, Mar. 29, 2020, <https://hongkongfp.com/2020/03/29/video-top-doctor-bruce-aylward-pretends-not-hear-journalists-taiwan-questions-ends-video-call/>; In April, Canada's parliament summoned Aylward for questioning, but the WHO has forbidden him from testifying. Steven Chase, *MPs vote to summon key WHO adviser after global body refuses to let him testify*, The Globe and Mail, Apr. 30, 2020, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-mps-vote-to-summon-key-who-adviser-after-global-body-refuses-to-let/>; True North, *WHO forbids Canadian official from testifying before health committee*, Aug. 19, 2020, <https://tnc.news/2020/08/19/who-forbids-canadian-official-from-testifying-before-health-committee/>.

[2.1] World Health Organization, *Subject: Press Conference of WHO-China Joint Mission on COVID-19*, Feb. 24, 2020, https://www.who.int/docs/defaultsource/coronaviruse/transcripts/joint-mission-press-conference-script-englishfinal.pdf?sfvrsn=51_c90b9e_2.

[22]. Daniel Harries, 'Copy China 's response to COVID-19,' *WHO expert urges rest of the world*, CGTN, Feb. 26, 2020, https://newseu.cgtn.com/news/2020-02-26/-Copy-China-sresponse-to-COVID-19-WHO-expert-urges--OnN_fwORI3u/index.html.

[2].J. World Health Organization, *Report of the WHO-China Joint Mission on Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*, Feb. 16-24, 2020, <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/who-china-joint-mission-on-covid-19-final-report.pdf>.

[24] World Health Organization, *Non-pharmaceutical public health measures for mitigating the risk and impact of epidemic and pandemic influenza*, 2019, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/329438/9789241516839-eng.pdf?ua=1>.

[22 World Health Organization, *Subject: Press Conference of WHO-China Joint Mission on COVID-19*, Feb. 24, 2020, https://www.who.int/docs/defaultsource/coronaviruse/transcripts/joint-mission-press-conference-script-englishfinal.pdf?sfvrsn=51_c90b9e_2.

[2.1] Stacey Rudin, *What 's Behind The WHO 's Lockdown Mixed-Messaging*, American Institute for Economic Research, Oct. 14, 2020, <https://www.aier.org/article/whats-behind-the-whoslockdown-mixed-messaging/>.

[21]. Noreen Quails *et al.*, *Community Mitigation Guidelines to Prevent Pandemic Influenza*, United States, 2017 (Sonja A. Rasmussen *et al.* eds., 2017), <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/66/rr/rr6601a1.htm>.

[2.1] Neil M Ferguson *et al.*, *Report 9: Impact of non-pharmaceutical interventions (NPIs) to reduce COVID-19 mortality and healthcare demand*, Imperial College COVID-19 Response Team, Mar. 16, 2020, <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gidafellows/Imperial-College-COVID-19-NPI-modelling-16-03-2020.pdf>.

[2.2] Neil M Ferguson *et al.*, *Report 12: The Global Impact of COVID-19 and Strategies for Mitigation and Suppression*, Imperial College COVID-19 Response Team, Mar. 16, 2020, <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/mrc-gida/2020-03-26-COVID-19-Report-12.pdf>.

[2.2] Centers for Disease Control and Prevention, *Provisional Death Counts for Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*, <https://www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid19/index.htm>.

[2.2] National Health Service, *COVID-19 Daily Deaths*, <https://www.england.nhs.uk/statistics/statistical-work-areas/covid-19-daily-deaths/>.

.Q.2.1 Yanni Gu, *A closer look at US. deaths due to COVID-19*, Johns Hopkins News-Letter, Nov. 22, 2020, <https://web.archive.org/web/20201122214034/https://www.jhunewsletter.com/article/2020/11/a-closer-look-at-u-s-deaths-due-to-covid-19>.

.QJ.1 Joseph Friedman *et al.*, *Predictive performance of international COVID-19 mortality forecasting models*, Nov. 19, 2020, <https://doi.org/10.1101/2020.07.13.20151233>.

.Q.11 Scientific Advisory Group for Emergencies, *SPI-M-O: Long term winter scenarios preparatory working analysis*, Oct. 31, 2020, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/938967/201031_SPI-M_preparatory_analysis_long_term_scenarios.pdf.

.Q21 National Health Service, *COVID-19 Daily Deaths*, <https://www.england.nhs.uk/statistics/statistical-work-areas/covid-19-daily-deaths/>.

.Q.fil Andrew Scheuber, *Chinese President sees UK-China academic partnerships at Imperial*, Imperial College London, Oct. 21, 2015, <https://www.imperial.ac.uk/news/168497/chinesepresident-sees-uk-china-academic-partnerships/>.

.Q1/ Wikipedia, *2015 Xi Jinping visit to the United Kingdom*, https://en.wikipedia.org/wiki/2015_Xi_Jinping_visit_to_the_United_Kingdom.

.[fil Andrew Scheuber, *Chinese President sees UK-China academic partnerships at Imperial*, Imperial College London, Oct. 21, 2015, <https://www.imperial.ac.uk/news/168497/chinesepresident-sees-uk-china-academic-partnerships/>.

.Q.21 Peter S. Goodman, *In Era of Trump, China 's President Champions Economic Globalization*, N.Y. Times, Jan. 17, 2017, <https://www.nytimes.com/2017/01/17/business/dealbook/world-economic-forum-davos-china-xi-globalization.html>; see also Aya Velázquez, *China Und Der Great Reset*, Demokratischer Widerstand, Nov. 27, 2020, <https://demokratischerwiderstand.de/artikel/158/china-und-dergreat-reset> Weitere.

[40] David Lee, *World Economic Forum Establishes "A.I Council" Co-chaired by Chinese AI Expert Kai-Fu Lee*, Pandaily, Jan. 24, 2019, <https://pandaily.com/world-economic-forumestablishes-artificial-intelligence-council/>; Imperial College London, *China and Imperial*, <https://web.archive.org/web/20201231155935/https://www.imperial.ac.uk/about/introducing-imperial/global-imperial/east-asia/china/>.

.[±] Neil M Ferguson and Steven Riley *et al.*, *Report 11 - Evidence of initial success for China exiting COVID-19 social distancing policy after achieving containment*, Imperial College COVID-19 Response Team, Mar. 24, 2020, <https://www.imperial.ac.uk/mrc-global-infectiousdisease-analysis/covid-19/report-11-china-exiting-social-distancing/>.

[42] Sonarn Sheth and Isaac Scher, *The US intelligence community has reportedly concluded that China intentionally misrepresented its coronavirus numbers*, Business Insider, Apr. 1, 2020, <https://www.businessinsider.com/us-intelligence-found-china-represented-coronavirus-stats-report-2020-4>.

H.TI Torn Whipple, *Professor Neil Ferguson: People don't agree with lockdown and try to undermine the scientists*, The Times of London, Dec. 25, 2020, <https://www.thetimes.co.uk/article/people-dont-agree-with-lockdown-and-try-to-undermine-these-scientists-gnrns7rnp98>.

[44] World Health Organization, *Clinical management of severe acute respiratory infection (SARI) when COVID-19 disease is suspected*, Mar. 13, 2020, <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/clinical-management-of-novel-cov.pdf>.

1.±2 Philippe Rola *et al.*, *Rethinking the early intubation paradigm of COVID-19: time to change gears?*, Clin Exp Emerg Med Vol. 7(2), Jun. 10, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7348679/>.

[46] Fujun Peng *et al.*, *Management and Treatment of COVID-19: The Chinese Experience*, Can J Cardiol Vol. 36(6), Apt. 17, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7162773/>.

[47] Melanie Evans, *Hospitals Retreat From Early Covid Treatment and Return to Basics*, Wall Street Journal, Dec. 20, 2020, <https://www.wsj.com/articles/hospitals-retreat-from-early-covid-treatment-and-return-to-basics-11608491436>.

[±fil Jordan Schachtel, *'First Choice': How China and the WHO created mass ventilator hysteria*, Sep. 30, 2020, <https://jordanschachtel.substack.com/p/first-choice-how-china-and-the-who>.

[49] Cameron Kyle-Sidell, *From NYC ICU: Does Covid-19 Really Cause ARDS??!!*, YouTube, Mar. 31, 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=k9GYTc53r2o&feature=youtu.be>.

liQJ. Silvia Aloisi *et al.*, *Special Report: As virus advances, doctors rethink rush to ventilate*, Reuters, Apr. 23, 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-ventilatorsspecial/as-virus-advances-doctors-rethink-rush-to-ventilate-idUSKCN2251PE>.

lill Sharon Begley, *With ventilators running out, doctors say the machines are overused for Covid-19*, Stat, Apr. 8, 2020, <https://www.statnews.com/2020/04/08/doctors-say-ventilators-overused-for-covid-19/>.

CE2J. Safiya Richardson, MD, MPH, *et al.*, *Presenting Characteristics, Comorbidities, and Outcomes Among 5700 Patients Hospitalized With COVID-19 in the New York City Area*, JAMA 2020 323(20), Apr. 22, 2020, <https://jarnanetwork.com/journals/jarna/fullarticle/2765184>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, World Health Organization, Jan. 17, 2020, <https://www.who.int/docs/defaultsource/coronaviruse/protoco1-v2-1.pdf>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, Eurosurveillance European Communicable Disease Bulletin Vol. 25(3), Jan. 23, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6988269/>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, World Health Organization, Jan. 13, 2020, <https://www.who.int/docs/defaultsource/coronaviruse/protoco1-v2-1.pdf>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, Eurosurveillance European Communicable Disease Bulletin Vol. 25(3), Jan. 23, 2020, <https://www.eurosurveillance.org/content/10.2807/1560-7917.ES.2020.25.3.2000045>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, World Health Organization, Jan. 17, 2020, <https://www.who.int/docs/defaultsource/coronaviruse/protoco1-v2-1.pdf>.

[1] Eurosurveillance, *Editorial Board*, <https://web.archive.org/web/20201224033649/https://www.eurosurveillance.org/board>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, Eurosurveillance European Communicable Disease Bulletin Vol. 25(3), Jan. 23, 2020, <https://www.eurosurveillance.org/content/10.2807/1560-7917.ES.2020.25.3.2000045>.

[60] World Health Organization, *Archived: WHO Timeline - COVID-19*, Apr. 27, 2020, <https://www.who.int/news/item/27-04-2020-who-timeline---covid-19>.

[1] @waukema, Twitter, Nov. 30, 2020, <https://twitter.com/waukema/status/1333612453561831428>.

[2] Eurosurveillance, *Evaluation and review process*, <https://www.eurosurveillance.org/evaluation>.

[1] Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by realtime RT-PCR*, Eurosurveillance European Communicable Disease Bulletin Vol. 25(3), Jan. 23, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6988269/>.

[64] Pieter Borger *et al.*, *External peer review of the RTPCR test to detect SARS-CoV-2 reveals 10 major scientific flaws at the molecular and methodological level. consequences for false positive results*, Nov. 27, 2020, <https://connandrostenreview.com/report/>.

[2] Citing New China virus: Warning against cover-up as number of cases jumps, BBC, Jan. 21, 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-51185836>.

[Q.fil] Citing Google Analytics - COVID19-deaths worldwide, <https://archive.is/PpqEE>.

Lfill Citing Victor Connan and Christian Drosten *et al.*, *Diagnostic detection of 2019-nCoV by real-time RT-PCR*, Eurosurveillance European Communicable Disease Bulletin Vol. 25(3), Jan. 23, 2020, <https://www.eurosurveillance.org/content/10.2807/1560-7917.ES.2020.25.3.2000045>.

[Qfil] Centers for Disease Control and Prevention Division of Viral Diseases, *CDC 2019-Novel Coronavirus (2019-nCoV) Real-Time RT-PCR Diagnostic Panel*, Feb. 4, 2020, <http://web.archive.org/web/20200227050956/https://www.fda.gov/media/134922/download>.

[Q2]. Sibyle Etievant *et al.*, *Performance Assessment of SARS-CoV-2 PCR Assays Developed by WHO Referral Laboratories*. J Clin Med Vol. 9(6), Jun. 16, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7355678/>.

[1Q] World Health Organization, *Summary table of available protocols in this document*, <http://web.archive.org/web/20200909015002/https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/whoinhouseassays.pdf>.

1111 World Health Organization, *Laboratory testing for coronavirus disease (COVID-19) in suspected human cases*, Mar. 19, 2020, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331501/WHO-COVID-19-laboratory-2020.5-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

1111 Daniel Payne, *In little noticed July interview, Fauci warned that widely used COVID tests may pickup 'dead' virus*, Just the News, Dec. 10, 2020, <https://justthenews.com/politics-policy/coronavirus/newly-surfaced-video-july-fauci-tests-dead-virus>.

[TI]. World Health Organization, *Laboratory testing for coronavirus disease (COVID-19) in suspected human cases*, Mar. 19, 2020, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/331501/WHO-COVID-19-laboratory-2020.5-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

[74] Qun Li *et al.*, *Early Transmission Dynamics in Wuhan, China, of Novel Coronavirus-Infected Pneumonia*, N Engl J Med Vol. 382(13), Jan. 29, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7121484/>; *Clinical Characteristics of Coronavirus Disease 2019 in China*, N Engl J Med Vol. 382, Feb. 28, 2020, <https://www.nejm.org/doi/10.1056/NEJMoa2002032>; Wei Zhang *et al.*, *Molecular and serological investigation of 2019-nCoV infected patients: implication of multiple shedding routes*, Emerg Microbes Infect Vol. 9(1), Feb. 17, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7048229/>.

[12] Qun Li *et al.*, *Early Transmission Dynamics in Wuhan, China, of Novel Coronavirus-Infected Pneumonia*, N Engl J Med Vol. 382(13), Jan. 29, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7121484/>.

[1] Apoorva Mandavilli, *Your Coronavirus Test Is Positive. Maybe It Shouldn't Be.*, N.Y. Times, Aug. 29, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/08/29/health/coronavirus-testing.html>.

.LTJ.Id.

[1] Natasha Donn, *Judges in Portugal highlight "more than debatable" reliability of Covid tests*, Portugal Resident, Nov. 20, 2020, <https://www.portugalresident.com/judges-in-portugal-highlight-more-than-debatable-reliability-of-covid-tests/>.

[12]. Court of Appeal of Lisbon, judgment of 11-11-2020 in Proceedings N21783/20.7T8PDL.L1-3, <https://translate.google.com/translate?hl=&sl=pt&tl=en&u=http%3A%2F%2Fwww.dgsi.pt%2Fjtr.nsf0/02F33182fc732316039802565fa00497eec%2F79d6ba338dcbe5e28025861f003e7b30>.

li..Q1

Id. .filJ

[1] World Health Organization, *Transmission of SARS-CoV-2: implications for infection prevention precautions*, Jul. 9, 2020, <https://www.who.int/newsroom/corner/communitary/detail/transmission-of-sars-cov-2-implications-for-infection-prevention-precautions>.

[1] World Health Organization, *Report of the WHO-China Joint Mission on Coronavirus Disease 2019 (COVID-19)*, Feb. 16-24, 2020, <https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/who-china-joint-mission-on-covid-19-final-report.pdf>.

[1] Pien Huang, *What We Know About The Silent Spreaders Of COVID-19*, NPR, Apr. 13, 2020, <https://www.npr.org/sections/goatsandsoda/2020/04/13/831883560/can-a-coronavirus-patient-who-isnt-showing-symptoms-infect-others>.

[2] Noreen Quails *et al.*, *Community Mitigation Guidelines to Prevent Pandemic Influenza*, United States, 2017 (Sonja A. Rasmussen *et al.* eds., 2017), <https://www.cdc.gov/rnrnrw/volumes/66/rr/rr6601al.html>.

[1] World Health Organization, *Transmission of SARS-CoV-2: implications for infection prevention precautions*, Jul. 9, 2020, <https://www.who.int/newsroom/corner/communitary/detail/transmission-of-sars-cov-2-implications-for-infection-prevention-precautions>; Lei Luo *et al.*, *Modes of contact and risk of transmission in COVID-19 among close contacts*, Mar. 26, 2020, <https://doi.org/10.1101/2020.03.24.20042606>; Lei Huang *et al.*, *Rapid asymptomatic transmission of COVID-19 during the incubation period demonstrating strong infectivity in a cluster of youngsters aged 16-23 years outside Wuhan and characteristics of young patients with COVID-19: A prospective contact-tracing study*, *J Infect* Vol. 80(6), Apr. 10, 2020, <https://doi.org/10.1016/j.jinf.2020.03.006>; Quan-Xin Long *et al.*, *Clinical and immunological assessment of asymptomatic SARS-CoV-2 infections*, *Nat Med* Vol. 26, Jun. 18, 2020, <https://doi.org/10.1038/s41591-020-0965-6>.

11.1. Hao-Yuan Cheng, MD, MSc *et al.*, *Contact Tracing Assessment of COVID-19 Transmission Dynamics in Taiwan and Risk at Different Exposure Periods Before and After Symptom Onset*, JAMA Intern Med Vol. 180(9), May 1, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7195694/>; Shin Young Park *et al.*, *Coronavirus Disease Outbreak in Call Center, South Korea*, Emerg Infect Dis Vol. 26(8), Apr. 23, 2020, <https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/26/8/20-1274> article.

11.2. Mercedes Yanes-Lane *et al.*, *Proportion of asymptomatic infection among COVID-19 positive persons and their transmission potential: A systematic review and meta-analysis*, PLoS One, Nov. 3, 2020, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0241536>.

11.3. Enrico Lavezzo *et al.*, *Suppression of a SARS-CoV-2 outbreak in the Italian municipality of Vo',* Nature Vol. 584, Jun. 30, 2020, <https://www.nature.com/articles/s41586-020-2488-1>.

12.1. Liling Chaw *et al.*, *Analysis of SARS-CoV-2 Transmission in Different Settings, Brunei*, Emerg Infect Dis Vol. 26(11), Oct. 9, 2020, <https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/26/11/20-2263> article.

12.2. Justin Wong *et al.*, *Asymptomatic transmission of SARS-CoV-2 and implications for mass gatherings*, Influenza Other Respir Viruses Vol. 14(5), May 30, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7300701/>.

[21] Christian Drosten, M.D. *et al.*, *Transmission of 2019-nCoV Infection from an Asymptomatic Contact in Germany*, N Engl J Med Vol. 382, Jan. 30, 2020, <https://www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMc2001468>.

12.3. Kai Kupferschmidt, *Study claiming new coronavirus can be transmitted by people without symptoms was flawed*, Science, Feb. 3, 2020, <https://www.sciencemag.org/news/2020/02/paperon-nonsymptomatic-patient-transmitting-coronavirus-wrong>.

[94] Brendan McFadden, *Coronavirus: Infected people seen 'dead in streets' in Chinese city dubbed 'zombie/land'*, Daily Mirror, Jan. 24, 2020, <https://www.mirror.co.uk/news/worldnews/infected-people-seen-dead-streets-21347952>; Simon Osborne, *'Like Walking Dead' Coronavirus hell as corpses litter hospitals while people drop dead*, Daily Express, Jan. 24, 2020, <https://www.express.co.uk/news/world/1232931/coronavirus-outbreak-wuhan-hospital-footage-corpses-corridors-china>; Li Yuan, *A Generation Grows Up in China Without Google, Facebook or Twitter*, N.Y. Times, Aug. 6, 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/06/technology/china-generation-on-blocked-internet.html>.

1.2.2 Jane Lytvynenko, *Chinese State Media Spread A False Image Of A Hospital For Coronavirus Patients In Wuhan*, BuzzFeed News, Jan. 27, 2020, <https://www.buzzfeednews.com/article/janelytvynenko/china-state-media-false-coronavirushospital-image>.

l2.fil Raymond Zhong *et al.*, Behind China 's Twitter Campaign, a Murky Supporting Chorus, N.Y. Times, Jun. 8, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/08/technology/china-twitter-disinformation.html>.

l.2ll Laurence Dodds, China floods Facebook with undeclared coronavirus propaganda ads blaming Trump, Daily Telegraph, Apr. 5, 2020, <https://www.telegraph.co.uk/technology/2020/04/05/china-floods-facebook-instagram-undeclared-coronavirus-propaganda/>.

l2fil World Health Organization, Coronavirus disease (COVID-19): Serology, Jun. 9, 2020, <https://web.archive.org/web/20201105013101/https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-serology>; Wikipedia, Herd Immunity, https://web.archive.org/web/20201230030556/https://en.wikipedia.org/wiki/Herd_immunity.

l2.2.l @HuXijin_GT, Twitter, Mar. 14, 2020, <https://twitter.com/HuXijinGT/status/1238864397713305600>.

[100] David Hutt, Sweden-China ties grow ever icier over Hong Kong and coronavirus, Nikkei Asia, Jun. 11, 2020, <https://asia.nikkei.com/Politics/International-relations/Sweden-China-ties-grow-ever-icier-over-Hong-Kong-and-coronavirus>.

l/Ql.l Leng Shumei, Sweden 's herd immunity strategy coldblooded, indifferent: netizens, Global Times, Apr. 25, 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1186720.shtml>.

ll.Q2l World Health Organization, Coronavirus disease (COVID-19): Herd immunity, lockdowns and COVID-19, Oct. 15, 2020, <https://web.archive.org/web/20201214195732/https://www.who.int/news-room/q-a-detail/herdimmunity-lockdowns-and-covid-19>; *contra* World Health Organization, Coronavirus disease (COVID-19): Serology, Jun. 9, 2020, <https://web.archive.org/web/20201105013101/https://www.who.int/news-room/q-a-detail/coronavirus-disease-covid-19-serology>.

.[lQ}l @SpokespersonCHN, Twitter, Apr. 5, 2020, <https://twitter.com/SpokespersonCHN/status/1246665952139198464>.

[104] Raymond Zhong *et al.*, Behind China 's Twitter Campaign, a Murky Supporting Chorus, N.Y. Times, Jun. 8, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/08/technology/china-twitter-disinformation.html>.

ll.Q.2 @Mr_Zaheed, Twitter, Mar. 16, 2020, <https://twitter.com/MrZaheed/status/1239494611497889795?s=20>.

.[lQ.fil @PolySarkcess, Twitter, Mar. 18, 2020, <https://twitter.com/PolySarkcess/status/1240209649024016384>.

.llQ.l]. @SipheleleQalaba, Twitter, Mar. 22, 2020,
<https://twitter.com/SipheleleQalaba/status/1241634533176377344>.

.llQfil @jaysibalatani, Twitter, Mar. 15, 2020,
<https://twitter.com/jaysibalatani/status/1239363614722621446?s=20>.

llQ2l @King_Mindu, Twitter, Mar. 14, 2020,
https://twitter.com/King_Mindu/status/1238765666053865473?s=20.

illQl @LDNSOM, Twitter, Mar. 15, 2020,
<https://twitter.com/LDNSOM/status/1239127435532255232?s=20>.

ilill @juanitoalimagna, Twitter, Mar. 15, 2020,
<https://twitter.com/juanitoalimagna/status/1239154669743738881?s=20>.

.ll..lll @chez_art, Twitter, Mar. 15, 2020,
https://twitter.com/chez_art/status/1239224144308420609?s=20.

.ll..llJ. @dedeteodoro, Twitter, Mar. 14, 2020,
<https://twitter.com/dedeteodoro/status/1238914168251723779>.

.ll.H]. @Loukasz_, Twitter, Mar. 19, 2020,
https://twitter.com/Loukasz_/status/1240811202214875136.

.ll..llJ. @yycjfl_yycguy, Twitter, Mar. 13, 2020, https://twitter.com/yycjfl_yycguy/status/1238481375356784640?s=20.

ill.fil @cxrdelias, Twitter, Mar. 16, 2020,
<https://twitter.com/cxrdelias/status/1239520104687099904?s=20>.

ll./ll @DheerajShah_, Twitter, Mar. 15, 2020, https://twitter.com/DheerajShah_/status/1239202305976619009?s=2.

ill.fil @dirkregido, Twitter, Mar. 13, 2020,
<https://twitter.com/dirkregido/status/1238566874503413760?s=20>.

ill.l2l @DeanTweets_, Twitter, Mar. 25, 2020,
https://twitter.com/DeanTweets_/status/1242829376447746049.

lll.Ql @MoToTheMO94, Twitter, Mar. 16, 2020,
<https://twitter.com/MoToTheMO94/status/1239729692325773312>.

llm Michael P. Senger, *China 's Global Lockdown Propaganda Campaign*, Tablet, Sep. 15, 2020,
<https://www.tabletmag.com/sections/news/articles/china-covid-lockdown-propaganda>.

II.m Huffington Post, "*Ci sono ancora trappe persane per strada e comportamenti da migliorare*", Mar. 14, 2020, <https://www.huffingtonpost.it/entry/ci-sono-ancora-troppe-persone-per-strada-e-comportamenti-da-migliorare-it-5e6cc3b5c5b6dda30fc9dcd0>.

II.m James Patterson, *Italy Coronavirus Lockdown 'Not Enough, 'Says China, Healthcare Staff Stop Counting Bodies*, Int'l Bus. Times, Mar. 20, 2020, <https://www.ibtimes.com/italy-coronavirus-lockdown-not-enough-says-china-healthcare-staff-stop-counting-bodies-2943402>.

[124] Zachary Evans, *Chinese Company Suspected of Spying on US. Citizens Donates Police Drones to 22 States*, Nat'l Review, Apr. 20, 2020, <https://www.nationalreview.com/news/chinese-company-suspected-of-spying-on-u-s-citizens-donates-police-drones-to-22-states/>.

.III.2 Bureau of Industry and Security, *Addition of Entities to the Entity List, Revision of Entry on the Entity List, and Removal of Entities from the Entity List*, U.S. Dep't of Commerce, 15 CFR 744 Docket N2201215-0347, Dec. 22, 2020, <https://public-inspection.federalregister.gov/2020-28031.pdf>.

.III.fil Christopher Wray, *The Threat Posed by the Chinese Government and the Chinese Communist Party to the Economic and National Security of the United States*, FBI, Jul. 7, 2020, <https://www.fbi.gov/news/speeches/the-threat-posed-by-the-chinese-government-and-the-chinese-communist-party-to-the-economic-and-national-security-of-the-united-states>.

II.m Chrissy Clark, *A Rundown Of Major US. Corporate Media 's Business Ties To China*, The Federalist, May 4, 2020, <https://thefederalist.com/2020/05/04/has-china-compromised-every-major-mainstream-media-entity/>.

III.fil Donald G. McNeil Jr., *To Take On the Coronavirus, Go Medieval on It*, N.Y. Times, Feb. 28, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/02/28/sunday-review/coronavirus-quarantine.html>; Gerry Shih, *Locked down in Beijing, I watched China beat back the coronavirus*, Wash. Post, Mar. 16, 2020, https://www.washingtonpost.com/world/asia-pacific/locked-down-in-beijing-i-watched-china-beat-back-the-coronavirus/2020/03/16/f839d686-6727-11ea-b199-3a9799c54512_story.html; David Brennan, *Should Trump Copy China 's Aggressive Coronavirus Strategy?*, Newsweek, Mar. 12, 2020, <https://www.newsweek.com/should-donald-trump-copy-china-aggressive-coronavirus-strategy-covid-19-outbreak-1491909>.

.III.21 Peter Hessler, *How China Controlled the Coronavirus*, New Yorker, Aug. 10, 2020, <https://www.newyorker.com/magazine/2020/08/17/how-china-controlled-the-coronavirus>.

II.IQI Keith Naughton, *Coronavirus: It 's time to get real about the misleading data*, The Hill, Apr. 1, 2020, <https://thehill.com/opinion/technology/490541-coronavirus-its-time-to-get-real-about-the-misleading-data>.

II.III Kaylee McGhee White, *Don 't trust China 's coronavirus numbers*, Wash. Examiner, Mar. 30, 2020, <https://www.washingtonexaminer.com/opinion/dont-trust-chinas-coronavirus-numbers>;

Michael Meyer-Resende, *How reliable is WHO coronavirus data?*, EU Observer, Mar. 19, 2020, <https://euobserver.com/opinion/147776>.

[121] Stephanie Kirchgaessner *et al.*, *China clamping down on coronavirus research, deleted pages suggest*, The Guardian, Apr. 11, 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/11/china-clamping-down-on-coronavirusresearch-deleted-pages-suggest>.

[112] Sonam Sheth and Isaac Scher, *The US intelligence community has reportedly concluded that China intentionally misrepresented its coronavirus numbers*, Business Insider, Apr. 1, 2020, <https://www.businessinsider.com/us-intelligence-found-china-misrepresented-coronavirus-statsreport-2020-4>.

[111] Global Times, *China shows world the right way for pandemic response: The Lancet chief/ editor*, May 2, 2020, <https://www.globaltimes.cn/content/1187265.shtml>.

~ @richardhorton1, Twitter, Jul. 7, 2020, <https://twitter.com/richardhorton1/status/1280617079960371200>.

[111] Richard Horton, *This wave of anti-China feeling masks the west's own Covid-19 failures*, The Guardian, Aug. 3, 2020, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/aug/03/covid-19-cold-war-china-western-governments-international-peace>.

[111] Talha Burki, *China's successful control of COVID-19*, The Lancet Vol. 20(11), Oct. 8, 2020, [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(20\)30800-8/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(20)30800-8/fulltext).

[111] @chenweihua, Twitter, Oct. 16, 2020, <https://twitter.com/chenweihua/status/1317014216532963330>.

[121] Shen Libing *et al.*, *The Early Cryptic Transmission and Evolution of SARS-CoV-2 in Human Hosts*, SSRN, Nov. 16, 2020, <https://europepmc.org/article/ppr/ppr241540>.

[140] Charlie Moore, *China claims coronavirus may have started in AUSTRALIA and travelled to Wuhan's wet market via frozen steak exports - and attacks US alliance with insulting new cartoon*, Daily Mail Australia, Dec. 6, 2020, <https://www.dailymail.co.uk/news/article-9024311/China-claims-coronavirus-started-AUSTRALIA.html>.

[111] William A. Haseltine, *Herd immunity will not defeat COVID-19*, China Daily, Oct. 12, 2020, <https://global.chinadaily.com.cn/a/202010/12/WS5f8392dba31024ad0ba7df2a.html>; Worldometer, *COVID-19 Coronavirus Pandemic*, <http://web.archive.org/web/20201012071325/https://www.worldometers.info/coronavirus/>.

[142] @WmHaseltine, Twitter, Mar. 25, 2020, <https://twitter.com/WmHaseltine/status/1242870021422034944?s=20>.

.Llm @WmHaseltine, Twitter, Mar. 25, 2020,
<https://twitter.com/WmHaseltine/status/1242887061310443521?s=20>.

[144] @WmHaseltine, Twitter, May 20, 2020,
<https://twitter.com/WmHaseltine/status/1263158816365064194?s=20>.

.Ll.±TI @WmHaseltine, Twitter, Jun. 4, 2020,
<https://twitter.com/WmHaseltine/status/1268578282573889539?s=20>.

[146] @WmHaseltine, Twitter, Sep. 15, 2020,
<https://twitter.com/WmHaseltine/status/1305927462795214851?s=20>.

L.Im Xinhua, *China, US eye cooperation in fighting global epidemic diseases*, Global Times, May 13, 2015, <https://www.globaltimes.cn/content/921533.shtml>.

.Ll.±fil Helen Branswell, *WHO elects Ethiopia's Tedros Adhanom Ghebreyesus as its new director general*, Stat, May 23, 2017, <https://www.statnews.com/2017/05/23/who-directorgeneral-tedros/>.

ll.±2l Donald G. McNeil Jr., *Candidate to Lead the WHO. Accused of Covering Up Epidemics*, N.Y. Times, May 13, 2017, <https://www.nytimes.com/2017/05/13/health/candidate-whodirector-general-ethiopia-cholera-outbreaks.html>.

.Ll2.Ql Jonathan Ames, *Tedros Adhanom: WHO chief may face genocide charges*, The Times of London, Dec. 14, 2020, <https://www.thetimes.co.uk/article/who-chief-tedros-adhanomghebreyesus-may-face-genocide-charges-2fbfz7sff>; Frank Report, *The Ethiopian Terrorist in Charge of the World Health Organization - Dr. Tedros Adhanom*, Apr. 14, 2020, <https://frankreport.com/2020/04/14/the-ethiopian-terrorist-in-charge-of-the-world-health-organization-on-dr-tedros-adhanom/>.

.lfil@DrTomFrieden, Twitter, Nov. 7, 2018,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1060229543762554881?s=20>; @DrTomFrieden, Twitter, Jun. 21, 2019, <https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1142073802723119109?s=20>.

L.Im Dr. Tom Frieden, *Former CDC director: A coronavirus pandemic is inevitable. What now?*, CNN, Feb. 25, 2020, <https://www.cnn.com/2020/02/25/health/coronavirus-pandemic-frieden/index.html>.

ilm @cgtnamerica, Twitter, Apr. 8, 2020,
<https://twitter.com/cgtnamerica/status/1248028432618999808>.

.Ll2.ll @DrTomFrieden, Twitter, Mar. 17, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1239988987604983808?s=20>.

ll.2TI @DrTomFrieden, Twitter, Apr. 1, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1245428638809575425?s=20>; @DrTomFrieden,

Twitter, Apr. 1, 2020, <https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1245428166413484033?s=20>;
@DrTomFrieden, Twitter, Apr. 1, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1245427587440148480?s=20>.

ll.2fil @DrTomFrieden, Twitter, Aug. 14, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1294339295747215362>.

.Llm@DrTomFrieden, Twitter, Aug. 15, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1294787213331398657?s=20>.

lll.fil @DrTomFrieden, Twitter, Aug. 18, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1295773328523825158?s=20>.

ll.221 @DrTomFrieden, Twitter, Aug. 18, 2020,
<https://twitter.com/DrTomFrieden/status/1295777614016262145?s=20>.

ll.@1 Jeffrey Mervis, *Fifty-four scientists have lost their jobs as a result of NIH probe into foreign ties*, *Science*, Jun. 12, 2020, <https://www.sciencemag.org/news/2020/06/fifty-four-scientists-have-lost-their-jobs-result-nih-probe-foreign-ties>.

ll.fill Office of Public Affairs, *Harvard University Professor and Two Chinese Nationals Charged in Three Separate China Related Cases*, U.S. Dep't of Justice Press Release N220-99, Jan. 28, 2020, <https://www.justice.gov/opa/pr/harvard-university-professor-and-two-chinesenationals-charged-three-separate-china-related>.

.lIQ2.l Sam Cooper, *Chinese vaccine company executives worked in program now targeted by Western intelligence agencies*, *Global News*, Dec. 2, 2020,
<https://globalnews.ca/news/7483970/cansino-nrc-covid-vaccine/>.

ll.füJ. Guillermo S. Hava, *The Other Chan: Donation Sanitization at the School of Public Health*, *The Harvard Crimson*, Oct. 19, 2020, <https://www.thecrimson.com/column/forsale/article/2020/10/19/hava-the-other-chan/>.

[l64] @DrEricDing, Twitter, Jan. 25, 2020, <https://threadder.app/thread/1220919589623803905>. .lIQ.2 Tom Bartlett, *This Harvard Epidemiologist Is Very Popular on Twitter. But Does He Know What He's Talking About?*, *The Chronicle of Higher Educ.*, Apr. 17, 2020,
<https://www.chronicle.com/article/the-harvard-epidemiologist-is-very-popular-on-twitter-but-does-he-know-what-hes-talking-about/>.

.lIQfil Global Shapers Community, *Taipei Hub*,
<http://web.archive.org/web/20201024004411/https://www.globalshapers.org/hubs/taipei-hub>.

llfill World Economic Forum, *Global Shapers Community Annual Report 2019-2020*,
<https://weforum.ent.box.com/v/gsc-report-2020>.

.l1Qfil @rnlipsitch, Twitter, Mar. 19, 2020,
<https://twitter.com/rnlipsitch/status/1240846136589660165>.

.l1Q2l @angie_rasnussen, Twitter, Apr. 14, 2020,
https://twitter.com/angie_rasnussen/status/1250240307037233153.

l11Ql @DrEricDing, Twitter, Oct. 20, 2020,
<https://twitter.com/DrEricDing/status/1318693240309223424>.

l11ll Tomas Pueyo, Coronavirus: Why You Must Act Now, Medium, Mar. 10, 2020,
<https://tornaspueyo.rnemediurn.com/coronavirus-act-today-or-people-will-die-f4d3d9cd99ca>.

.l1.12.l @sapinker, Twitter, Mar. 11, 2020,
<https://twitter.com/sapinker/status/1237761514989289472>.

l1.Tl.l @tornaspueyo, Twitter, Mar. 25, 2020,
<https://twitter.com/tornaspueyo/status/1242711009254506497?s=20>.

.l111J. World Health Organization, Archived: WHO Timeline - COVID-19, Apr. 27, 2020,
<https://www.who.int/news/itern/27-04-2020-who-timeline---covid-19>.

.l1.12 Tomas Pueyo, Coronavirus: The Hammer and the Dance, Medium, Mar. 19, 2020,
<https://tornaspueyo.medium.com/coronavirus-the-hammer-and-the-dance-be9337092b56>.

l11fil Parliamentwatch, Das interne Strategiepapier des Innenministeriums zur Corona-Pandemie, Apr. 7, 2020, <https://www.abgeordnetenwatch.de/blog/informationsfreiheit/dasinterne-strategiepapier-des-innenministeriums-zur-corona-pandemie>.

l1Til Federal Ministry of the Interior, Building and Community, Wie wir COVID-19 unter Kontrolle bekommen, Strategiepapier des Bundesinnenministeriums, FragDenStaat, Mar. 22, 2020,
<https://fragdenstaat.de/dokumente/4123-wie-wir-covid-19-unter-kontrolle-bekommen/>.

l11fil Google Trends, Hammer and Dance,
<https://web.archive.org/web/20201230074513if/https://trends.google.com/trends/explore?date=all&q=%22hammer%20and%20dance%22>; Google Trends, Hammer and the Dance,
<https://web.archive.org/web/20201230074618if/https://trends.google.com/trends/explore?date=all&q=%22hammer%20and%20the%20dance%22>.

.l112l Federal Ministry of the Interior, Building and Community, Brief: Informationsfreiheitsgesetz Strategiepapier des Bundesinnenministeriums "Wie wir COVID-19 unter Kontrolle bekommen", Jun. 9, 2020, <https://clubderklarenworte.de/wpcontent/uploads/2020/06/BMI-Dokument-incl.-Autoren.pdf>.

l1.8.QJ. Universität de Lausanne Faculté des lettres Section d'allemand, Kölbl Otto,
<https://web.archive.org/web/20201230040127/https://www.unil.ch/all/fr/horne/rnenuinst/rnitarbeitende-1/assoziierte-rnitarbeitende/kolbl-otto.html>.

lill Otto Kôlbl, *Hong Kong - An extreme example of parasitic development*, <https://web.archive.org/web/20201230040346/http://rainbowbuilders.org/china-development/hong-kong-economy>.

L.Im Otto Kôlbl, *Have Tibetans benefited from recent economic development?*, <https://web.archive.org/web/20201230040016/http://rainbowbuilders.org/tibet-development/tibet-development-aid>.

ilru Federal Ministry of the Interior, Building and Community, **Brief: Informationsfreiheitsgesetz Strategiepapier des Bundesinnenministeriums "Wie wir CO VID-19 unter Kontrolle bekommen "**, Jun. 9, 2020, <https://clubderklarenworte.de/wp-content/uploads/2020/06/BMI-Dokument-incl.-Autoren.pdf>.

lffi Munich Center for Technology in Society Technical University of Munich, *Dr. Maximilian Mayer*, <https://web.archive.org/web/20201230034459/https://www.mets.tum.de/en/people/maximilianmayer/>.

[185] *Id.*

ll.8.fil Universität Bonn Institut für Politische Wissenschaft und Soziologie, *Jun.-Prof Dr. Maximilian Mayer*, <https://web.archive.org/web/20201230034212/https://www.politik-soziologie.uni-bonn.de/de/personal/jun.-prof.-maximilian-mayer>.

ilm @yaneerbaryam, Twitter, Feb. 2, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1224050641443704838?s=20>.

LIBfil @yaneerbaryam, Twitter, Feb. 28, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1233386860958887936?s=20>.

ll.8.2.1 @yaneerbaryam, Twitter, Feb. 28, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1233388113512292354?s=20>.

.L1.2.QI @yaneerbaryam, Twitter, Apr. 26, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1254455465200816134?s=20>.

ll.2ll @yaneerbaryam, Twitter, Jul. 18, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1284585257761734656?s=20>.

Ll.22.1@SophieHRW, Twitter, Jul. 18, 2020, <https://twitter.com/SophieHRW/status/1284566661597671425?s=20>.

ll.2J.1 @yaneerbaryam, Twitter, Mar. 8, 2020, <https://twitter.com/yaneerbaryam/status/1236803093561520131?s=20>.

ll.2.11 @yaneerbaryarn, Twitter, Mar. 14, 2020,
https://twitter.com/yaneerbaryarn/status/123882841718701261_0?s=20.

ll.22 @yaneerbaryarn, Twitter, Mar. 29, 2020,
<https://twitter.com/yaneerbaryarn/status/1244115730129465345?s=20>.

ll.2.fil @yaneerbaryarn, Twitter, Aug. 3, 2020,
https://twitter.com/yaneerbaryarn/status/1290153_813903577088?s=20.

ll.211 Joan Bryden, Nothing prepared Patty Hajdu for this, Canada's Nat'l Observer, Apr. 6 2020,
<https://www.nationalobserver.com/2020/04/06/features/nothing-prepared-patty-hajdu>.

ll.2.fil @PattyHajdu, Twitter, Jan. 20, 2014,
https://twitter.com/PattyHajdu/status/4254317672903_76192?s=20.

.ll.221 Christy Sornos, China praises Canada, slams US. over coronavirus response, CTV News, Feb. 3, 2020, <https://www.ctvnews.ca/world/china-praises-canada-slams-u-s-over-coronavirusresponse-1.4795270>.

[200] Graerne Wood, Questioning WHO and China virus data feeds conspiracy theories: Health Minister, Richmond News, Apr. 2, 2020,
https://web.archive.org/web/2020040913_3450/https://www.richmond-news.com/questioningwho-and-china-virus-data-feeds-conspiracy-theories-health-minister-1.24111603.

l2.Q.ll *Id.*

[202] Robyn Urback, Canadians have been gaslit on China, The Globe and Mail, Apr. 30, 2020,
<https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-canadians-have-been-gaslit-on-china/>.

[203] True North, Hajdu stands by praise for Chinese government and wanting to keep borders open, Apr. 30, 2020, <https://tnc.news/2020/04/30/hajdu-stands-by-praise-for-chinese-government-and-wanting-to-keep-borders-open/>.

[204] CGTN, Canada's health minister praises China's handling of COVID-19, Sep. 16, 2020,
https://news.cgtn.com/news/2020-09-16/Canada-s-health-minister-praises-China-s-handling-of-COVID-19--TPrDfp_lKJq/index.html.

[205] @chenweihua, Twitter, Apr. 3, 2020,
https://twitter.com/chenweihua/status/1245987_548717035_520?s=20.

[206] Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin's Regular Press Conference on September 18, 2020, Sep. 18, 2020,
https://www.fmprc.gov.cn/rnfaeng/xwfw_665399/s2510_665401/tl_816244.shtml.

[207] Spencer Fernando, *Propaganda Patty Defends Communist China Yet Again*, Sept. 13, 2020, <https://spencerfermando.com/2020/09/13/propaganda-patty-defends-communist-china-yetagain/>.

[208] True North, *Hajdu slanders journalist as "dangerous" and "fake news"*, Nov. 26, 2020, <https://tnc.news/2020/11/26/hajdu-slanders-journalist-as-dangerous-and-fake-news/>.

[209] Denis Campbell, *Who's Matt Hancock? The health secretary's only legacy will be how quickly he's forgotten*, The Guardian, Jul. 24, 2019, <https://www.theguardian.com/society/commentisfree/2019/jul/24/matt-hancock-health-secretary-legacy-quickly-forgotten-nhs>.

[210] @MattHancock, Twitter, Jan. 19, 2018, <https://twitter.com/MattHancock/status/954405324814979073?s=20>.

[211] David Lee, *World Economic Forum Establishes "AI Council" Co-chaired by Chinese AI Expert Kai-Fu Lee*, Pandaily, Jan. 24, 2019, <https://pandaily.com/world-economic-forum-establishes-artificial-intelligence-council/>.

[212] @MattHancock, Twitter, Sep. 19, 2018, <https://twitter.com/MattHancock/status/1042404125022072832?s=20>.

[213] @MattHancock, Twitter, Sep. 17, 2018, <https://twitter.com/MattHancock/status/1041692833994993665?s=20>.

[214] National Health Commission of the People's Republic of China, *NHC minister speaks on phone with UK health secretary*, Apr. 23, 2020, <http://en.nhc.gov.cn/2020-04/23/c79551.htm?bshid=5572099213>.

[215] CGTN, *Public health experts from China and UK move to develop greater cooperation*, May 16, 2020, https://newseu.cgtn.com/news/2020-05-16/Public-health-experts-from-Chinaand-UK-move-to-strengthen-ties-OwmBNLjJp6/share_amp.html?twitter_impression=true.

[216] Tim Lob, *Germany Has Its Own Dr. Fauci- and Actually Follows His Advice*, Bloomberg Businessweek, Sept. 28, 2020, <https://www.bloomberg.com/news/features/2020-09-28/christian-drosten-germany-s-dr-fauci-worries-about-second-wave-of-covid>.

[217] Damon Johnston, *Daniel Andrews's BRI broker praises China on virus*, The Australian, Jun. 12, 2020, <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/daniel-andrews-bri-broker-praises-china-on-virus/news-story/eb8f6f79682e859331eb4393215ba31d>.

[218] Rachel Baxendale, *Daniel Andrews staffer Nancy Yang did Chinese Communist propaganda course*, The Australian, Jun. 29, 2020, <https://www.theaustralian.com.au/nation/politics/daniel-andrews-staffer-nancy-yang-did-chinese-communist-propaganda-course/news-story/eb49801365855bda4904c1a25a85650d>; Alison Bevege, *Labor staffer with Chinese Communist Party links pushes bizarre conspiracy*

theory coronavirus was created by the US. and spread around the globe by its army, Daily Mail Australia, Jun. 1, 2020, <https://www.dailymail.co.uk/news/article-8376701/Labor-stafferChinese-Communist-Party-links-pushes-bizarre-coronavirus-conspiracy-theory.html>.

[2.12] Advance Australia, *How CCP Influence Runs Deep in Oz*, Jun. 12, 2020, <https://www.advanceaustralia.org.au/howccp influence runs deep in oz>.

[220] Tom Minear, *'Community ambassadors' linked to Chinese Community Party*, Herald Sun, Dec. 1, 2020, <https://www.heraldsun.com.au/news/victoria/community-ambassadors-linked-tochinese-community-party/news-story/d5ce8fc1f27465f74a25e3ceaa3f4980>.

12.m ABC News, *Prime Minister Scott Morrison, Victorian Premier Daniel Andrews clash over China deal*, Nov. 6, 2018, <https://www.abc.net.au/news/2018-11-07/scott-morrison-danielandrews-clash-over-china-deal/10472026>.

[222] Richard Baker, *'China 's gateway ': Daniel Andrews' Belt and Road pitch to Beijing*, The Age, Oct. 3, 2020, <https://www.theage.com.au/politics/victoria/china-s-gateway-daniel-andrewsbelt-and-road-pitch-to-beijing-20201002-p561b9.html>.

[223] Kaeli Conforti, *Melbourne Begins Strict Stage 4 Lockdown This Week After Another Covid-19 Spike*, Forbes, Aug. 3, 2020, <https://www.forbes.com/sites/kaeli-conforti/2020/08/03/melbourne-begins-strict-level-4-lockdown-this-week-after-another-covid-19-spike/?sh=4ae9aa3150f9>; Victoria Department of Health and Human Services, *Victoria 's restriction levels*, <https://web.archive.org/web/20200804100544/https://www.dhhs.vic.gov.au/victorias-restrictionlevels-covid-19>.

[224] Anjali Sundaram, *Yelp data shows 60% of business closures due to the coronavirus pandemic are now permanent*, CNBC, Sep. 16 2020, <https://www.cnbc.com/2020/09/16/yelpdata-shows-60percent-of-business-closures-due-to-the-coronavirus-pandemic-are-nowpermanent.html>.

[225] Pedro Nicolaci da Costa, *The Covid-19 Crisis Has Wiped Out Nearly Half Of Black Small Businesses*, Forbes, Aug. 10, 2020, <https://www.forbes.com/sites/pedrodacosta/2020/08/10/thecovid-19-crisis-has-wiped-out-nearly-half-of-black-small-businesses/#2fc8c8334310>.

[226] Jack Healy, *It 's 'People, People, People' as Lines Stretch Across America*, N.Y. Times, Apr. 12, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/04/12/us/coronavirus-long-lines-america.html>.

[227] Bethan Staton and Judith Evans, *Three million go hungry in UK because of lockdown*, Fin. Times, Apr. 10, 2020, <https://www.ft.com/content/e5061be6-2978-4c0b-aa68-D72a2526826>.

[228] Morganne Campbell, *Canadians reporting higher levels of anxiety, depression amid the pandemic*, Global News, Oct. 10, 2020, <https://globalnews.ca/news/7391217/world-mentalhealth-day-canada/>.

[229] American Medical Association, *Issue brief: Reports of increases in opioid- and other drug-related overdose and other concerns during COVID pandemic*, Dec. 9, 2020, <https://www.ama-assn.org/system/files/2020-12/issue-brief-increases-in-opioid-relatedoverdose.pdf>.

[230] Lauren M. Rossen, **PhD** et al., *Excess Deaths Associated with COVID-19, by Age and Race and Ethnicity- United States, January 26-October 3, 2020*, U.S. CDC MMWR Morb Mortal Wkly Rep Vol. 69(42), Oct. 23, 2020, <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/pdfs/mm6942e2-H.pdf>.

[231] Cory Stieg, *More than 7 in 10 Gen-Zers report symptoms of depression during pandemic, survey finds*, CNBC, Oct. 21 2020, <https://www.cnbc.com/2020/10/21/survey-more-than-7-in-10-gen-zers-report-depression-during-pandemic.html>.

[232] Amanda Prestigiacomio, *New CDC Numbers Show Lockdown 's Deadly Toll On Young People*, The Daily Wire, Oct. 22, 2020, <https://www.dailywire.com/news/new-cdc-numbersshow-lockdowns-deadly-toll-on-young-people>.

[233] *Id.*

[234] Amy Hollyfield, *Suicides on the rise amid stay-at-home order, Bay Area medical professionals say*, ABC 7 News, May 21, 2020, <https://abc7news.com/suicide-covid-19-coronavirus-rates-during-pandemic-death-by/6201962/>.

[235] SBG San Antonio, *HOSPITAL: 37 children attempted suicide in September, highest number in five years*, CBS Austin, Oct. 27th 2020, <https://cbsaustin.com/news/local/cookchildrens-hospital-admits-alarmin g-rate-of-suicide-attempts-in-children>.

[236] Selina Wang et al., *In Japan, more people died from suicide fast month than from Covid in all of 2020. And women have been impacted most*, CNN, Nov. 30, 2020, <https://edition.cnn.com/2020/11/28/asia/japan-suicide-women-covid-dst-intl-hnk/index.html>.

[237] Save the Children, *'Children at risk of lasting psychological distress from coronavirus lockdown': Save the Children*, UN OCHA Reliefweb, May 8, 2020, <https://reliefweb.int/report/world/children-risk-lasting-psychological-distress-coronaviruslockdown-save-children>.

[238] Save the Children, *'Children at Risk of Lasting Psychological Distress from Coronavirus Lockdown': Save the Children*, May 8, 2020, <https://www.savethechildren.net/news/%E2%80%98children-risk-lasting-psychological-distress-coronavirus-lockdown%E2%80%99-save-children>.

[239] Sally Weale, *Children regressing and struggling mentally in lockdown, says Ofsted*, The Guardian, Nov. 9, 2020, <https://www.theguardian.com/education/2020/nov/10/childrenregressing-and-struggling-mentally-in-lockdown-says-ofsted>.

[240] The Economist, *Lockdowns could have long-term effects on children 's health*, Jul. 19 2020, <https://www.economist.com/international/2020/07/19/lockdowns-could-have-long-tenneffects-on-childrens-health>.

[241] Perry Stein, *In D. C., achievement gap widens, early literacy progress declines during pandemic, data show*, Wash. Post, Oct. 30, 2020, <https://www.msn.com/en-us/news/us/dataindicate-worsening-early-literacy-progress-and-widening-achievement-gap-among-districtstudents/ar-BB1ay8vc>.

[242] Rebecca T. Leeb, PhD *et al.*, *Mental Health-Related Emergency Department Visits Among Children Aged <18 Years During the COVID-19 Pandemic- United States, January 1-October 17, 2020*, U.S. CDC MMWR Morb Mortal Wkly Rep Vol. 69(45), Nov. 13, 2020, <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6945a3.htm>.

[243] Jai Sidpra *et al.*, *Rise in the incidence of abusive head trauma during the COVID-19 pandemic*, Archives of Disease in Childhood, Jul. 2, 2020, <http://dx.doi.org/10.1136/archdischild-2020-319872>.

[244] The Economist, *The pandemic has eroded democracy and respect for human rights*, Oct. 17, 2020, <https://www.economist.com/international/2020/10/17/the-pandemic-has-erodeddemocracy-and-respect-for-human-rights>.

[245] Rajesh Roy, *India Tries to Stem Migrant Worker Exodus Amid Coronavirus Lockdown*, Wall St. J., Mar. 29, 2020, <https://www.wsj.com/articles/india-tries-to-stem-migrant-workerexodus-amid-coronavirus-lockdown-11585499312>.

[246] Reuters, *Miles-long fines for food in South Africa*, YouTube, Apr. 30, 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=pl-R7KeUm5o>.

[247] Will Brown, *Investigation: African migrants 'left to die' in Saudi Arabia 's hellish Covid detention centres*, Daily Telegraph, Aug. 30, 2020, <https://www.telegraph.co.uk/globalhealth/climate-and-people/investigation-african-migrants-left-die-saudi-arabias-hellish/>.

[248] Fiona Harvey, *Coronavirus pandemic 'will cause famine of biblical proportions'*, Guardian, Apr. 21, 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/apr/21/coronavirus-pandemic-will-cause-famine-of-biblical-proportions>.

[249] UNICEF, *COVID pushes millions more children deeper into poverty, new study finds*, UN News, Sep. 17, 2020, <https://news.un.org/en/story/2020/09/1072602>.

[250] John PA Ioannidis, *Infection fatality rate of COVID-19 inferred from seroprevalence data*, Bulletin of the World Health Organization, Oct. 14, 2020, <https://www.who.int/bulletin/onlinefirst/BLT.20.265892.pdf>.

[251] CNBC, *WHO says 10% of global population may have been infected with virus*, Oct. 5, 2020, <https://www.cnn.com/2020/10/05/who-10percent-of-worlds-people-may-have-been-infected-with-virus.html>.

[252] International Monetary Fund, *World Economic Outlook, October 2020: A Long and Difficult Ascent*, Oct. 2020, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020>.

[253] International Commission of Jurists, *Siracusa Principles on the Limitation and Derogation Provisions in the International Covenant on Civil and Political Rights*, Jul 1, 1984, <https://www.icj.org/siracusa-principles-on-the-limitation-and-derogation-provisions-in-the-international-covenant-on-civil-and-political-rights/>.

[254] Francis Fukuyama, *What Kind of Regime Does China Have?*, *The American Interest*, May 18, 2020, <https://www.the-american-interest.com/2020/05/18/what-kind-of-regime-does-china-have/>; Robert C. O'Brien, *The Chinese Communist Party's Ideology and Global Ambitions*, White House National Security Council, Jun. 26, 2020, <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/chinese-communist-partys-ideology-global-ambitions/>.

[255] Adam Schiff, *The US Intelligence Community Is Not Prepared for the China Threat*, *Foreign Affairs*, Sep. 30, 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-09-30/us-intelligence-community-not-prepared-china-threat>.

This letter is to be construed only as a recommendation that the above matters be investigated by law-enforcement authorities as a matter of national security. This is not a formal criminal complaint, nor are these facts necessarily indicative that any crime may have been committed by any individual named herein, a determination that can be made only by appropriate legal authorities.

Respectfully submitted this 10th day of January, 2021, by:

Michael P. Senger, Attorney, @michaelsenger;

Stacey A. Rudin, Attorney, @staceyrudin;

Dr. Clare Craig FRCPATH, Consultant Diagnostic Pathologist, @ClareCraigPath;

Robert Spalding, retired US Air Force Brigadier General, @robertspalding; Randy

Hillier, MPP Lanark, Frontenac & Kingston, @randyhillier;

Francis Hoar, Barrister at Law, @FrancisHoar;

Sanjeev Sabhlok, PhD, former Commissioner in an Indian State Government, @sabhlok; Brian

O'Shea, COO, Centurion Intelligence Partners, @BrianOSheaSPJ;

Maajid Nawaz, Activist, Author & Broadcaster, @MaajidNawaz;

Simon Dolan, Business Leader & Entrepreneur. @simondolan.

File No.:

ST ACY AMIKW ABE, *et al*
Plaintiffs

-and-

POPE FRANCIS, *et al*
De fendants

Ontario Superior Court of Justice
Ottawa

STATEMENT OF CLAIM
Proceedings under the *Class*
Proceedings Act, 1992

ELDERS WITHOUT BORDERS
237 Argyle Avenue
Ottawa, ON
K2P 1B8

Michael Swinwood
(LSO No. 14578R)
Liza Swale
(LSO No. 49683H)

613-563-7474 (tel)
613-563-9179 (fax)

Solicitors for the Plaintiffs